

La mort d'Abou Jihad et les réactions dans les territoires occupés

## La nouvelle flambée de violences au Proche-Orient porte un coup aux efforts de règlement

Les extrêmes renforcés

La satisfaction manifestée en privé par les responsables israéliens, la maîtrise avec laquelle a été accompli le meurtre d'Abou Jihad, le fait même que la femme et les enfants du leader palestinien aient été épargnés, ne laissent pratiquement aucun doute : le chef des forces militaires de l'OLP a bien été victime d'un commando israélien, et l'ordre de l'éliminer a été donné au plus haut niveau à Jérusalem.

Ennemis jurés d'Israël, promoteur de nombreux attentats, dont le dernier a coûté la vie à trois israéliens dans le désert du Néguev, Abou Jihad a péri par les armes. Il connaissait depuis longtemps les risques qu'il encourait, et il les avait acceptés. Il n'ajoutait à son assassinat représenté un succès technique pour l'Etat juif, il pourrait constituer aussi, à plus long terme, une grave faute politique.

On l'a vu dès samedi dernier : alors que la révolte des pirates se commençait à s'apaiser en Cisjordanie et à Gaza, l'annonce de la mort d'Abou Jihad a relancé le mouvement de révolte des Palestiniens des territoires occupés. Le bilan de cette fin de semaine est particulièrement triste : quinze morts palestiniens et une armée israélienne contrainte à rétablir une zone de sécurité. Cette accélération du cycle manifestation-répression, qui était aisément prévisible de la part des commanditaires du meurtre d'Abou Jihad, fait peut-être l'affaire du Likoud de M. Shamir puisqu'elle permet d'escamoter pour l'instant tout débat sur l'avenir des territoires occupés. Mais celle d'Israël ? On peut en douter.

Autre motif (inquiétant) de satisfaction pour les « faiseurs » israéliens : avec Abou Jihad, c'est aussi le plan de paix de M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, qui a reçu un coup mortel. La démarche américaine promettait déjà de n'être qu'une fructueuse. On voit mal désormais comment elle pourrait se poursuivre : la dureté de la répression menée depuis samedi dernier dans les territoires va sans doute inciter les dirigeants arabes les plus modérés à se tenir à l'écart de tout processus de paix ; il est probable également qu'elle dissuadera toute personnalité palestinienne des territoires de se prêter à des discussions sur l'avenir de Gaza et de la Cisjordanie. Or la présence de Palestiniens au sein d'une délégation jordanienne était déjà l'un des éléments sur lesquels reposait le plan Shultz. L'OLP voyant d'un mauvais œil que des personnalités palestiniennes se prêtent au jeu.

Autres conséquences néfastes du meurtre d'Abou Jihad : M. Yasser Arafat pourra, sans grand inconvénient, continuer à faire la sourde oreille aux « suggestions » de M. Gorbatchev, qui lui conseillaient il n'y a pas quinze jours, de reconnaître Israël et les intérêts de sécurité de l'Etat juif.

Les intégristes islamistes tunisiens, enfin, peuvent aussi ramener le gouvernement de Jérusalem de l'aide précieuse qu'il vient de leur apporter en violant allégrement la souveraineté territoriale de la Tunisie et en portant ainsi un nouveau coup au prestige des autorités modérées de ce pays.

Une vingtaine de morts en deux jours : la Cisjordanie et Gaza se sont enflammées à la suite de l'assassinat, le samedi 16 avril, en Tunisie, d'Abou Jihad. Le numéro deux du Fath, qui était responsable, au sein de l'OLP, des territoires occupés, sera inhumé à Damas.

Il apparaît, en dépit du silence de Jérusalem, que cet assassinat a été mené à bien par une unité israélienne d'une trentaine de membres, venus puis repartis par la mer. Le regain de violences qu'il a engendré porte atteinte aux efforts de règlement au Proche-Orient.

## Les mille raisons d'Israël

JÉRUSALEM  
de nos envoyés spéciaux

Certains silences ont la force d'un avertissement. Quarante-huit heures après l'assassinat d'Abou Jihad, alors que la Cisjordanie et Gaza viennent de vivre, samedi 16 avril, leur plus sanglante journée - au moins treize morts et une centaine de blessés par balle - depuis le début du soulèvement, alors qu'environ quatre cent mille Palestiniens - dont la population de Naplouse - subissent depuis dimanche matin les rigueurs du couvre-feu et que les autres grandes villes de Cisjordanie, d'Ebron à Bethléem, de Tulkarem à Ramallah, sont redevenues « zones militaires », donc virtuellement inaccessibles, alors que, d'un bout à l'autre des territoires, la grève générale de trois jours décrétée en signe de deuil est strictement observée, Israël n'a rien à dire ou peu s'en faut.

Nous soulignons le gouvernement de Jérusalem n'est, bien sûr,

abstenu de revendiquer la moindre part de responsabilité dans le meurtre d'un de ses pires ennemis, mais encore l'événement ne lui inspire « aucun commentaire », comme s'il ne le concernait guère. Répondant à l'un de ses collègues qui l'interrogeait à ce sujet au cours d'un conseil de cabinet dominical presque routinier où l'on débattait des problèmes de santé publique, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, affirma qu'il avait « appris par la radio » la nouvelle de l'assassinat. Peu après, il transmettait à la nation ses vœux de bonheur à trois jours du quarantième anniversaire de l'Etat juif. Tandis que le pays est déjà pavé d'étoiles de David, des ouvriers arabes mettaient en place, dimanche, des milliers de petits drapeaux sur l'autoroute reliant Jérusalem à Tel-Aviv, là où se livrèrent les plus durs combats de 1948.

Du côté du Likoud, comme chez les travaillistes régnant donc le mutisme officiel. Seules quelques

personnalités de second rang aux deux bouts de l'éventail politique se sont départies dimanche de cette feinte indifférence qui ne trompe personne. Pour M<sup>me</sup> Gueula Cohen, épouse de l'extrême droite, l'assassinat d'Abou Jihad doit servir « de leçon à ceux qui répandent le sang juif ». M. Yossef Shapira, ministre sans portefeuille, regrettant que « ce meurtre n'ait pas eu lieu plus tôt », y voit « la seule manière de combattre le terrorisme ». A l'inverse, M. Meir Wilner, chef du Parti communiste israélien, tient le meurtre d'Abou Jihad pour l'expression « du terrorisme d'Etat ».

La plupart des experts et des observateurs se sont vite fait une religion et l'expriment en privé. Aucune doute à leur yeux : Israël a bien préparé l'assassinat du numéro deux de l'OLP.

JEAN-PIERRE LANGELLIER  
et ALAIN FRANCHON.  
(Lire la suite page 3.)

## Assassinat en Italie

Un des principaux conseillers du premier ministre a été tué, près de Bologne  
PAGE 7

## Attaque américaine dans le Golfe

L'US Navy a bombardé deux plates-formes iraniennes  
PAGE 2

## La résistance afghane à Peshawar

Ses chefs ont demandé aux réfugiés de ne pas regagner leur pays  
Page 5

## Victimes en révolte

Indemnités tardives et insuffisantes, tracasseries administratives : les « accidentés de la vie » s'organisent  
PAGE 12

## France-Canada : petite guerre

Les élus de Saint-Pierre-et-Miquelon et l'équipage du « Croix-de-Lorraine » libérés sous forte caution



PAGE 25

Le sommaire complet se trouve en page 32

La campagne pour le premier tour du scrutin présidentiel

## L'élection confisquée

par Jean-Marie Colombani

Raymond Barre se réveille, enfin : Jean-Marie Le Pen enfle, une fois de plus ; Jacques Chirac se ressource, en Corrèze ; François Mitterrand, lui, joue au frappe (1)... Voilà pour les mouvements les plus récents d'une campagne consacrée, pour l'essentiel, à attendre. Attente tournée, en fait, vers le troisième tour : on saura alors, et alors seulement, si quelque chose peut bouger dans le paysage politique français. C'est dire le rôle dévolu à la classe politique : celle-ci est, au bout de trente ans d'une V<sup>e</sup> République qui devait la réduire à merci, redevenue maîtresse du jeu.

Au point que 1988 apparaît une élection confisquée : elle marque le repli du scrutin sur la politique pure et la revanche de la classe politique elle-même.

Ce repli est rendu possible par l'absence d'enjeu fondamental. Le régime et le sort des institutions ne sont plus en question, comme en 1965 et 1969 : le changement de société n'est plus à l'ordre du jour, comme ce fut le cas en 1974, 1981 et 1986. Débarrassé de ces « oripeaux » d'un autre âge, comme dirait M. Jospin, le scrutin de 1988 devrait être, aurait pu être, le plus démocratique : la fin des mythes, des élections mythiques et des illusions lyriques permettrait - permet en effet dans

une certaine mesure - la normalisation de la société et de son débat public, ainsi que l'alignement de la politique du pays, comme l'écrit l'*Economist*, soucieux en l'espèce d'en créditer l'actuel président.

L'ennui est qu'il n'y a pas, non plus, d'enjeu explicite : chacun par tactique, refusant d'aller au bout de sa logique. Les grands problèmes qui intéressent les Français et qui, d'un septennat à l'autre, ne varient guère (chômage, éducation, formation) font l'objet d'un consensus apparent : tout le monde en parle comme autant de priorités ; tout le monde rivalise, selon les cas, de générosité financière (éducation) et de prudence (chômage).

(Lire la suite page 9.)

## Le Monde ÉCONOMIE

■ France, du destin au déclin, de Serge-Christophe Kolm. Le dernier des douze articles sur « L'état de la France », dont les conclusions seront tirées la semaine prochaine.  
■ Recycler la dette du tiers-monde ou comment rendre à nouveau positifs les flux financiers du Nord et mobiliser l'épargne du Sud.  
■ La chronique de Paul Fabra : M<sup>me</sup> H. H. H. Quand, en 1934, une jeune fille de vingt-trois ans écrivait un « Essai sur la théorie ricardienne de la valeur ».  
Pages 19 à 22

## SPORTS

■ Tennis : le retour de McEnroe. L'Américain, qui n'avait pas disputé de match officiel depuis septembre 1987, a réussi son retour en battant le Suédois Stephan Edberg en finale du tournoi de Tokyo.  
■ Marathon : près de 30 kilomètres à l'heure. L'Ethiopien Belayneh Dinsamo a amélioré la meilleure performance mondiale en courant les 42,195 kilomètres en 2 h 6 mn 50 s.  
■ Ski alpin : record de vitesse. Un nouveau record du monde de vitesse à ski a été établi par le Français Michael Prüfer : 223,741 km/h.  
Page 13

## La mutinerie d'Ensisheim

## Révoltes et « révolution pénitentiaire »

La nouvelle révolte de détenus, déclenchée cette fois à la centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin), s'est achevée dimanche après vingt et une heures de violences et de discussions. Comme celle de Saint-Maur (Indre) le 12 novembre 1986, elle a été le fait de condamnés aux peines les plus longues, qui ont libéré leurs otages mais laissé des bâtiments ruinés.

Parmi les premiers à quitter la centrale dévastée, il y avait Pironette, depuis dix ans le compagnon de cellule d'un détenu : un chat que le prisonnier se refusait à abandonner dans les décombres et voulait confier à un vétérinaire. L'anecdote pourrait paraître dérisoire après cette vingtaine d'heures de folie, bagarres de flammes et de violences. Prise d'otages et coups de con-

teau n'empêcheraient donc pas d'aimer les animaux ? L'ironie, pourtant, n'a pas lieu d'être. Un chat, lorsqu'on vit depuis des années, et pour des années encore, entre les hauts murs vétustes d'Ensisheim, ce n'est pas rien : un compagnon, un peu de chaleur, une boule de poils qui se balade, elle.

Après les Baumettes, Saint-Maur, Beaupré, c'est, en quelques mois, une nouvelle révolte qui secoue une prison française : le surpeuplement ici, l'isolement là, l'angoisse des longues peines ailleurs, les détenus n'ont cessé de le crier, jusqu'à débordement. Dans la discrétion, on a opéré des transfèrements de détenus supposés. Pour éviter une explosion, on a isolé ceux qui pouvaient paraître les plus dangereux, les plus « contagieux ». En vain. Pour la première fois depuis les grandes révoltes de 1974, où

près de quatre-vingt-dix prisons s'étaient soulevées, deux centrales - Saint-Maur et aujourd'hui Ensisheim - ont été presque entièrement détruites par leurs occupants. L'une ultra moderne, l'autre d'une vétusté à faire peur, comme si les détenus se moquaient du modèle de détention qu'on leur impose.

Suffit-il de dire qu'à Ensisheim l'origine de la révolte n'est qu'une évasion ratée, relayée par des « deuxième gâchettes » et la « pègre de Saint-Maur », qui ont mené la danse ? Suffit-il, comme le syndicat FO des surveillants, « consterné et éberlé », de réclamer des casques, des matraques et des bonicles et « des établissements spécialisés où les meneurs pourraient être incarcérés ».

AGATHE LOGEART.  
(Lire la suite page 11.)

Au premier tour comme au second, pas question de voter sans avoir lu

## QUI CHOISIR

Comment acheter votre prochain président de la République sans risque ?

de CATON  
traduit par André Bercoff

Vous pouvez également gagner de nombreux prix en tapant sur minitel : 36-15 code CATON

ROBERT LAFFONT



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,50 f. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكزا من الاجل



سكنا من الالهي

# Etranger

## La flambée de violence dans les territoires occupés

Oubliant pour la plupart cinq ans de querelles intestines, les huit mouvements membres de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont déclaré leur solidarité avec le Fath en condamnant l'assassinat, samedi 16 avril à Tunis, de l'un de ses chefs, Khalil El Wazir, dit Abou Jihad. Tous affirment la responsabilité d'Israël et appellent plus ou moins à la vengeance. Les organisations dissidentes de l'OLP, souvent en lutte avec celle-ci dans le passé, se joignent également au concert de protestations.

Même unanimité de la part des Etats arabes. Avec, toutefois, un temps de retard selon d'habi-

tation de la part de la Syrie, brochant sur l'OLP depuis l'expulsion de Damas de M. Yasser Arafat et Abou Jihad en 1983. Mais le gouvernement syrien a déclaré que les obsèques de ce dernier pourraient avoir lieu à Damas, où vitent le père et la mère du dirigeant assassiné.

Le roi Hussein de Jordanie a adressé dimanche un télégramme de condoléances au chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, dans lequel il l'assure de sa « profonde sympathie ». Abou Jihad avait participé aux pourparlers de l'OLP avec la Jordanie de 1983 à 1986. Il avait été

expulsé quelques mois après la rupture des négociations. Mais il était revenu en mars dernier à Amman, à la tête d'une délégation palestinienne, lors d'une réunion de la commission mixte OLP-Jordanie pour le soutien à la population des territoires occupés.

An Caire, le gouvernement égyptien a vivement condamné le meurtre d'Abou Jihad par la bouche du ministre d'Etat aux affaires étrangères, M. Boutros Ghali. Le président Hosni Moubarak, dans un message de condoléances envoyé à M. Arafat, a fait part de sa profonde tristesse devant le meurtre commis par « des élé-

ments irresponsables démunis de tout principe et de toute valeur morale ». Comme la majorité des chefs d'Etat ou de gouvernement arabes, M. Moubarak se garde de désigner Israël, ce que, en revanche, n'hésite pas à faire la presse égyptienne.

Le président irakien Saddam Hussein, lui, a accusé les « agents sionistes », de même que le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Khil.

« Nous condamnons le terrorisme ou la violence, qu'ils soient commis par des individus ou des Etats ou qu'ils visent des individus ou des

## L'explosion de colère de Gaza

GAZA  
de nos envoyés spéciaux

C'est un moment de deuil et d'émotion dans une ville en colère. Abou Jihad était un peu « l'enfant du territoire », et si, « de l'autre côté », on s'est discrètement réjoui à l'annonce de son assassinat, ici au coin de la rue Yarmouk, en plein cœur de Gaza, l'heure est aux condoléances. Le geste est tout à la fois militant et conforme à la tradition : en face de la maison des cousins du défunt, chacun vient saluer et se recueillir sous un large auvent où ont été disposées des rangées de chaises. Poignées de main, petits signes de la tête, chaplets égrenés par de vieux messieurs endimanchés, gilet, costume et keffiyeh.

Derrière la famille, des couronnes de fleurs et des photos d'Abou Jihad jouent : fine moustache, cheveux sol-

ennement lissés en arrière, cravate, le profil sage et un peu réservé du jeune professeur qu'il fut un moment. Et puis, il y a le reste. C'est-à-dire les hommages à une vie de combat et de violence : des messages de sympathie du Fath et de nombreux groupes islamistes, tous rédigés dans des encres aux couleurs différentes, qui sont celles du drapeau palestinien. L'ensemble voisine avec une bordée de slogans, synthèse des deux creusets du défunt, islamiste et nationaliste : « Tu resteras pour nous un symbole de la guerre sainte, toujours vivant dans notre cœur » ; « Nous sommes tous Abou Jihad » ; « Mort aux juifs et aux collaborateurs ».

La ville est pavée de drapeaux noirs et d'insignes de l'OLP. Les haut-parleurs des minarets diffusent en permanence des versets du Coran, des discours uniformes et lancinants

troublés de temps à autre par le claquement sec des coups de feu.

La scène résume le deuil et la colère : en plein centre-ville, ce dimanche matin, dans une rue jonchée de pierres, d'ordures, de pneus des soldats ennemis tirant des grenades lacrymogènes à l'intérieur d'une habitation, au niveau du premier étage. L'affrontement est bref, sporadique, comme il y en a d'autres dans les quartiers et dans les camps alentour, d'où s'échappent d'épaisses volutes de fumée noire.

« Calme tendu à Gaza », dit le radio israélien. A l'hôpital Shaïta, à la mi-journée, les bordereaux d'entrée signalent déjà trois ou quatre personnes blessées par balles. Il y a des effluves de gaz lacrymogène dans la rue, et des ambulances amènent de nouveaux blessés. « La veille, raconte un médecin, les cinq blocs opératoires de l'établissement ont travaillé sans répit ». Car aux premières heures de la matinée, samedi, « dès qu'a été connue la mort [du] frère », Gaza s'est enflammée.

### La pire journée

« Ce fut la pire journée depuis le 15 décembre, un mouvement sans précédent », un coup de colère brutal, explique un responsable d'une organisation humanitaire. Dans les camps, villes et villages du territoire, des centaines de jeunes ont affronté l'armée : barricades, jets de pierres et d'engins incendiaires, barrages de pneus en feu, bombes à ordure renversées, débris volants, un peu partout. Le bilan sera le plus lourd jamais enregistré en une seule journée depuis le début du soulèvement : de huit à dix morts et sans doute plus d'une centaine de blessés par balles, dont certains très grièvement atteints. Les autorités expliquent : si les soldats ont fait un tel

usage de leurs armes, c'est qu'ils furent assaillis par une pluie de cocktails Molotov. Plus soignée, une responsable d'une organisation humanitaire affirme pour sa part : « Dans bien des cas, l'armée a directement tiré à balles réelles sans sommation, sans utiliser d'abord les projectiles en caoutchouc ou les gaz lacrymogènes ». Et de faire état de sa « profonde inquiétude » devant ce qu'elle appelle « un manque de respect pour la vie humaine ».

Gaza était relativement calme depuis quelques semaines. Le territoire est aujourd'hui mobilisé comme au plus fort du soulèvement. L'armée était, dimanche, plus omniprésente que jamais, installant de nouveaux camps de fortune en plein centre-ville, patrouillant incessamment dans les rues et les ruelles d'une agglomération qui tenait de la zone de guerre ou de la cité en état de siège. Les quelques huit mille à dix mille hommes qui seraient déployés sur l'ensemble de la bande de Gaza (650 000 habitants) paraissent installés pour une mission quasi permanente et non pour un simple exercice de maintien de l'ordre.

La mobilisation et l'émotion avaient été tout aussi vives en Cisjordanie (où quatre Palestiniens auraient été tués samedi) : manifestation de plusieurs milliers de personnes à Naplouse, accrochages à Ramallah, El Bireh, Jenin. A Jérusalem-Est (la partie arabe de la ville), les rues étaient désertes, vides de toute circulation, et les commerces fermés, pour respecter les consignes du Conseil supérieur islamique qui venait de déclarer trois jours de deuil général, et de réclamer (en vain) que la dépouille mortelle d'Abou Jihad soit inhumée à la mosquée Al Aksa. Dans les milieux nationalistes, en proie à l'abattement, on commentait sans fin la « nouvelle » tout en affirmant « le café amer des jours de deuil ».

ALAIN FRACHON  
et JEAN-PIERRE LANGELLIER

## Qui remplacera le numéro deux du Fath ?

TUNIS  
de notre correspondant

L'assassinat d'Abou Jihad, samedi 16 avril, à Tunis a jeté le désarroi au sein de la direction palestinienne, confrontée à deux questions : par qui le remplacer et comment garantir la sécurité des autres dirigeants de l'OLP sans enfreindre l'ordre tunisien ? Un problème qui se pose également à la Tunisie.

De nombreux membres du comité exécutif de l'OLP et du conseil central du Fath (principale composante de l'Organisation de libération de la Palestine) sont arrivés à Tunis, cours des dernières vingt-quatre heures pour rendre un dernier hommage à leur compagnon de lutte. Même s'ils ont eu des entretiens informels, ils ne pouvaient prendre de décision aussi rapidement après le meurtre de samedi, non seulement parce qu'ils ne savaient pas à quel point le Fath doit répondre à la question : comment ne pas transformer certains quartiers en forteresses sans susciter des protestations de la part des Tunisiens, plutôt pacifistes, et même à la vocation touristique du pays, véritable promesse de l'économie ?

L'urgence ordonnée par le président Ben Ali a donné les premiers résultats suivants : le commando qui a pénétré dans le domicile d'Abou Jihad était composé de sept personnes au moins — neuf selon les Palestiniens — dont une femme. Ces hommes et ceux qui assurèrent leur couverture se sont déplacés à bord de trois véhicules — deux minibus et une voiture de tourisme — loués en Tunisie sous de fausses identités. Selon des sources policières, la location a été faite au nom de trois Libanais.

Les véhicules qui ont servi à l'opération ont été retrouvés à une dizaine de kilomètres au nord du lieu du crime, abandonnés sur une plage, à l'écart des habitations.

(Interim.)

## Les personnalités de l'OLP assassinées depuis quinze ans

L'assassinat d'Abou Jihad s'ajoute aux nombreux attentats qui ont coûté la vie depuis quinze ans à des personnalités de l'OLP :

— 9-10 AVRIL 1973 : Cette nuit-là, des commandos de l'armée israélienne débarquent sur une plage de la capitale libanaise où les attendent des voitures toutes parées pour les conduire à Beyrouth et assassinent à leur domicile, dans le quartier de Verdun, trois dirigeants de l'OLP : Abou Youssef (Mohamed Najjar), chef militaire du Fath ; Kamal Nasser, porte-parole de l'OLP (CEOLP), et Kamal Adouane, membre du Comité central du Fath, responsable des territoires occupés. La femme d'Abou Youssef est assassinée en même temps que son mari, Mme Golda Meïr, alors premier ministre israélien, exprime son admiration pour « cette opération magnifique ».

— 4 JANVIER 1978 : Saïd Hammami, représentant de l'OLP en Grande-Bretagne, est tué d'une balle dans la tête dans son bureau à Londres.

— 15 JUIN 1978 : Assassinat à Koweït du directeur du bureau de l'OLP, Ali Yassine.

— 3 AOÛT 1978 : Ezzedine Kalek, chef de la représentation palestinienne en France, et l'un de ses adjoints sont assassinés à Paris, dans les locaux de l'OLP.

— 22 JANVIER 1979 : Abou Hassan, chef du département des opérations spéciales (en Israël) du Fath (principale composante de l'OLP), est tué à Beyrouth dans l'explosion de sa voiture.

— 25 JUILLET 1979 : Zouheir Mohsen, chef du département militaire de l'OLP, est abattu d'une balle dans la tête à Carnes (sud de la France).

— 15 DÉCEMBRE 1979 : Semir Toukan, 2<sup>e</sup> secrétaire du bureau de l'OLP à Nicosie (Chypre), est assassiné à la sortie de son domicile.

— 1<sup>er</sup> JUIN 1981 : Naim Khader, représentant de l'OLP en Belgique, est abattu de cinq balles en plein rue à Bruxelles.

— 9 OCTOBRE 1981 : Majed Abou Sharrar, responsable de l'information de l'OLP, est assassiné dans sa chambre d'hôtel à Rome (Italie).

— 17 JUIN 1982 : Kamal Hussein, vice-président de l'OLP en Italie, est tué à Rome par l'explosion d'une bombe.

— 23 JUILLET 1982 : Faid Dani, directeur adjoint du bureau de l'OLP en France, est victime à Paris d'un engin explosif placé dans sa voiture.

— 28 SEPTEMBRE 1982 : Saïd Sayal, de son nom de guerre Abou al Walid, conseiller militaire de Yasser Arafat, est tué dans une embuscade dans la plaine de la Bekaa au Liban.

— 10 AVRIL 1983 : Issam Sartouk, conseiller politique de Yasser Arafat, est abattu dans un hôtel d'Albufeira au Portugal. L'attentat est revendiqué par le groupe Abou Nidal (dissident de l'OLP).

— 20 AOÛT 1983 : Mezmour Mireich, l'un des collaborateurs directs d'Abou Jihad, est abattu près d'Athènes.

— 29 DÉCEMBRE 1984 : Fathi Kawashneh, membre du comité exécutif de l'OLP, proche de Yasser Arafat et ancien maire d'Hébron (Cisjordanie), est assassiné à Amman (Jordanie).

— 10 JUIN 1986 : Khaled Nazzari, responsable des opérations dans les territoires occupés et membre du comité central du Fath (une des composantes de l'OLP), est assassiné à Athènes.

— 21 OCTOBRE 1986 : Mondher Abou Ghazala, membre du Fath, responsable des unités navales palestiniennes, est tué à Athènes.

— 14 FÉVRIER 1988 : assassinat à Limassol (Chypre) de trois cadres militaires du Fath.

## La guerre du Golfe

### La flotte américaine attaque deux plates-formes iraniennes

### Importante offensive irakienne dans la péninsule de Fao.

La flotte américaine a attaqué, lundi matin 18 avril, deux plates-formes pétrolières dans le Golfe. Confirmant l'information donnée d'abord par l'Iran, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré, à 9 heures (heure française), que les bombardements se poursuivaient. Un navire iranien a riposté en attaquant une plate-forme pétrolière exploitée par les Etats-Unis dans le champ pétrolier Moudrak et appartenant à l'Émirat de Charjah, selon des sources maritimes.

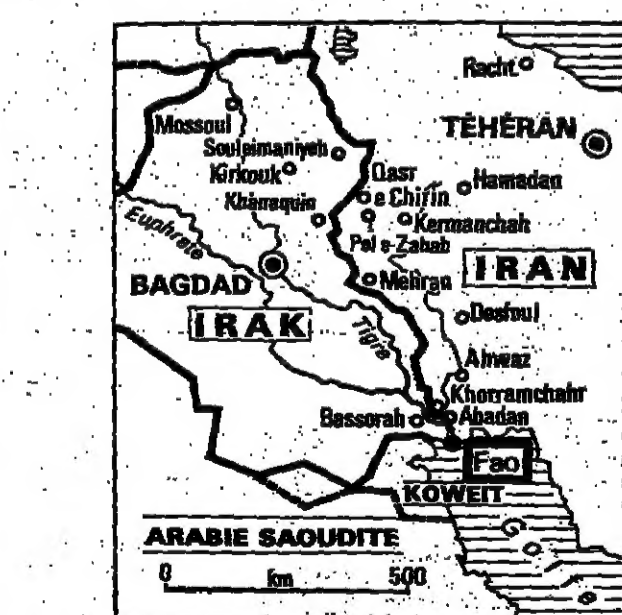
Les deux plates-formes visées par les Américains sont celles de Sassan, située en face de la côte des Émirats arabes unis, et de Sirri, utilisées, selon la Maison Blanche, comme centres de commandement et de repérage pour l'Iran. Selon les milieux maritimes, ces deux plates-formes seraient, en outre, utilisées pour le ravitaillement des vedettes des pasdaran iraniens et des bâtiments mouilleurs de mines de la flotte iranienne.

L'opération a, selon le porte-

parole de la Maison Blanche, été lancée en représailles après que la frégate américaine Samuel-B. Roberts eut été endommagée la semaine dernière par une mine. « Le gouvernement iranien, a-t-il dit, devrait comprendre que nous protégerons nos bateaux et nos intérêts contre de telles attaques ». Le Washington Post avait indiqué, samedi, que le président Reagan avait réuni en fin de semaine dernière ses principaux conseillers pour étudier les mesures à prendre. L'hiver dernier, après qu'un pétrolier battant pavillon américain eut été touché par un missile Silkworm iranien au large du Koweït, l'US Navy avait déjà attaqué une plate-forme, celle de Rostam, qui avait été fortement endommagée.

La nouvelle attaque américaine coïncide avec une importante offensive irakienne dans la péninsule de Fao : l'Iran accuse, à ce sujet, le Koweït d'avoir autorisé Bagdad à utiliser l'île koweïtienne de Boubayan pour lancer ses hélicoptères contre ses troupes.

Le chargé d'affaires iranien à Koweït a vivement protesté auprès

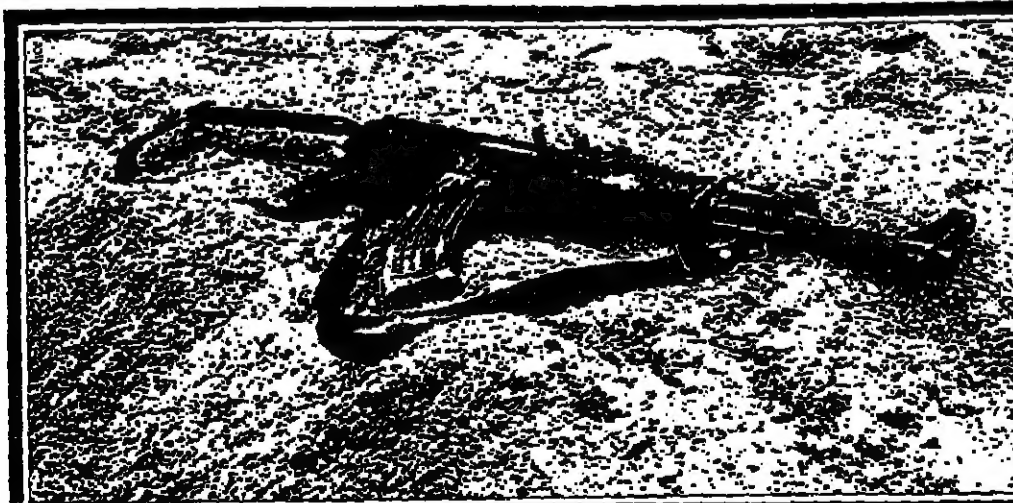


du ministère koweïtien des affaires étrangères contre cette « invasion » dans la guerre du Golfe. Un porte-parole de l'armée irakienne, cité par Radio-Téhéran, a déclaré que « cet acte constitue la soumission flagrant du Koweït au régime iranien » et affirme qu'il en sortirait « perdant ».

L'offensive irakienne est la première tentative importante de Bagdad pour récupérer la péninsule de Fao, son seul débouché maritime direct dans le Golfe, dont la partie stratégique est occupée depuis plus de deux ans par les Iraniens. C'est la deuxième fois seulement depuis son retrait précipité du territoire iranien en juin 1982 que l'armée irakienne passe à l'offensive. La première fois, en 1986, dans l'impossibilité de récupérer Fao, ses troupes avaient franchi la frontière et occupé la ville frontalière de Mehriz, au centre du front, mais elles avaient dû se retirer quelques semaines plus tard.

Cette offensive, appelée « Ramadan », est accompagnée d'une intensification de la « guerre des villes ». Six missiles sol-sol à longue portée ont atteint Téhéran dimanche. Plusieurs autres ont été lancés contre les villes de Shiraz et de Qom. L'attaque est menée, selon Bagdad, par le 7<sup>e</sup> corps d'armée irakien et la garde blindée républicaine. Troupe d'élite dépendant directement du président Saddam Hussein, cette dernière n'est déployée sur le front qu'en cas de situation critique. C'est ainsi que ces unités, des « missions difficiles », comme les appelle l'état-major, avaient réussi en mars 1985 à reprendre le contrôle de la route qui relie Basorah, la deuxième ville irakienne, à Bagdad, que les forces iraniennes avaient réussi à couper.

L'Iran a reconnu l'attaque irakienne à Fao, mais affirme l'avoir repoussée après avoir tué ou blessé plusieurs centaines de soldats irakiens. — (AFP, AP, Reuters.)



## La stratégie Soviétique au Moyen-Orient.

PAR C. KAMINSKY  
ET S. KRUK.

Historiens spécialistes du Proche et du Moyen-Orient, les auteurs décrivent comment le Kremlin doit impérativement tempérer son activisme et s'entendre avec Washington sur un partage clair de leurs zones d'influences respectives.

Collection « Politique d'aujourd'hui », 264 pages - 122 F





# Etranger

## après l'assassinat d'Abou Jihad en Tunisie

Etats», a déclaré, à Washington, un porte-parole du département d'Etat, interrogé tant sur l'assassinat d'Abou Jihad que sur les violentes manifestations qui l'ont suivi en Cisjordanie et à Gaza. « Cette violence ne contribue pas à la solution » des problèmes du Proche-Orient, a ajouté le porte-parole, qui a estimé qu'elle attirait à nouveau l'attention sur les efforts déployés par le secrétaire d'Etat George Shultz pour trouver une solution « réaliste » au problème palestinien.

L'agence Tass a diffusé dimanche un premier commentaire soviétique, en affirmant que

l'assassinat d'Abou Jihad a été commis « avec la participation d'Israël ». « Il est de tradition que la direction israélienne ne reconnaisse pas sa participation aux opérations de banditisme de ses commandos. Mais la signature sanglante des tueurs d'Abou Jihad ne laisse aucun doute sur ses organisateurs », affirme Tass.

M. François Mitterrand a déploré samedi, sur la cinquième chaîne, que « le fanatisme l'emporte sur la raison ». Il a rappelé qu'il a été « le premier chef d'Etat français à se rendre en visite officielle en Israël », mais, a-t-il précisé, « de la tribune de la Knesset, je me suis pro-

noncé pour le droit du peuple palestinien à une patrie, à se doter des structures de son choix ».

« Je suis un ami d'Israël, mais j'ai voulu défendre une position historiquement juste, et de la même façon, dans les pays arabes, j'ai dit qu'Israël a le droit d'exister », a ajouté M. Mitterrand avant de conclure : « Le fanatisme l'emporte sur la raison (...), il faut éviter la destruction des deux peuples. »

Le Parti socialiste a « vigoureusement » condamné, dans un communiqué publié samedi, l'assassinat du numéro deux du Fatah. « Le Parti

socialiste a toujours dénoncé le recours à la violence et au terrorisme », écrit M. Louis Le Penec, secrétaire national aux relations internationales. De son côté, le secrétaire général du Parti communiste français, M. Georges Marchais, a envoyé un message de condoléances à M. Yasser Arafat. « J'apprends avec émotion l'odieux assassinat dont vient d'être victime notre ami Abou Jihad. (...) Une fois de plus, les ennemis du peuple palestinien n'ont pas hésité à utiliser les méthodes les plus monstrueuses pour frapper (...), écrit M. Marchais. - (AFP, Reuter, AP.)



### Une opération menée par une unité israélienne arrivée par la mer

L'opération qui a coûté la vie au numéro deux du Fatah a été menée par une unité israélienne d'une trentaine d'hommes, venus par la mer, a-t-on appris de sources proches des services de renseignement français. Le commando israélien est reparti également par la mer après avoir tué Abou Jihad dans la banlieue de Sidi-Bou-Said.

Il apparaît que les Israéliens ont bénéficié, sur place, de l'appui logistique d'un moins trois personnes qui pourraient être les porteurs de passeports libanais au nom desquels ont été loués les trois véhicules qui ont servi à l'opération. Les deux minibus et la voiture de tourisme ont été retrouvés plus tard sur une plage, au nord de Tunis. Toute l'action a été menée avec une extrême précision. Selon la chaîne de télévision NBC, elle a été approuvée par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ainsi que par le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres, et le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin.

La NBC croit savoir que l'opération a été organisée et menée conjointement par le Mossad (service de renseignement israélien), des commandos de marine et des éléments de l'armée qui avaient participé à la libération des otages d'Entebbe (Ouganda), en 1976. Le Mossad aurait demandé à trois reprises dans le passé l'autorisation de tuer Abou Jihad, mais, à chaque fois, le gouvernement avait refusé. La décision aurait finalement été prise d'assassiner le responsable palestinien il y a trois semaines, à la suite de la mort de trois Israéliens consécutifs en détournement, par un commando de l'OLP, d'un autobus civil dans le Neguev. Les autorités israéliennes avaient rendu Abou Jihad responsable de cette action.

Time Magazine précise quant à lui que les Israéliens ayant mené l'opération de Tunis, arrivés et repartis par la Méditerranée, étaient vêtus d'uniformes similaires à ceux des gardes nationaux tunisiens. Faisant un parallèle avec la façon dont a été mené l'assassinat de trois hauts responsables de l'OLP à Beyrouth en 1973 par un commando israélien, la NBC indique en outre qu'une femme a pris part à chacune des deux opérations mais qu'à Beyrouth cette « femme » n'était autre qu'un officier déguisé.

Dans une interview à Radio-Monte-Carlo, M. Intissar El Wazir, pour sa part, indique que son mari, Khalil El Wazir (Abou Jihad) « a tiré le premier coup de feu avant d'être abattu par quatre hommes qui ont vidé, à tour de rôle, leurs pistolets-mitrailleurs sur lui ». Selon M. El Wazir, qui se trouvait sur place, Abou Jihad « écrivait une lettre aux combattants, à son bureau, quand nous entendîmes des bruits. Il prit son revolver et se dirigea vers l'entrée. Là, et après avoir tiré la première vers les assaillants, quatre hommes virent, l'un après l'autre, leurs pistolets-mitrailleurs sur lui. Solzente-quinze balles l'ont perforé de la tête aux pieds ».

« L'un des attaquants braquait son arme sur moi. Je me suis alors tournée contre la mer, fermant les yeux et croyant qu'ils allaient me tuer aussi », a-t-elle ajouté. « Avant de partir, ils sont entrés dans la chambre où dormait l'un de mes fils et ont mitraillé murs et plafond. Puis ils sont revenus tirer sur le corps d'Abou Jihad », a affirmé M. El Wazir. Tout en indiquant ne pas avoir entendu parler les assaillants, elle a estimé qu'il s'agissait d'agents des services secrets israéliens. Elle a souligné ne pas avoir remarqué si un membre du commando filmait l'opération, comme l'a indiqué une domestique.

Selon d'autres sources, la ligne téléphonique de la résidence d'Abou Jihad ainsi que celle du commissariat le plus proche avaient été coupées moins d'une heure avant l'opération.

(Suite de la première page.)

Dans le style de cette opération menée de main de maître, tout désigne Israël et rappelle l'élimination à Beyrouth, il y a quinze ans, des dirigeants du Septembre noir : la précision des renseignements préparatoires, la rapidité d'exécution de l'attentat, la faiblesse des indices laissés sur place, la soudaineté avec laquelle les meurtriers se sont volatilisés en toute impunité sans doute par voie maritime.

Certains éditeurs de la presse israélienne, vantant dimanche l'« audace » et la « qualité technique » de l'opération de Tunis, ressemblent à de discrets hommes de professionnalisme des agents du Mossad. Qui d'autre d'ailleurs au Proche-Orient avait à la fois l'expérience et les moyens requis pour une telle opération ? Cette analyse, nombre de Palestiniens des territoires la partageant, tout en s'étonnant qu'Abou Jihad ait été si mal protégé. « Quand je pense qu'Alido Moro avait six gardes du corps armés de fusils automatiques », soupire M. Fawz Abou Rahmeh, célèbre avocat de Gaza et cousin germain d'Abou Jihad. Mais n'est-ce pas reconnaître aussi que rien n'aurait pu dissuader des attaquants aussi résolu ?

Et puis, on ne prête qu'aux riches... Or, Israël, plus que tout autre, avait mille raisons de vouloir tuer Abou Jihad. Depuis plus de vingt ans sur la liste des hommes à abattre par Israël, le chef militaire de l'OLP figurait en tête. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1965 il lançait au nom du Fatah un raid sur Israël depuis les hauteurs de Golan. Cette opération donna l'occasion à l'OLP, chaque 1<sup>er</sup> janvier, de célébrer « la guerre de la révolution ».

Depuis ce coup d'essai, Abou Jihad avait organisé de nombreux attentats terroristes à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël, notamment

contre l'ambassade israélienne à Bagdad en 1972, l'hôtel Savoy de Tel-Aviv en 1975 et surtout le « massacre de la route côtière » qui fit une quarantaine de morts en 1978. Il y a six semaines, Abou Jihad avait revendiqué la prise d'otages contre un autobus près de Dimona. Trois Israéliens furent tués au cours de cette attaque présentée par l'OLP comme un acte de représailles après le meurtre de trois de ses responsables à Chypre. La volonté des Israéliens de venger à leur tour leurs morts du Neguev serait à l'origine de la décision d'assassiner un homme qui avait déjà échappé à plusieurs attentats.

Pour Israël, Abou Jihad représentait une cible encore plus précieuse depuis le soulèvement en Cisjordanie et à Gaza. Instigateur de longue date des actions violentes commises par l'OLP dans ce que celle-ci appelle « le secteur occidental », c'est-à-dire Israël et les territoires occupés - ce secteur était devenu, au fil des ans, au sein de la centrale palestinienne, une sorte de « pédoncule des territoires », chargé à distance d'implanter les réseaux, de réveiller le moment venu les cellules de l'OLP, terroristes ou non, d'organiser la liaison politique et militaire entre les dirigeants de la diaspora et les activistes de l'intérieur.

Après le déclenchement large-ment spontané au début de décembre de la révolte des pierres, il était devenu tout naturellement le coordinateur des manifestations palestiniennes, une sorte de « provocateur à la fois proche et lointain du soulèvement. C'était un homme populaire auprès des militants des territoires. A la différence d'autres dirigeants palestiniens plus sensibles à l'argent et aux honneurs, Abou Jihad ne fréquentait guère les palaces, menait une vie simple et austère, accordait d'assez rares interviews. Il tenait son prestige à la

fois de sa légitimité historique en tant que fondateur du Fatah et de sa compétence opérationnelle. Autant de raisons pour lesquelles Israël avait juré sa perte.

### La synthèse du nationalisme et de l'islamisme

Il y en avait une autre et non des moindres. Abou Jihad se trouvait à l'exact point de rencontre entre le nationalisme palestinien et le mouvement islamiste qui n'a cessé de gagner en audience ces dernières années, en particulier à Gaza. Comme Yasser Arafat, Abou Jihad était entré dans les années 50 à l'organisation des Frères musulmans traditionnellement influents à Gaza, son nom de guerre Abou Jihad, qui veut dire « le père de la guerre sainte », veut à lui seul tout un programme.

Grâce à ce flirt de jeunesse avec l'idéologie des mosquées auquel il était resté fidèle et à force de pragmatisme et d'habileté, Abou Jihad avait non seulement réussi à éviter que la rivalité accrue entre le nationalisme et l'islam ne tourne à l'affrontement violent mais il était parvenu à convaincre les militants des deux camps qu'il leur fallait, face à l'adversaire israélien, faire cause commune.

Ainsi naquit à Gaza au début des années 80 un nouveau groupe sunnite, le Jihad islamique, allié du Fatah dans une structure clandestine. Abou Jihad incarnait mieux que quiconque cette convergence islamonationaliste qui, à Gaza puis en Cisjordanie, a donné depuis quatre mois au soulèvement palestinien une spécificité et une force inédites.

Il est peut-être tôt pour évaluer toutes les conséquences du meurtre de Tunis. Celui-ci a relancé de plus belle la dynamique d'un soulèvement dont les autorités israéliennes avaient hâtivement annoncé l'essouf-

lement. Sur le terrain, les manifestations sont d'autant plus mobilisées que la mort d'Abou Jihad leur a donné l'occasion pour la première fois depuis longtemps de se sentir en phase avec l'OLP et de lui exprimer spontanément et avec éclat leur solidarité active.

Pour sa part, l'armée, lorsqu'elle s'estime menacée, ouvre le feu de plus en plus rapidement, comme en témoigne la lourdeur du bilan de samedi. Elle recourt de nouveau aux grands moyens déployés à la fin de mars lors de la Journée de la terre. En Cisjordanie, quinze camps de réfugiés sur dix-neuf ont été placés, dimanche, sous couvre-feu. Une ville entière, Naplouse, la plus grande de Cisjordanie avec 120 000 habitants et quatre camps de réfugiés de la bande de Gaza sont soumis au même régime. Jérusalem-Est, paralysée par la grève, est une ville morte. L'accès de l'esplanade des mosquées a été interdit dimanche, premier jour de ramadan, à tous les touristes.

L'assassinat d'Abou Jihad pourrait aussi provoquer un nouvel engorgement de la violence en dehors d'Israël et des territoires occupés. Pour les Palestiniens, l'opération de Tunis équivaut en effet à une rupture de la trêve tacite instaurée entre l'OLP et l'Etat hébreu depuis que M. Arafat s'était engagé au Caire, en novembre 1985, à cesser tout acte de terrorisme contre les intérêts israéliens à l'étranger.

Les chancelleries et les diplomates d'Israël de par le monde seront de nouveau dans la ligne de mire de ceux qui, dans les rangs de l'OLP, crient vengeance. Des deux côtés, la logique de l'affrontement l'emporte aujourd'hui nettement sur les velléités de négociation.

JEAN-PIERRE LANGELLIER  
et ALAIN FRACHON.

# EMMANUEL ROBLIES

de l'Académie Goncourt

EMMANUEL ROBLIES  
de l'Académie Goncourt

## Norma ou l'exil infini

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

89 F

**Editions du Seuil**

هكذا من الراحل



صكنا من الامم

4 Le Monde • Mardi 19 avril 1988 •

## Proche-Orient

Le détournement du Boeing des Kuwait Airways

# Le Koweït a demandé à l'Algérie de ne pas laisser repartir l'avion

ALGER  
de notre correspondant

Une dizaine de policiers ont pris position, dimanche 17 avril, dans l'après-midi, sur le toit de l'aéroport Houari-Boumediène d'Alger, où le Boeing-747 des Kuwait Airways détourné le 5 avril dernier se trouve depuis plus de cinq jours. La partie du salon d'honneur transformé en centre de presse a été évacuée. Les journalistes sont installés à présent sur une petite pelouse coincée entre le bâtiment central de l'aéroport et le salon d'honneur. Pour les arbitres, de vastes tentes ont été rapidement

dressées derrière celles qui l'avaient été il y a trois jours.

A quoi peut donc bien correspondre ce remue-ménage ? Indubitablement les autorités algériennes ont eu un subit besoin de cette salle. Pourquoi ? Accueillir les otages, l'équipage et les pirates qui cohabitent depuis maintenant deux semaines dans la carlingue du jumbo ? Faire place nette pour une « importante personnalité arabe » qui pourrait arriver incessamment ? La réponse à ces questions n'avait toujours pas été donnée lundi matin 18 avril.

Les négociations algériennes sont toujours face à deux intransigeances : les pirates de l'air main-

tiennent fermement leurs revendications et les autorités koweïtiennes leur refusent de transiger. Pourtant, les dernières quarante-huit heures ont été riches en rebondissements. Samedi à la mi-journée, les pirates sont habilement saisis par les journalistes, un algérien et deux occidentaux. Reste à savoir qui fera l'affaire. D'un seul coup, deux cents journalistes sont polyglottes. Ils parlent tous couramment arabe, anglais, français et bien d'autres langues. Finalement, après quelques empressements toutes confraternelles, trois journalistes sont « démocratiquement choisis ». Ils représentent l'agence officielle algérienne Algérie

Presse Service (APS), l'Agence France-Presse (AFP) et le quotidien américain New York Times.

Cette parade de conférence de presse n'a pas eu lieu dans l'avion mais sur la passerelle, après que nos confrères eurent été fouillés par les terroristes qui — fort heureusement — ne s'aperçurent pas que l'Américain s'était fait passer un magnétophone équipé d'un micro-émetteur par son confrère britannique de la BBC. L'exclusivité est à ce prix. La BBC — service arabe bien entendu — eut une heure d'avance sur les autres médias à l'exception d'Associated Press (AP), qui réussit à grappiller quelques minutes d'un scoop qui n'en fut pas un. Les journalistes furent autorisés à poser chacun deux questions après avoir entendu une déclaration qu'ils retransmirent fidèlement à leurs confrères après que les traductions eurent été harmonisées.

« Nous sommes déterminés à obtenir la libération de nos dix-sept frères malgré l'intransigeance koweïtienne. Nous demandons à nos frères algériens d'approvisionner l'avion en vivres pour pouvoir décoller car nous n'avons pas de nourriture avec le Koweït ailleurs. Nous ne voulons pas que le massacre se passe dans l'Algérie amie, qui nous a accueillis et a tenté de régler la question de manière à satisfaire tout le monde », a principalement déclaré le porte-parole des pirates, avant de conclure : « Le Koweït doit savoir que nous ne craignons pas la mort et que la lutte n'est pas finie tant qu'il n'aura pas changé son orientation pro-américaine et libéré nos frères détenus. »

### De l'influence sur les pirates

Dans la nuit, les autorités koweïtiennes ont réitéré leur « confiance » dans la médiation engagée et demandé officiellement aux autorités algériennes de ne pas laisser repartir l'avion. Tôt dimanche matin, les préteurs d'otages récemment à nouveau du koweït, exigeant « sans conditions particulières » que le plein soit fait avant 11 heures (10 heures GMT). Les pirates ont répondu à la mi-journée l'échec de la médiation, sans préciser de nouveaux délais.

L'interlocuteur privilégié des terroristes, M. Mohamed Tahar, spécialiste des questions proches-orientales au sein des services algériens, qui avait déjà négocié en

1985 avec les auteurs du détournement du Boeing de la TWA, était monté à bord de l'appareil quelques minutes avant l'expiration du premier délai. Les négociations algériennes ont de l'influence sur les préteurs d'otages, c'est indéniable.

Mardi dernier, l'intransigeance du commando était désignée comme le principal écueil aux négociations qui débattaient vraiment. Cinq jours plus tard, il semble — sans que les Algériens acceptent d'en convenir publiquement — que l'efficacité des autorités koweïtiennes soit à leurs yeux l'obstacle majeur à la progression des négociations. Celle-ci se poursuivait cependant contre vents et marées. Fait inhabituel, elles ont continué la nuit dernière au point qu'il a fallu un moment rallier des projecteurs qui avaient été éteints. L'agitation autour de l'appareil des Kuwait Airways au cours des dernières heures donne à penser aux plus optimistes que la situation pourrait se débloquer dans la jour-

née. Mais il semble peu probable que les pirates reviennent sur leurs revendications et que les Koweïtiens assouplissent subitement leur position.

Le Ramadan, qui fait obligation à tous les musulmans d'appliquer plus que jamais les principes de générosité et de solidarité de l'Islam, a débuté lundi matin en Algérie sans qu'aucun progrès notable ait été enregistré, contrairement à ce que les autorités algériennes espèrent. Les pirates, quant à eux, n'ont pas oublié non plus ce mois sacré. Ils ont demandé dans la journée de samedi quand commencerait le jeûne en Algérie et, après dimanche des plateaux pour le *Yapp*, le dernier repas que les musulmans pratiquants prennent avant l'aube. Bien que l'Islam permette aux voyageurs de ne pas jeûner, il semble que les pirates aient décidé d'observer aux tristes de « malheureux otages » retenus depuis deux semaines sans épreuve supplémentaire à leur calvaire.

FREDERIC FRUTCHER.

## Le manque de solidarité des « amis » suscite de l'amertume dans l'émirat

KOWEÏT  
de notre envoyé spécial

L'assassinat d'Abou Jihad a ravi, pour quelques heures, la première place dans l'actualité à l'odyssée du Boeing des Kuwait Airways, qui est entré, lundi 18 avril, dans sa quatrième journée. Près d'un quart de la population de l'émirat est constitué de Palestiniens, et le commandant militaire de l'OLP était bien connu à Koweït, où il avait séjourné de 1957 à 1963 comme instructeur. C'est ici, d'ailleurs, qu'il avait fait la connaissance de son ami Yasser Arafat et participé avec lui à la création du Fatah.

Dans des télégrammes adressés à l'OLP et à la famille du disparu, les dirigeants koweïtiens ont déploré la perte d'un « combattant héroïque » et d'un « militant sincère pour la liberté » qui « s'est sacrifié pour son pays et sa nation ». L'émir du Koweït, dans un geste remarquable, a décidé d'octroyer à la famille du « martyr » une allocation mensuelle. De nombreuses personnalités politiques koweïtiennes, arabes et étrangères, se sont rendues samedi et dimanche au siège du Fatah, considéré ici presque comme une ambassade palestinienne, pour manifester leur sympathie et exprimer leurs condoléances.

Les Koweïtiens n'oublient cependant pas le drame du Boeing. Certains éditorialistes n'ont d'ailleurs pas manqué d'établir un lien entre le détournement de l'appareil et l'assassinat d'Abou Jihad, en affirmant que les deux événements fai-

saient partie d'un « même et dangereux complot dirigé contre la nation arabe ».

En signe de deuil, à la suite de la mort des deux Koweïtiens tués par les pirates de l'air, l'émir a annulé toutes les réceptions qui marquent habituellement le début du jeûne du Ramadan. Vendredi, les prédicateurs des mosquées avaient dénoncé, dans leurs sermons, les préteurs d'otages qui « ne respectent même pas la sainteté du mois du jeûne », et l'un d'eux avait même affirmé qu'ils méritaient d'avoir « les mains et les pieds coupés ». Un journaliste du *Watan* a consulté une haute autorité religieuse qui a rassuré les Koweïtiens en déclarant que, selon les prescriptions du Coran, les trente et un passagers qui se trouvent encore détenus à l'intérieur de l'appareil ne sont pas sacrifiés à l'obligation du jeûne, parce qu'ils « voyagent et subissent des sévices ». L'autorité religieuse en question a ajouté qu'ils pouvaient prior sans avoir fait leurs ablutions et sans se tourner vers La Mecque.

Sur le plan politique, rien n'indique que les dirigeants koweïtiens soient disposés à se montrer plus souples en ce qui concerne une éventuelle libération ou remise de peine des dix-sept détenus chiites, dont la mise en liberté est réclamée par les pirates de l'air. On dément d'ailleurs, de source officielle, que les Algériens aient exercé dans ce sens une quelconque pression. Pour qu'il n'y ait pas de doute, le ministre d'Etat, M. Rachid el Rachid, a répété, pour la troisième fois, que le

Koweït était déterminé à opposer une fin de non-recevoir à « toutes les manœuvres de chantage et d'intimidation ».

### Exaspération et amertume

Une certaine exaspération se manifeste devant l'impasse, ainsi qu'un début d'amertume à l'égard « des amis » qui se montrent avares de gestes de solidarité. « Le plus remarquable, écrit le *Koweït Times*, est le mutisme de Washington. On avait pu croire que les Etats-Unis s'empresseraient de courir au secours des Koweïtiens, ne serait-ce qu'en leur apportant un soutien moral solide. Il faut qu'ils comprennent qu'il n'existe pas d'alternative à la solidarité internationale pour faire face à la multiplication des opérations de détournement. Les grandes puissances en Occident doivent apprendre à résister à la tentation de conclure des marchés douteux en vue de s'assurer des gains politiques provisoires. »

Les responsables koweïtiens, pour leur part, continuent d'observer la plus grande discrétion et s'abstiennent de mettre quiconque en cause. C'est ainsi que la radio et la télévision d'Etat ont censuré l'agence de presse koweïtienne KUNA — pourtant officielle — qui, sur la foi d'une dépêche de son correspondant à Alger, avait, vendredi, pour la première fois, impliqué l'Iran dans l'opération de détournement.

JEAN GUEYRAS.

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE DÉFI DU REDRESSEMENT ET DE LA CROISSANCE : RECHERCHE DE SOLUTIONS AU PROBLÈME DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'AFRIQUE

London, 18 et 19 avril 1988.

Une conférence sur le thème : « LE DÉFI DU REDRESSEMENT ET DE LA CROISSANCE, RECHERCHE DE SOLUTIONS AU PROBLÈME DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'AFRIQUE » se tiendra les 18 et 19 avril 1988 à l'Hotel Intercontinental à Londres. Il s'agit d'une réaction de l'Afrique et de la communauté internationale à l'aggravation de la situation économique sur le continent noir, situation qui s'est aggravée de manière alarmante par la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, avec la complicité de diverses banques commerciales et d'autres institutions financières.

La conférence doit servir de cadre à un échange de vues sur les graves problèmes que connaît le continent africain, échange de vues susceptible de déboucher sur des propositions concrètes. Elle réunira les principaux décideurs africains dans les domaines économiques et financiers, ainsi que leurs homologues des grands pays industrialisés et des institutions multilatérales, pour discuter de redressement et de la croissance. Elle traitera de l'un des obstacles majeurs sur le chemin de la croissance — le problème du endettement et s'attachera à proposer des solutions viables, susceptibles d'être agréées par les créanciers et les débiteurs. Au nombre des principaux participants figurent les ministres des Finances et des Gouvernements des banques centrales d'Afrique, les ministres et autres hauts responsables des pays créanciers ainsi que les cadres supérieurs de la Banque mondiale, du FMI et de la communauté bancaire.

Lors de cette conférence, il sera procédé à l'analyse du problème de l'endettement de l'Afrique et à la définition de rôles que devraient jouer les gouvernements africains et les créanciers pour relever le défi majeur que constitue le redressement et la croissance en Afrique.

M. Babacar Niang, président de la Banque africaine de développement, proposera le discours d'ouverture. « L'endettement extérieur de l'Afrique : nature, causes, rôle des gouvernements nationaux et de la communauté internationale dans la recherche de solutions ». Il y aura également d'autres orateurs dont : M. Chris Patten, député, ministre britannique de l'Administration du développement d'outre-mer ; M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation, France ; M. Lutz J. Mwanishiku, député, ministre des Affaires étrangères, Zambie ; M. Bernard Chidzero, ministre des Finances, du Plan et du Développement économique, Zimbabwe ; M. Maurice Sini Gueloh, ministre d'Etat, Côte d'Ivoire ; M. Mouna A. Qureshi, premier vice-président, opérations, de la Banque mondiale ; et M. John A. Bole, président de la Banque des exportations-impatriations des Etats-Unis.

M. Salah Hamed, président du Conseil des gouverneurs de la BAD et gouverneur de la Banque centrale d'Egypte, et M. David Steel, député, leader du Parti libéral britannique, présideront les réunions.

**Vous parler d'argent à la carte...**

**C'est sensé.**

**Vous proposer la carte vraiment utile...**

**C'est avoir le sens du service : c'est notre 6<sup>e</sup> sens.**

### CARTES BANCAIRES

Retirer de l'argent 24 H/24, régler vos achats, en France et à l'étranger... Aujourd'hui les raisons de posséder une carte bancaire ne manquent pas. Et en plus, elle doit s'adapter parfaitement à votre mode de vie.

Pour savoir quelle carte vous est vraiment utile, faites le point avec nous sur les services que vous en attendez : retirer de l'argent ? payer vos achats ? bénéficier du débit différé sur votre compte ? Comptez-vous l'utiliser en France ? à l'étranger ? Voulez-vous disposer des privilèges d'une carte de prestige ?

Au Crédit Agricole, vous proposer la carte bancaire qui vous rend tous les services que vous souhaitez, nous le pouvons, nous les avons toutes.

Alors, pour méfiez la bonne carte à votre service, venez nous en parler. Le sens du service, c'est notre 6<sup>e</sup> sens.

**CA CRÉDIT AGRICOLE**  
Le bon sens en action

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 60572 F  
Télécopieur : (1) 42-23-96-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Robert Bour-Méry (1944-1969)

Jacques Fassin (1969-1982)

André Fontaine (1982-1985)

Dans la société :

est un à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Robert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Worms.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sals.

### ABONNEMENTS

RF 507 09

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par mandat)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

389 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : dès que possible, nous devons être informés de votre nouvelle adresse avant le départ de votre courrier. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser vos communications d'ordre

aux seuls adresses en capital d'abonnement.

**Le Monde**

**TÉLÉMATIQUE**

Composé 36-15 - Type LEMONDE

Reproduction interdite de tout article

sous réserve de l'indemnisation

Contenu payant des journaux

et publications, n° 37437

ISSN : 0395-2037

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ**

3, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 42-35-91-82 ou 42-35-91-71

Télécopieur 206 136 F

**ABONNEMENTS PAR MINITEL**

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24.



## Amériques

ÉTATS-UNIS : les élections primaires dans l'Etat de New-York

### Une bataille vitale pour les démocrates

Après les caucus démocrates du samedi 16 avril dans l'Arizona, où M. Dukakis a obtenu 54 % des voix contre 38 % à M. Jackson, les primaires de l'Etat de New-York, qui auront lieu mardi, constitueront un enjeu crucial dans la bataille qui oppose les différents candidats démocrates.

WASHINGTON  
correspondance

Les Noirs, les Juifs, les Italiens, les Grecs, les Irlandais de New-York décideront-ils, mardi, de l'issue de la lutte pour la nomination du candidat démocrate, et peut-être, ultérieurement, de l'élection présidentielle de novembre ? En tout cas, décrocher le « gros lot » de l'Etat de New-York, deuxième par le nombre de délégués (255) immédiatement après la Californie (314 délégués) est crucial pour les trois candidats survivants d'une course épuisante, ayant provoqué l'abandon de trois autres partisans (Gephardt, Hart, Biden) et une longue pause au sénateur Simon.

Au lendemain du scrutin de New-York, il est probable que la lutte prendra la forme d'un *mano a mano* entre le gagnant et celui arrivé immédiatement derrière lui. Aussi, pour le sénateur Gore du Tennessee, nettement distancé de ses rivaux, MM. Dukakis et Jackson, la bataille de New-York est-elle absolument vitale. Pour se maintenir dans la course, il lui faut à tout prix sortir de la troisième place (environ 10 % des suffrages d'après les sondages, contre 49 % à Dukakis et 33 % à Jackson). A cette fin, il a déclenché un « blitz » publicitaire à la télévision, dont le coût est évalué à 1 million de dollars. Cette force financière est jugée encore insuffisante par les observateurs pour lui garantir le succès, mais suffisante pour le « couler » financièrement.

Le sénateur s'est engagé en effet pour cette ultime bataille dans laquelle il a concentré ses efforts sur les électeurs juifs (25 % de l'électorat), en se posant comme champion de l'Etat d'Israël, et d'une politique étrangère « musclée », dénonçant l'inconscience de ses concurrents et leur sol-disant « mollesse » à l'égard de l'Union soviétique.

Dans le creuset ethnique de New-York, le sénateur Gore authentique « wasp » (anglo-saxon protestant blanc) est insolite. Mais paradoxalement, il est en mesure de décider de l'issue de la lutte en favorisant indirectement l'ascension d'un Noir ou d'un émigrant grec.

Il ne peut en effet rallier qu'une partie de l'électorat juif divisé. D'après les experts, les défenseurs inconditionnels d'Israël et les orthodoxes se représentent passionnément que 15 % de l'électorat démocrate juif, les autres favorisant le gouverneur Dukakis. Mais en augmentant son pourcentage de suffrages, c'est-à-dire en grignotant l'avance de M. Dukakis, le sénateur Gore ferait le jeu sinon même assurément le succès à Jesse Jackson qui reste la « bête noire » pour la majorité de l'électorat juif.

Ainsi, malgré l'appui qu'a donné au sénateur Gore le maire de New-

York, M. Koch, invitant les électeurs à ne pas émettre un vote négatif, les électeurs juifs voteront utile c'est-à-dire pour M. Dukakis, afin de barrer la route au républicain noir. M. Jackson n'en est pas moins dans une position très forte. Il avait rallié 26 % des suffrages en 1984 et peut espérer maintenant en obtenir au moins 35 %, en réunissant 90 % des voix noires, 50 % des électeurs hispaniques et plus de 20 % des électeurs blancs.

Le gouverneur Dukakis n'en reste pas moins favori et espère consolider sa position avec une marge d'avance assez large pour déclencher un mouvement de ralliement parmi les électeurs d'autres Etats pressés de « voter au secours de la victoire ». Mais son sérieux, sa sobriété de parole ne provoquent pas l'enthousiasme populaire. M. Nixon l'a méchamment qualifié de « words processor » (machine de traitement de mots), par opposition à M. Jackson « poète de la politique ».

Les six cent quarante-cinq « superdélégués » parlementaires et personnalités démocrates choisies par l'appareil du parti n'en penchent pas moins très nettement en sa faveur.

Le gouverneur Dukakis espère aussi rallier les électeurs d'origine italienne, irlandaise, grecque, polonaise et une large fraction hispanique. Bref, ce qu'on appelle communément l'électorat catholique qui, en 1984, représentait 31 % du total des suffrages. A ceux-là bien entendu, le gouverneur ne fait pas de rappels qu'il est un fils d'immigrants. Mais le vote catholique n'est pas monolithique, contrastant avec le vote noir concentré sur un seul candidat.

L'équivoque  
Caso

En outre, l'électorat catholique ne se sent pas très concerné par un affrontement abstrusément présenté par les médias comme une bataille entre Noirs et Juifs (les deux groupes représentant chacun 25 %

de l'électorat) et n'ayant pas, à l'égard de MM. Dukakis et Gore, le même emballement éprouvé pour Mario Cuomo, élu gouverneur en 1982. Entre les deux fils d'immigrants, il préfère Mario l'Italien, d'origine plus modeste, sortant d'un collège moyen, plus rude que le distingué grec issu d'une famille aisée et sorti de Harvard. Mais le gouverneur Cuomo persiste dans son attitude équivoque. Il réaffirme son refus d'être éventuellement mobilisé par la convention d'Atlanta. Reste que, en ne soutenant publiquement aucun des candidats, il favorise l'impasse, créant ainsi les conditions propres à son éventuelle « mobilisation ».

L'issue de la bataille de New-York est incertaine et dépendra essentiellement de l'ampleur de la participation électorale. Sur la base des précédents, entre un quart et un tiers des 3 500 000 électeurs démocrates enregistrés devraient voter. Aussi les candidats concentrent-ils leurs derniers efforts afin d'obtenir que leurs électeurs se rendent aux urnes. Une tâche d'autant plus aisée pour Jackson qui peut compter sur la quasi-totalité du vote noir. Plus difficile pour le gouverneur Dukakis et le sénateur Gore, moins sûrs de faire le plein des électeurs catholiques et des hispaniques. Les experts estiment que ces derniers ont en mesure de faire pencher la balance.

Après tout, dans cette terre d'immigration, il est normal que les derniers arrivés risquent de trancher cette lutte décisive, ouvrant la voie vers la nomination ou peut-être la Maison Blanche.

Du côté républicain, les jeux sont faits. Le vice-président Bush fait cavalier seul et se préoccupe maintenant de trouver son coéquipier pour l'élection de novembre, probablement le sénateur Dole, son principal rival. Bien entendu, les médias se sont fait un malin plaisir de citer toutes les méchancetés échangées entre les deux hommes, il y a à peine quelques semaines.

HENRI PIERRE.

NICARAGUA : le dialogue entre la Contra et le gouvernement

### Laborieuses négociations à Managua

Managua. — Les discussions entre les représentants de la Contra et le gouvernement sandiniste, entamées vendredi 15 avril à Managua, commencent de nouvelles difficultés. Les rebelles antisandinistes ont refusé dimanche soir la proposition de cessez-le-feu présentée par les autorités nicaraguayennes. Le chef de la délégation de la Contra, M. Adolfo Calero estimait qu'il s'agissait d'une « proposition unilatérale qui fait l'impasse sur des aspects incontournables de la démocratisation » dans le pays. Le ministre de la défense, M. Humberto Ortega, avait affirmé peu avant que la proposition gouvernementale avait été élaborée « sur une base rationnelle et réaliste qui donne satisfaction aux deux parties ».

Dans la capitale, le ministre de la défense, d'autre part, a annoncé la signature dimanche, dans la ville de Quilich, à 200 kilomètres au nord de Managua, d'une cessez-le-feu de durée indéterminée entre les chefs rebelles et les autorités militaires, alors qu'à quelques dizaines de kilomètres de là la trêve était rompue par un petit groupe de « contras » qui a attaqué un rassemblement de paysans dans la région de Cerro Colorado. Malgré ces progrès en dents de scie, la poursuite des pourparlers, qui se déroulent à huis clos, semble pourtant acquiescé et il n'est pas exclu que la rémission, qui devait s'achever lundi, soit prolongée. Les délégués de la Contra devaient effectuer ce jour deux visites, l'une au journal d'opposition *la Prensa* et l'autre à la Conférence épiscopale. — (AFP, Reuters.)

## Asie

AFGHANISTAN : réunis à Peshawar

### Les chefs de la résistance demandent aux réfugiés de ne pas rentrer chez eux

PESHAWAR  
de notre envoyé spécial

Ils sont tous là moins un, Pir Sayyid Ahmad Geylani, chef du Mahaz, l'un des partis « traditionnalistes » et royalistes, qui est à Londres et qui s'est fait représenter. Ils sont là, sur une tribune qui domine la foule, protégés des manifestations d'enthousiasme et des velléités de mesure par un cortège lénitiste de moudjahidins armés de l'indivisible kalachnikov. Le « peuple-afghan », ou du moins un échantillon plus ou moins représentatif, est venu principalement des camps de réfugiés qui bourgeonnent dans la province pakistanaise du nord-ouest de Peshawar.

En débarquant, les réfugiés ont été fouillés au moins trois fois : l'occasion aurait été trop belle pour les agents du KHAD (les services secrets du régime de Kaboul) d'éliminer les chefs de la résistance. A l'entrée du terrain, où s'expriment un peu plus tard, avec une éloquence fleurie, les leaders, ils ont été vidés sur un grand tapis toutes leurs richesses : des centaines de paquets de cigarettes, des montres, des bijoux, des petits riens, qui pourraient être sans doute des bombes en miniature. Puis ils ont pris place et, pendant des heures, ils ont fait semblant de croire qu'ils assistaient à la démonstration de l'unité de la résistance afghane.

Les chefs sont sur le podium, chacun avec sa « gueule » formidable, son aura, ses convictions et beaucoup d'arrière-pensées. Il y a Rabbani, chef du Jamiat, barbe, turban et tenue blanche, personnalité presque diaphane à force de sérénité. Khalis, le chef du Hezb, barbe rousse sortie tout droit d'une image médiévale, d'un come à faire peur aux soldats-enfous de l'armée soviétique, la poitrine bardée de son étincelant carquois, le regard pétillant de ruse.

Une grand-messe

Il y a Modjaddedi, l'aristocrate pachton, un homme tolérant qui ressemble, à s'y méprendre, à un mollah iranien, et qui, la veille, expliquait dans un communiqué qu'il ne se rendrait pas à cette grand-messe de la résistance de crainte d'y entendre des « opinions extrémistes ». Il y a Sayyas, énorme, avec son turban doré qui couvre son crâne chauve, et ses yeux qui lancent des éclairs ; Mohammad, et les autres, Ahmed Shah notamment, le « président » Ahmed Shah d'un ne sait trop quelle république afghane en gestation.

Enfin, il y a surtout Gulbuddin Hekmatyar, président intérimaire de l'Alliance des sept partis politiques de Peshawar, au charisme dévastateur et si trouble, chef de l'autre fraction du Hezb, moine-soldat d'un islam impitoyable, celui qui, ce samedi 16 avril, est le plus haï et le plus craint par ses voisins. Il sera pourtant le seul à savoir chauffer une foule d'environ vingt-cinq mille hommes qui, tous levés et mains tendues, promettent — à sa demande — de poursuivre la lutte jusqu'à la fin, jusqu'à la mort.

La veille, au cours d'une réunion avec les autres chefs de partis, Gulbuddin Hekmatyar a réussi à convaincre Modjaddedi et sans doute aussi les deux autres représentants des partis traditionnalistes, de ne pas boycotter cette manifestation unitaire de la résistance, la première depuis la signature de l'accord de Genève. Il a été, comme d'habitude, convaincant, usant cette fois-ci d'arguments uniquement oratoires : il y a peu de temps, au cours d'une réunion de chefs de la résistance postérieure à l'assassinat du professeur Majrouh, Gulbuddin et Modjaddedi, raconte la rumeur de Peshawar, confirmée par plusieurs chefs des moudjahidins, s'étaient mis mutuellement en joue avec leurs revolvers. La poudre heureusement, n'avait pas parlé.

L'événement, ce samedi matin c'est donc d'abord une sorte de consensus minimal sur l'unité affichée qui va gommer toutes les aspérités des discours politiques. « Nous venons mais n'attaquons pas Zahir Chah (l'ex-roi afghan, exilé à Rome), tu ne traites pas de tous les noms les Américains, tu ne dis pas que l'accord de Genève est un torchon », ont dû dire en substance les « royalistes » à Gulbuddin. Le résultat sera une longue litanie de satisfaction sur le thème « une poignée de moudjahidins a mis en déroute la plus grande armée du monde », ce qui n'est pas faux, mais répétitif trois heures durant.

Quatre conditions

L'accord de Genève, qui ne lie pas les représentants de la résistance afghane, sera dénoncé et rejeté, mais avec une certaine retenue. Les réfugiés seront invités à « ne pas faire de projets immédiats de retour », à « ne pas acheter d'afghani », par M. Rabbani. Le retour ? Ils sont quelques millions à y penser plus fort depuis l'accord de Genève. L'afghani, monnaie nationale afghane, a augmenté de 20 % sur le marché noir de Peshawar depuis le 14 avril, et la presse pakistanaise « gonfle » à plaisir les rumeurs de départ de groupes de réfugiés. « Ne bougez pas », disent, pour une fois d'une seule voix, les chefs de la résistance.

Gulbuddin rappellera qu'il faut, avant que commence l'exode à rebours, que quatre conditions soient réunies : 1) le départ des forces soviétiques d'Afghanistan ; 2) le remplacement du régime du président Najibullah par un gouvernement islamique ; 3) des garanties concernant la fin de toute la guerre à l'intérieur ; 4) la mise hors d'état de nuire de toutes les mines antipersonnelles (c'est-à-dire des centaines de milliers), qui ont été disséminées par l'armée rouge « dans les villages, les forêts, les vergers, les montagnes et autour des villes ».

Bref, l'heure n'est pas au retour mais à la poursuite de la lutte pour « finir le travail ». Les flux d'armes et de munitions vont-ils tarir à partir du 15 mai, début des opérations de retrait soviétiques ? Les Pakistanais obligeront-ils l'Alliance à fermer ses bureaux à Peshawar ? Le régime de

Kaboul va-t-il s'effondrer après le départ des « Rouges » ? Combien de centaines de cadres du Khâliq et du Parcham (les deux fractions du Parti communiste afghan, le PDPA) vont-ils embarquer dans les fourgons de l'armée soviétique ? Par où les opérations de retrait vont-elles s'effectuer ? Enfin, quelle sera l'ampleur de la débâcle au sein de l'armée et des milices de Kaboul si les Soviétiques partent ? Autant de questions auxquelles Gulbuddin, lui-même, ne peut pas répondre.

LAURENT ZECCHINI.

Des zones neutres ? — Le chef du régime de Kaboul a déclaré, samedi 16 avril, que son armée était prête à se retirer de certaines zones pour faciliter le retour de réfugiés, à condition que « les groupes armés d'opposition n'utilisent pas » ces zones « pour mener des actions militaires ». Entre-temps, le ministre des affaires étrangères de Kaboul a eu un entretien, à Moscou, avec son homologue soviétique. Enfin, le président du Pakistan a adressé un message, dont on ignore la teneur, à M. Gorbatchev. — (AFP.)

CAMBODGE : manifestation à Paris. — Cent cinquante personnes ont manifesté en tenue de deuil, dans la soirée du dimanche 17 avril à Paris, pour protester contre la poursuite du « génocide » cambodgien treize ans, jour pour jour, après la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges. A l'appel du Conseil des Cambodgiens en exil (qui regroupe cinq associations cambodgiennes en France) et de la Société internationale des droits de l'homme (SIDH), les manifestants, avec des bougies et des brassards noirs, ont fait cinq fois le tour de l'esplanade du Trocadéro.

Puis, le cortège, avec en tête un drapeau cambodgien en berne, s'est rendu au pied de la tour Eiffel, où une brève cérémonie religieuse a eu lieu autour de deux cercueils dédiés aux victimes des Khmers rouges et de Hanou.

VIETNAM : visite de M. Cseuaseu. — Le président roumain est arrivé, dimanche 17 avril, à Hanoi pour une visite officielle de quarante-huit heures, la première au Vietnam du chef de l'Etat et du Parti communiste roumain depuis dix ans. M. Cseuaseu, qui est déjà venu au Vietnam en 1971 et 1978, s'était auparavant rendu en Australie et en Indonésie. — (AFP.)

TAIWAN : échanges de courrier avec le continent. — Les échanges de correspondance entre Taiwan et le continent chinois, interdits depuis la victoire des communistes en 1949, sont à nouveau autorisés, a annoncé, samedi 16 avril, le secrétaire général de la Croix-Rouge taïwanaise. Le courrier sera acheminé via Hongkong par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale. D'autre part, dix-neuf mille prisonniers — dont trente et un accusés de sédition — vont bénéficier de mesures de grâce présidentielle. — (AP, AFP.)



(1450 F/mois)

## Nous avons si peu l'habitude de parler d'argent.

Nous ne parlons pas souvent de nos financements. Normal. Ils parlent d'eux-mêmes.  
\* Pour une location avec option d'achat sur 60 mois d'une 190\*\*\*. Un premier versement de 49 471,15 F (comportant 19 275 F de dépôt de garantie, égal à

l'option d'achat final). Le premier versement pouvant être couvert par la reprise de votre ancien véhicule. Puis 11 versements de 1450 F suivis de 48 versements de 1850 F.  
Des chiffres qui se passent de commentaire.

Offre valable du 14 mars au 6 juin 88 sous réserve d'acceptation de votre dossier par Mercedes-Benz Financement (Département Solovam - 50, bd Haussmann - 75009 Paris).

\*\*\* Mercedes 190 BVA, coût réel du financement incluant l'acquisition fiscale 154 221,15 F



MERCEDES-BENZ

سكنا من الاجل



سكنا من الاجل

6 Le Monde • Mardi 19 avril 1988 •

## A travers le monde

### Nigéria

Six morts lors d'émeutes contre la hausse des prix

Les émeutes sanglantes de Jos, dans le centre du Nigéria, qui font suite à l'augmentation gouvernementale du prix des carburants, ont fait six morts, tués par balles, et de nombreux blessés. Le couvre-feu a été décrété de 19 heures à 7 heures du matin, à Jos, capitale de l'Etat du Plateau, et l'université locale a été fermée, tout comme plusieurs autres établissements d'enseignement supérieur dans d'autres villes du pays.

C'est par des mouvements d'étudiants contre les nouveaux tarifs affichés dimanche 10 avril dans les stations-service que les incidents ont commencé à Jos. Ils se sont transformés en émeute mercredi dernier quand la police a voulu disperser les manifestations, où vendeurs du marché et chauffeurs de poids lourds avaient rejoint les étudiants. Outre le couvre-feu décrété « jusqu'au rétablissement de la paix » par le gouverneur de l'Etat du Plateau, une douzaine d'universités ont été fermées à travers le pays, dont celle de la capitale Lagos. — (AFP.)

### Pologne

L'opposition célèbre le 45<sup>e</sup> anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie

Près de sept mille personnes, selon l'AFP, ont manifesté en silence, dimanche 17 avril, dans les rues de Varsovie, à l'appel de l'opposition polonaise pour célébrer le quarante-cinquième anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie.

A aucun moment les forces de l'ordre, pratiquement invisibles, ne se sont opposées au déroulement de cette manifestation que les autorités avaient déclarée « illégale ». Aux côtés de M. Marek Edelman, commandant en second des combattants juifs insurgés — et seul survivant de

l'insurrection — tout l'état-major de Solidarité a défilé en tête du cortège. Une lettre de M. Lech Wałęsa, président du syndicat diaspora, a été lue, mais aucun slogan politique n'a été entendu.

M. Edelman, qui a été écarté par les autorités des cérémonies officielles de commémoration, a également participé, dimanche matin, à un rassemblement d'environ trois mille personnes au cimetière juif de Varsovie, toujours à l'appel de l'opposition, pour rendre hommage à deux dirigeants polonais, juifs et socialistes, Wiktor Alter et Henryk Erlich, déportés en URSS en 1941. — (AFP.)

### RFA

Attentat contre un centre culturel juif à Francfort

Deux bombes ont explosé dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 avril à Francfort près du centre communautaire juif et d'une agence de la compagnie aérienne saoudienne Saudia. Elles n'ont causé que des dégâts matériels.

Les deux explosions se sont produites à quelques minutes d'intervalle et ont détruit une camionnette garée en face du centre juif. Dans un premier temps, la police a cru à un attentat à la voiture piégée, mais elle a ensuite indiqué que les déflagrations avaient été provoquées par des engins de fabrication artisanale. La façade de verre des locaux de la Saudia a volé en éclats.

Lundi, ce double attentat n'avait toujours pas été revendiqué. Les enquêteurs estiment cependant qu'il s'agit d'un acte politique à mettre en relation notamment avec la célébration par la communauté juive du quarante-cinquième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie. — (Reuters, AFP.)

### Soudan

Démission du cabinet

Khartoum. — Le premier ministre soudanais, M. Sadek Al Mahdi, a annoncé, le samedi 16 avril, qu'il avait remis la démission de son cabi-

net au Conseil suprême, la présidence collective soudanaise. Il a indiqué au Parlement qu'il espérait pouvoir former un nouveau « gouvernement national de conciliation ».

S'adressant à la presse, M. Al Mahdi a déclaré que le nouveau cabinet devra rassembler des représentants de tous les partis représentés au Parlement, sauf le Parti communiste soudanais. A l'exception des trois députés de ce parti, l'Assemblée constituante avait donné son aval, le 12 avril, à la formation d'un gouvernement « national de conciliation ». Selon M. Al Mahdi, des discussions ont lieu actuellement concernant un nouveau projet gouvernemental de réformes politiques et économiques.

M. Sadek Al Mahdi est arrivé au pouvoir en mai 1986, après les premières élections démocratiques organisées au Soudan en vingt ans. — (Reuters, AFP.)

• 300 cas de méningite mortels. — Une épidémie de méningite au Soudan a déjà tué près de 300 personnes et des milliers de personnes sont malades, selon la presse locale. Al Ayari, journaliste indépendant de Khartoum, a affirmé, le mercredi 13 avril, que 176 personnes étaient mortes dans le centre du Soudan et que 815 cas avaient été enregistrés. Le 15 mars dernier, le gouvernement avait déjà fait état de 5 000 cas, dont 4 000 à Khartoum, et de 82 morts, mais la presse a dit depuis que de nombreuses autres personnes sont mortes. — (Reuters.)

• SÉNÉGAL : levée du couvre-feu. — Le gouvernement a levé samedi 16 avril le couvre-feu en vigueur dans la capitale depuis le 28 février à la suite de violentes émeutes postélectorales. En revanche, l'état d'urgence, qui donne aux forces de l'ordre des pouvoirs étendus, est maintenu. D'autre part, l'ouverture du procès de M. Abdoulaye Wade, principal leader de l'opposition, a été fixé à jeudi 21 avril, a annoncé son secrétaire. L'adversaire malheureux du président Abdou Diouf à l'élection présidentielle du 28 février est accusé d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat pour son rôle d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat pour son rôle dans les émeutes. Il risque de un à cinq ans de prison. — (Reuters.)

## Afrique

### KENYA

Près de deux cents villageois massacrés par des voleurs de bétail

Près de 200 villageois kenyans ont été massacrés mercredi 13 avril par environ 400 voleurs de bétail dans la région de Turkana, dans le nord-ouest du Kenya. Les bandes, qui tentaient de voler des milliers de têtes de bétail dans cette zone reculée du pays, proche de la frontière soudanaise, ont été interceptées par les forces de sécurité avant qu'elles ne réussissent à fuir avec leur butin au Soudan.

Les voleurs, dont certains groupes étaient armés de fusils automatiques, ont mené une série d'attaques dans une zone d'environ 40 kilomètres à l'ouest de Lokichoggio, dans l'extrême nord-ouest du pays, faisant 191 morts et près de 50 blessés, dont un devait succomber à ses blessures. Selon des témoignages, le ciel au-dessus de la scène du massacre était noir de vautours se disputant les cadavres déjà en partie dévorés par des hyènes et autres animaux sauvages. Un chirurgien du CICR (Comité international de la Croix Rouge de Genève) a été envoyé en renfort à l'hôpital de Lokichoggio, où plus d'une

trouée de blessés par balle ont été admis.

Pour sa part, un responsable régional, M. Mohamed Yusuf Haji, a indiqué que la police a dû mobiliser des avions pour poursuivre les assaillants. Les forces de l'ordre kenyans ont attaqué les voleurs pour les empêcher de s'enfuir au Soudan voisin avec le bétail, comprenant des moutons et des chèvres. Lors de la bataille, une vingtaine de bandes ont péri et deux autres ont été arrêtées alors que de son côté la milice locale en tuait vingt autres, a ajouté M. Haji. Les forces de police ne comptent aucune perte dans leurs rangs. Selon ce responsable, la police avait réoccupé l'ensemble du bétail volé.

Les assaillants, qui seraient venus du sud du Soudan, ont massacrés sans distinction des hommes, des femmes et des enfants, écrit dimanche le Sunday Nation de Nairobi, qui a envoyé par avion spécial une équipe de journalistes sur les lieux de la tuerie, très difficiles d'accès. Citant le responsable régional,

le journal précise que ces voleurs appartenaient aux tribus Toposa et Mursi.

Les attaques de voleurs de bétail sont fréquentes dans ces régions reculées et semi-désertiques du nord du Kenya ainsi qu'aux frontières voisines du Soudan, de l'Ouganda et de l'Éthiopie. Toutefois, cette dernière attaque est sans doute la plus meurtrière depuis de nombreuses années. Fin mars, 15 personnes avaient été tuées à coup de hache dans le district d'Isiolo d'autres voleurs de bétail. — (AFP.)

• AFRIQUE DU SUD : trêve pour les obéiques d'Alan Paton. — Les hommes politiques sud-africains ont fait une trêve samedi 16 avril pour assister aux obéiques religieuses d'Alan Paton, décédé lundi 17 avril (le Monde du 13 avril). Près de mille personnes, toutes races et opinions politiques confondues, ont assisté au service dans l'église anglicane de la capitale de la province du Natal. Au cours du service, les membres du mouvement conservateur zoulou Inkatha célébraient pacifiquement leurs frères tués, les militants de l'UDF (Front démocratique uni, alliance d'organisations opposées à l'apartheid). Le coprésident de l'UDF, M. Archie Gumede, partageait notamment un banc commun avec le chef Mangosuthu Buthe, chef de l'Inkatha et du bantoustan de KwaZulu. — (AFP.)

• ZIMBABWE : la réconciliation. — Le président zimbabwéen, M. Robert Mugabe, a nommé, dimanche 17 avril, le dirigeant de l'opposition, M. Joshua Nkomo, deuxième vice-président par intérim du ZANU-PF, parti au pouvoir, dans le cadre d'un accord signé avec le PF-ZAPU.

La nomination de M. Nkomo intervient à la suite de la signature, en décembre, par M. Mugabe et le chef de l'opposition, d'un accord prévoyant la fusion du ZANU-PF et du PF-ZAPU, qui s'étaient violemment opposés depuis l'indépendance en 1980. — (Reuters.)

### Deux annuaires sur l'Afrique

Deux précieux instruments de travail sur l'Afrique francophone offrent, sous une forme concise et claire, la plupart des renseignements sur la trentaine de pays où notre langue en parle.

Sous le titre « L'Afrique d'expression française et Madagascar », la revue Europe Outremer, connue pour sa couverture économique du continent noir, publie, pays par pays, une masse d'informations mises à jour en novembre 1987 : composition du gouvernement, bibliographie du chef de l'Etat, grandes données économiques et administratives, chronologie récente. Des cartes et une multitude d'informations pratiques et d'adresses utiles complètent les articles. Le voyageur, l'homme d'affaires, le journaliste, trouveront là de quoi combler rapidement tout trou de mémoire.

L'ambition de l'édition 1988 d'Africascope est un peu différente puisque'il s'agit, malgré ce titre limitatif, de présenter l'ensemble des pays et territoires francophones de l'Afrique au Maroc, en passant par la Martinique et le Nouveau-Brunswick. L'Afrique tient évidemment une grande place dans ce panorama, où l'accent est mis sur l'économie. Une banque de données assure la mise à jour permanente de cette petite somme sur la francophonie grâce au minitel.

J. G.

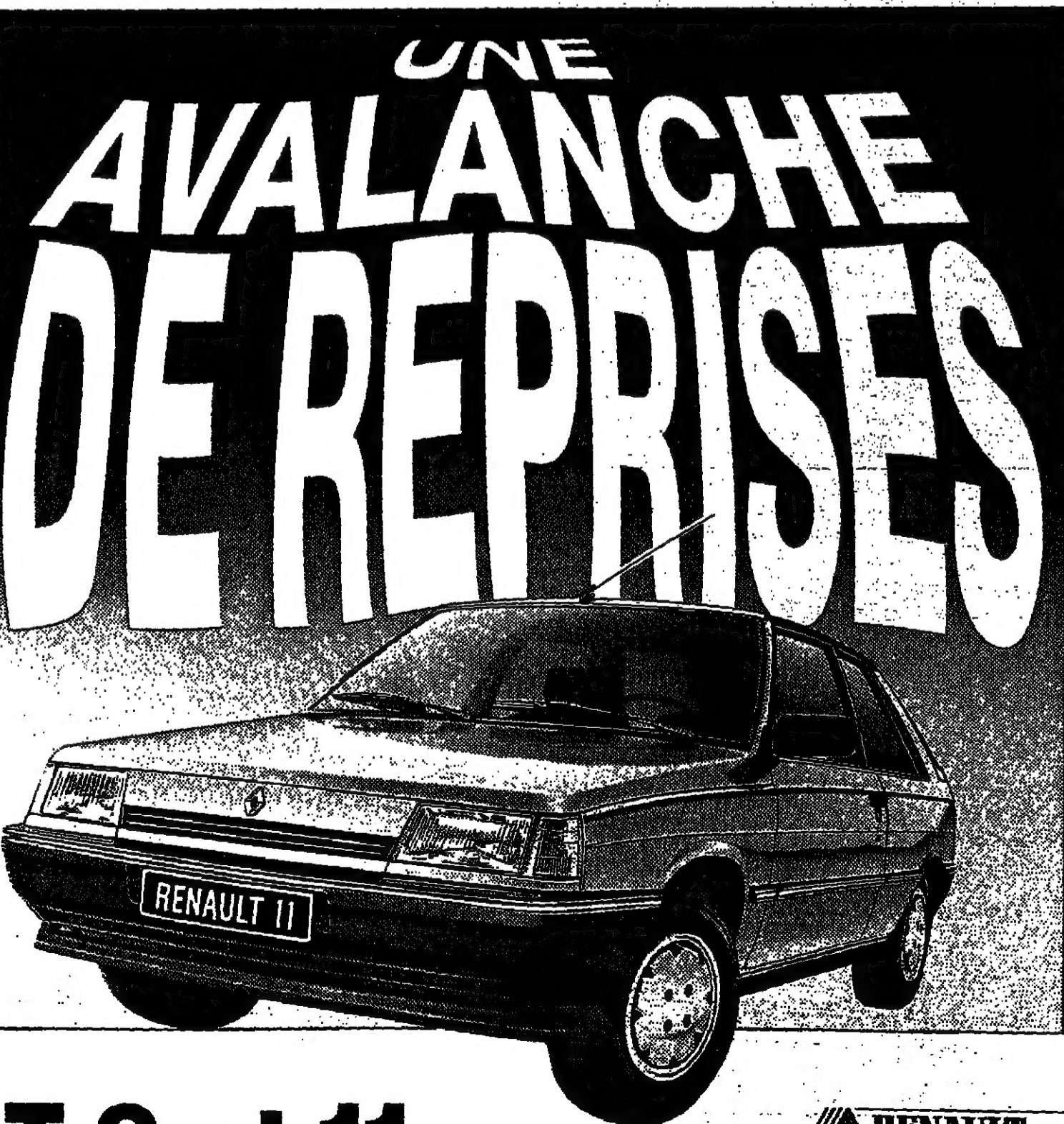
• « L'Afrique d'expression française et Madagascar », revue Europe Outremer, éditions France Outremer, 178, quai Louis-Bled, 75016 Paris, 214 pages, 340 francs.

• Africascope, éditions Mémor, 199, boulevard Malesherbes, 75017 Paris, 368 pages, 90 francs.

ARGUS\*  
+  
5000 F

Vous possédez votre véhicule depuis plus de 6 mois, Renault vous offre en ce moment une avalanche de reprises. Pour tout achat d'une Renault 9 ou 11 neuve (V.P.) Renault reprend votre ancien véhicule 5000 F au dessus de l'Argus\*. Du 1<sup>er</sup> au 30 avril, chez Renault c'est une avalanche de reprises. \*Valeur aux conditions générales Argus.

Modèle présenté Renault 11 Spring 1.2 (3 portes). Millésime 88. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. Diac votre financement. RENAULT présente elf



RENAULT 9 et 11

RENAULT  
DES VOITURES  
A VIVRE



## Europe

ITALIE : nouvel attentat près de Bologne

### Un des principaux conseillers du premier ministre a été assassiné par un commando du Parti communiste combattant

ROME de notre correspondant

nombre d'observateurs ont ici acquis une certitude avec l'enlèvement, il a dix années, du leader démocrate-chrétien Aldo Moro, rélé également dans une période de rapprochement entre la DC et le PC.

Roberto Ruffilli ne bénéficiait d'aucune protection particulière. Ses habitudes ont, selon toutes probabilités, été observées durant un certain temps. Les tueurs ont choisi de frapper à son domicile — où il vivait seul et passait presque chaque fin de semaine — un homme dépourvu de toute méfiance et qui leur a peut-être ouvert lui-même sa porte. La seule certitude est que les assassins l'ont poussé dans son salon où ils l'ont vraisemblablement fait s'agenouiller, la tête contre son canapé, avant de lui tirer dans la nuque trois balles d'un 7,65, sans doute équipé d'un silencieux.

#### Les Nouvelles Brigades rouges

L'attentat du 16 avril ne témoigne pas nécessairement d'une remontée en puissance des Nouvelles Brigades rouges. Selon le juge Rosario Priore, l'un des meilleurs connaisseurs italiens du terrorisme, celles-ci comptent « quelques dizaines de personnes en tout, mais certainement plus de cinquante ». Deux groupes, en principe séparés par des conceptions « stratégiques » diverses, auraient recueilli l'héritage des BR : le PCC, considéré comme l'« aile militante », responsable du meurtre de Forlì, et l'Union communiste combattante (UCC), qui avait notamment assassiné le 20 mars 1987, le général Licio Giorgieri, directeur général des armements aéronautiques et spatiaux italiens. La distinction entre les deux groupes peut cependant apparaître fragile : ainsi, le nom de Roberto Ruffilli figurait-il, par exemple, parmi de nombreux autres, sur une liste d'« objectifs » de l'UCC.

Le PCC avait précédemment signé l'attentat du 10 février 1986 contre Lando Conti, maire républicain de Florence, lui reprochant d'avoir des intérêts dans le secteur de l'armement. Le même groupe s'était emparé, le 14 février 1987, de l'équivalent de 5 millions de francs lors de l'attaque d'un fourgon postal à Rome, au cours de laquelle deux agents avaient été tués.

La victime est un sénateur démocrate-chrétien âgé de cinquante et un ans, originaire de Forlì (près de Bologne) où a eu lieu l'attentat, le samedi 16 avril en milieu d'après-midi. Roberto Ruffilli, professeur à l'université de Bologne jusqu'en 1983, était le principal spécialiste de la Démocratie chrétienne pour les « problèmes de l'Etat ». A ce titre, il était l'homme qui conseillait M. De Mita en matière de réforme des institutions, l'un des problèmes-clés à résoudre, par la coalition à cinq reconstruite la semaine dernière et qui doit affronter le débat de confiance devant le Parlement à partir du mardi 19 avril.

La dernière en date des actions terroristes en Italie a donc frappé un homme peu connu du grand public mais considéré comme capital dans la phase politique qui s'ouvre.

Cette nouvelle étape devant, d'une façon ou d'une autre, remettre dans le jeu le Parti communiste,

Une Japonaise recherchée pour l'attentat de Naples. — Fusako Shigenobu, ancienne dirigeante de l'Armée rouge japonaise, serait le deuxième membre du commando auteur de l'attentat à la voiture piégée contre un cercle de militaires américains, le 14 avril, à Naples. Un témoin considéré comme crédible par les services antiterroristes italiens affirme avoir vu ces derniers jours sur une place de Naples, cette Japonaise âgée de quarante-trois ans en compagnie de Junzo Okudaira, autre militant de l'Armée rouge, contre qui un mandat d'arrêt international a été lancé le 15 avril. Un troisième membre du commando est toujours recherché. Selon un porte-parole qui a été cité par les enquêteurs et divers témoignages, l'homme pourrait être originaire d'Afrique du Nord ou du Proche-Orient. — (AFP.)

Cinquante-trois mafiosi condamnés. — Le deuxième grand procès contre les « clans de province » de la Cosa Nostra s'est terminé, le samedi 16 avril à Palermo, par cinquante-trois condamnations allant de deux ans d'emprisonnement à la détention à perpétuité. Les accusés ont été reconnus coupables d'appartenance à la Mafia et de complicité avec les clans de Palermo dans l'organisation du trafic de drogue. Francesco Imbri, trente ans, a été condamné à la détention à perpétuité ; Salvatore Umana, contre qui le procureur avait requis la perpétuité, s'est vu infliger trente ans d'emprisonnement ; enfin, le prince Alessandro Vanni Calvello di San Vincenzo, dont le châtiment avait été décalé à des années du film de Luciano Vinciguerra, le Guépard, a été condamné à huit ans et six mois de réclusion. Le procès reposait sur les révélations d'un « repenti », Vincenzo Marsala, et de deux trafiquants de drogue, un Libanais, Bou Chabul Ghannem, et un Egyptien, Abdel Aziz Atti. — (AFP.)

#### URSS

### M. Boris Eltsine s'explique dans l'édition allemande des « Nouvelles de Moscou »

MOSCOU de notre correspondant

Écarté de ses fonctions de membre suppléant du bureau politique et de premier secrétaire de Moscou pour avoir, à l'automne dernier, réclamé devant le comité central une accélération des réformes, M. Boris Eltsine ne reste rien de la dissonance qui lui a valu sa disgrâce.

« Peut-être me suis-je trompé sur certains points, mais je me suis exprimé avec sincérité et j'ai dit ce que je ressentais et pensais être juste », vient-il, en effet, de déclarer dans une interview aux *Nouvelles de Moscou*, l'un des journaux les plus nettement engagés en faveur de la « perestroïka ». Soulignant que la politique de « démocratisation » se heurte à des oppositions et que « chacun devait penser par lui-même », M. Eltsine a ajouté qu'il était « un de ceux qui sont prêts à suivre un chemin difficile » et qu'il « n'avait peur des risques ».

M. Eltsine s'est toutefois refusé à révéler le contenu exact de son discours d'octobre en expliquant qu'il était toujours membre du comité central et tenu donc de respecter la décision qui y avait été prise de ne pas publier les débats de ce plénum. Interrogé sur les différentes versions de son intervention qui circulent sous le manteau à Moscou, il en a, en revanche, démenti la teneur en se demandant si elles n'avaient pas été diffusées pour faire croire que c'était une « hostilité personnelle ».

RDA : précision. — A la suite de notre information parue dans le Monde du mercredi 13 avril sur la RDA et la controverse à Moscou sur la « perestroïka », l'ambassade de RDA à Paris a attiré notre attention sur le fait que l'édition de *Pravda* défendant les réformes avait bien été publiée par Neues Deutschland, l'organe du Parti communiste allemand. Le quotidien, qui avait reproduit dans son édition des 2 et 3 avril le texte intégral de la critique de la politique de M. Gorbatchev parue dans *Sovetskii Rossiï*, a effectivement publié la réponse de la *Pravda*, page 10, le 5 avril, mais avec plusieurs jours de retard. Dans son édition du 10 et 11 avril.

l'égard de tel ou tel — qui l'avait conduit à cette prise de position. Ces textes (*le Monde* du 2 février) prêtent, en effet, à M. Eltsine des attitudes très dures contre M. Raïssa Gorbatchev et contre M. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères et proche du secrétaire général.

Jusqu'à aujourd'hui, jamais un dirigeant soviétique n'avait pu trouver à s'exprimer dans la presse après avoir été démis de ses responsabilités. Il s'agit donc là d'une première d'autant plus notable que M. Eltsine, vice-président, aujourd'hui, du comité d'Etat pour la construction, réapparait ainsi au moment même où les conservateurs semblent paralysés par l'ampleur de la contre-offensive lancée depuis deux semaines par les réformateurs.

#### Lettres de lecteurs

C'est, loin de se ralentir, cette contre-offensive se développe chaque jour un peu plus avec la multiplication, dans tous les journaux, d'articles et de lettres de lecteurs en faveur du changement et, en particulier, de la démocratisation interne du parti, qui doit faire l'objet d'une conférence nationale en juin. Dimanche, la *Pravda* publiait ainsi une lettre appelant à la publication (pour éviter « les spéculations politiques, les inventions et les rumeurs ») de toutes les interventions prononcées lors des réunions du comité central ainsi que des principaux débats préparatoires à la conférence.

C'est un signe, mais un signe seulement, de la vigueur du débat. S'il fallait d'ailleurs une preuve que la bataille demeure totalement ouverte malgré l'avantage actuellement pris par les réformateurs, elle est donnée par le fait que les *Nouvelles de Moscou*, qui n'ont pas — pas encore, en tout cas — publié leur édition hebdomadaire normale mais dans un numéro spécial en allemand destiné à tester les possibilités de diffusion en Allemagne fédérale.

L'audace a des limites, mais qui restent toujours un peu plus.

BERNARD GUETTA.

**CIRCUIT ARCHEOLOGIQUE**  
Pour découvrir en 10 jours les merveilleux vestiges de la Tunisie Punique et Romaine

**5.400 F**  
Paris/Paris tout compris

**TUNISIE CONTACT**  
SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

**42 96 02 25**

**TUNISIE CONTACT**

25001 PARIS

25 AU 30 AVRIL • PARIS-NORD VILLEPINTE

# SICOB 88 LE LANGAGE DES AFFAIRES

25 avril. Jour J. SICOB 88, le Salon Européen des Technologies de Communication d'Entreprise. Un événement. Des Expositants du monde entier dans le Parc d'Expositions le plus moderne d'Europe 117 000 m<sup>2</sup>. Un nouveau langage : innovation, savoir-faire, expérience professionnelle. SICOB 88 : Informatique, Télécom, Bureautique, Espace Bureau.

#### Conférences

28 avril. Sicob-L'Expansion. 1<sup>re</sup> journée Management et Informatique. 26-27 avril. Sicob-Le Monde Informatique. Convention Européenne des Télécom. 25 au 29 avril. Journées d'Informatique Administrative. 25 au 29 avril. Journées d'Etudes et d'Applications. 25-26 avril. Conférences Espace - Bureau. 25 au 29 avril. Sicob - Informatique Hebdo. Débats - Visions. 25 au 30 avril. Espace Carrières - Le Salon du Recrutement des Informaticiens avec Le Monde Informatique.

هكذا من الاجل



سكنا من الاحل



# Politique

## La campagne pour l'élection présidentielle

**L**a France s'est réveillée, le lundi 18 avril, en état de guerre. Et, comme d'habitude, la situation est désespérée parce que nos chefs ont pris le maquis en ordre dispersé à la poursuite d'un ennemi mal identifié.

A la tête de sa légion étrangère à tous les états, le lieutenant Le Pen a établi son quartier général au stade vélodrome de Marseille, où il s'est porté volontaire, dit-on, pour la reconquête de l'Algérie. A en croire cet héritier du maréchal Pétain, Verdun n'est plus à Verdun mais sur la Canebière. Un doute subsiste, toutefois, sur l'homogénéité de ce corps d'armée. La présence, parmi ses cibles, d'un Chirac représenté en djellaba et en babouches semble accorder la thèse selon laquelle le « candidat » breton s'apprêterait à retourner ses armes contre le chef de l'armée de Paris.

Comme s'il avait eu vent de cette menace, ce dernier s'est replié dans son fief cordézien, où il a procédé à une revue — de « détail », bien sûr — de son carré de

combattant comme une autocélébration de sa propre virilité, tandis que les plus pervers se livraient à de douteux rapprochements avec la veille faussement guer-

Pour sa part, le chef du clan de la Tortue, Raymond Barre, a lancé depuis son lieu natal de la Réunion un appel à la mobilisation qui n'est pas passé inaperçu des foules locales mais qui a été mal décripté dans les médias de l'Hexagone, où l'usage du créole n'est pas encore assez répandu. La preuve en est que la petite troupe bariste qui s'est aussitôt mise en branle en Ile-de-France, dimanche, sous la conduite de la passionaria UDF des Yvelines, la fougasse Christine Boutin, a pris d'assaut... l'avenue Foch, à Paris, en scandant des slogans qui paraissent viser... les autres chefs de la résistance.

Quant à l'état-major du colonel Fabien, il a été aperçu, à travers le rideau de pluie, sur le Vieux-Port de Marseille, mais la jonction avec la légion léonaise ne s'est pas faite, par suite — c'est toujours pareil — d'un manque de coordination.

Les camarades André Lajoinie et Georges Marchais étaient présents sur le théâtre des opérations samedi après-midi, alors que Jean-Marie Le Pen n'y est arrivé que dimanche.

Un certain désordre règne, en outre, parmi la pitaille appelée à monter en première ligne le 24 avril. Si l'on en juge par les appels à la désobéissance du Zénith par le député Arlette Laguiller, égérie des comités de faussaires de base.

La rumeur a couru, enfin, que, pendant ce week-end féroce, le généralissime François Mitterrand se trouvait à Créteil pour célébrer les exploits de l'équipe locale de football, comme si la présence des « gardes nationaux » du lieutenant Le Pen au stade de l'Olympique de Marseille avait pu l'induire en erreur sur la portée de la menace. Il n'aurait, en vérité, d'une tentative de désinformation.

Résumé du service politique.

## Résistances

fiébles. Il a constaté que le maquis de Sainte-Félicité, lui, ne le trahira pas. Jacques Chirac a profité de cette circonstance pour contester, une fois de plus, l'autorité du président du « Conseil national de la résistance à tous les ennemis du peuple de gauche », le généralissime François Mitterrand. Les observateurs neutres ont généralement interprété son allusion fié-

rière organisée dimanche soir, à la discothèque parisienne La Cigale, par le mouvement des Gais pour les libertés sur le thème « humour, plumes et gaieté pour la victoire du candidat des libertés et de la solidarité ». « Mitterrand, c'est le plus beau oh ! oh ! oh ! oh ! », chantait Eric Moréno, militant d'opérette.

### M. Le Pen à Marseille devant 20 000 personnes

#### « Nous vivants, la France se sera jamais une république islamique »

L'espace d'un après-midi, le dimanche 17 avril, le stade vélodrome de Marseille, temple du football marseillais, est devenu celui de l'équipe bleu-blanc-rouge de M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national a joué à domicile devant près de vingt mille supporters baristes de tricolore, excitant chaque fois que l'immigration était dénoncée et la peine de mort revendiquée. Le succès a été toutefois moins important que celui escompté par les organisateurs. Trente mille personnes étaient attendues dans cette ville qui est l'un des bastions du Front national. Avec plus de 20 % des voix aux élections

législatives de 1986, le Front national avait devancé l'UDF dans les Bouches-du-Rhône. Il s'est fixé comme objectif pour les municipales, dans un an, 30 % des suffrages.

Des cars venus de tout le sud-ouest de la France ont achevé, durant toute la matinée et le début d'après-midi, les membres du fan club de M. Le Pen pour ce meeting, point d'orgue des réunions en province du « Menhir tricolore ». Lâcher de parachutistes, remise à M. Le Pen de « La prière du parachutiste » par M<sup>me</sup> Yvonne Piat, député FN du Var, interventions de militants du peuple ont animé la première partie.

#### MARSEILLE de notre envoyé spécial

« Notre combat est toujours le même. Ceux qui font des promesses aujourd'hui sont les mêmes que ceux qui, en 1958, ont promis et se sont parjurés ! L'hymne à l'Algérie française entonné par M. Jacques Pilet, « président régional des anciens « défenseurs politiques condamnés pour l'Algérie française », est accueilli dans le stade par une formidable ovation. « Souvenez-vous des temps anciens quand vous étiez bons à jeter à la mer car vous n'étiez pas encore des bulles de vote. Oublier cela, c'est trahir », a-t-il ajouté en dénonçant le ralliement du président de l'association des rapatriés, le RECOURS, M. Jacques Rouzet, à la candidature Chirac.

Le même accueil accompagné de « Le Pen ! Le Pen ! hurles en battant les estrades de la senelle sera réservé à l'intervention du président du Front national. L'ancien lieutenant parachutiste d'Algérie ne décevra pas son public : ce public à la sensibilité pied-noir évidente. « Ce sont les pays faibles qui sont la

cible de tous les prédateurs du monde [...] Quand on n'est pas capable de défendre son identité, son territoire, sa culture, on est les autres qui viennent vous l'imposer par la force, parfois avec des fusils, parfois avec des babouches ». La foule exulte, se lève, applaudit en scandant « Jean-Marie président ! ». M. Le Pen a du mal à reprendre la parole tant les applaudissements sont puissants et semblent rebondir dans l'ovale du stade. « Il y a un risque militaire » dû à la présence dans l'Hexagone de « noyaux de populations étrangères ». « Un torrent de plus en plus puissant et irrésistible en provenance des pays sous-développés nous menace », clame le leader d'extrême droite, en ajoutant : « Nous, vivants, la France ne sera jamais une république islamique. Une immense clameur éclate.

Le Front national raciste, xénophobe ? « Mais non, réplique M. Le Pen. Jamais je ne m'en prends à l'immigré, aux immigrés. Je dénonce simplement la responsabilité des politiques français en matière d'immigration. [...] Nous n'avons pas l'intention de persé-

cution. Ce n'est pas parce que l'on aime les Français que l'on hait les étrangers. Mais cherté bien ordonnée comme par soi-même. » Endossant avec délectation l'habit de grand « perturbateur » de la classe politique, M. Le Pen s'est dit fier de « perturber l'équilibre des méchants ». Ces « méchants », qui, « s'ils ont honte d'être français, sont libres de se faire pendre ailleurs ». « Ce sont des lâches, responsables d'un délit indécidable », a répété M. Le Pen, qui a toutefois stigmatisé moins systématiquement M. Chirac, qu'il ne l'avait fait la semaine dernière à Lyon. « Ce sont eux, a-t-il poursuivi en mettant dans le même sac MM. Chirac, Barre et Mitterrand, qui ont géré avec une certaine arrogance la décadence de la France. [...] Moi, je donne des solutions. » a-t-il conclu, en proposant « la préférence nationale ».

Brandissant enfin le spectre de la guerre terroriste, il a appelé à faire la guerre aux terroristes. Il a dénoncé, une nouvelle fois, l'attitude « vulgaire et pitoyable » du gouvernement dans l'affaire des otages français du Liban.

PIERRE SERVANT.

### M. Barre à la Réunion

#### « Laisse causer band'sondeurs, gros poissons y bec toujours sur le tard ! »

#### SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION de notre envoyé spécial

M. Raymond Barre ne sera resté que trente-six heures à la Réunion, mais il aura eu le temps d'expédier de son île natale une grosse poignée de cartes postales adressées en direction de la métropole.

Ravi de pouvoir prendre ce bol d'air avant la dernière ligne droite du premier tour de l'élection présidentielle, ému de revenir dans de telles circonstances à la rencontre de son pays, entouré par l'affection d'une population hospitalière, M. Barre a profité de ces retrouvailles en famille pour épancher ses larmes du moment.

Alors que certains responsables locaux de sa campagne appréhendaient un certain « mollissement », il a eu, au contraire, constamment à l'esprit que leur candidat était bien décidé à se bagarrer jusqu'au bout, que son moral, comme il l'affirma dès sa descente d'avion, « malgré les manœuvres, les intrigues, les pressions, les manipulations, les intoxications », était au beau fixe. Par la suite, ce fut en créole qu'il s'adressa à la foule pour la plus grande joie de ses auditeurs, inversement proportionnelle à celle des journalistes confondus par l'improvisation. Ce fut, en effet, un florilège. Au choix ! Formule longue : « O m' marmelle

laisse causer band'sondeurs, gros poissons y bec toujours sur le tard ! M' compie su s'ot comme s'ot y peuvent compter sur m'. Timbo saré et nos va marcher la main dans la main vers la victoire ! ». Formule courte : « Nou va met le paquet et nous va gagner ».

Comme plus tropicale, la méthode Coué version créole frappa donc l'île. A Saint-Denis, samedi, plus de 3 000 personnes se pressaient sous les banderoles « Barre le meilleur », « Un Réunionnais à l'Elysee ». Dimanche, ils furent encore plus nombreux à Saint-Pierre. Après la messe, dans l'église où le petit Barre fut enfant de chœur. Le président du conseil régional et président de son comité de soutien, M. Pierre Laguerre, le député-coordonnateur de sa campagne, M. André Thier Ah Koon, avaient mobilisé à plein, et même les frères Virapoulé, Louis, le sénateur, Jean-Paul le député, avaient pour l'occasion enfoui leurs états d'âme.

Dans une telle ambiance, on vit le sentiment que tout d'un coup le tonne décisif sur le tard de se soulever en l'honneur. Les fameuses cartes postales furent prudemment remplies. La première, en noir et blanc, mais la plus remarquée, pour la boîte postale de M. Jacques Chirac, caressa l'immigration, registre d'extrême droite. Salutations distinguées du Réunionnais au candidat soupçonné de trahisons avec le Front national : « Au moment où des tensions se manifestent dans notre pays, où des tendances se réveillent qui ébranlent un passé lointain, mais un passé fidèle, il ne suffit d'évoquer la Réunion pour savoir qui nous, Français, quelles que soient notre origine, notre race, nos sensibilités religieuses ou politiques, nous pouvons les vivre ensemble. L'exemple que nous pouvons donner à notre pays à un moment où certains milieux se livrent à des manipulations qui ne sont pas dignes de notre pays, c'est la Réunion qui peut servir d'exemple. Moi, qui suis Réunionnais, comment pourrais-je être de quelque façon que ce soit raciste ? Comment pourrais-je approuver le racisme ? Comment pourrais-je le comprendre ? »

Un rappel qui, vraisemblablement, trouvera vite quelqu'un à l'adresse indiquée. Une autre carte postale adressée à l'évêque de la Réunion, M. François Mitterrand, le portier de la Luche, que M. Barre avait plutôt négligé ces derniers temps. Une réponse complémentaire : « A la lettre aux Gaulois du président-candidat » pour lui reprocher de n'avoir plus pour ambition « que de rester dans son fauteuil » et « de ramener à nouveau la vieille garde et sa retourneuse vers le Parti socialiste ».

Après un mois passé à jouer « le père de la patrie », quelques envois en nombre eurent lieu également. Pour cette mise en garde à toute la classe politique : « Il faut mettre, rappelés M. Barre, les Français en face de leurs responsabilités. Ils le comprendront ou ils ne le comprendront pas. Mais ceux-ci ont pris la responsabilité de se présenter à leurs suffrages, il faut qu'ils leur disent la vérité. Le vrai problème aujourd'hui, est de savoir si les Français constituent un peuple adulte. Si on leur parle comme à des grands ou comme à des enfants. Moi, je n'aurais pas leur parler comme à des enfants. Je ne le ferais mille fois ni en France ni tel ».

Après un mois passé à jouer « le père de la patrie », quelques envois en nombre eurent lieu également. Pour cette mise en garde à toute la classe politique : « Il faut mettre, rappelés M. Barre, les Français en face de leurs responsabilités. Ils le comprendront ou ils ne le comprendront pas. Mais ceux-ci ont pris la responsabilité de se présenter à leurs suffrages, il faut qu'ils leur disent la vérité. Le vrai problème aujourd'hui, est de savoir si les Français constituent un peuple adulte. Si on leur parle comme à des grands ou comme à des enfants. Moi, je n'aurais pas leur parler comme à des enfants. Je ne le ferais mille fois ni en France ni tel ».

DANIEL CARTON.

## De toutes les couleurs

« Je suis Français et je veux le rester. Hier, autour de Georges Marchais, il n'y avait que des Maghrébins. » Autour de cet homme, cheveux gris, flammes FN au revers, l'approbation est générale. « Notre drapeau, c'est le bleu-blanc-rouge : les autres, ils ont la faucille », renchérit un sympathisant portant l'autocollant « Le Pen l'espère ». Un jeune militant de couleur, du Front national de la jeunesse (FNJ), est littéralement poussé par ses camarades devant la caméra d'une télévision allemande. « Quand on est Français, il n'y a pas de couleur. C'est ce que j'ai appris aux « Scouts d'Europe », dit-il en exagérant que le but de M. Le Pen c'est de « redresser la France ». Il montre du passage un petit livre réalisé par le Cercle national des combattants du député Roger Holandre, qui présente des photos d'« atrocités commises en Algérie par les fellagas ».

Un peu plus loin, à deux pas du stand où l'ex-capitaine Sargent, très entouré, dédicace ses livres, un sympathisant explique : « Vous savez, on a beaucoup de mérite au Front national à ne pas être antisémite quand on voit le façon dont la presse nous attaque. » « Je suis Française de vieille souche, ajoute en souriant, l'accent chantant, une Marseillaise, à la soixantaine alors. Mais si cela continue, on va se retrouver en minorité et la France sera comme à Gaza. Moi je suis pour Israël, dit-elle, c'est justement parce qu'on ne veut pas avoir les mêmes problèmes que Israël qu'il faut que les Maghrébins s'en aillent. D'ailleurs, eux, ils ont mis dehors les juifs et les chrétiens. » « Même

les prêtres disent aujourd'hui qu'il faut apprendre la religion islamique, se plient, à ses côtés, une femme brune. Je suis fille de militaire. J'ai un fils gendarme. Le Pen c'est un ancien militaire. C'est la droiture. Il pense français. C'est une deuxième Jeanne d'Arc, mais il lui manque le sabre. »

Un homme, la quarantaine, cavité avancée, précise qu'il n'est pas venu au Front national à cause de l'immigration — « là-dessus tout le monde est d'accord » — mais « à cause du programme économique libéral de Le Pen ». Il ajoute : « Moi je viens du PSU. » « Moi je viens de l'OAS », rigole son voisin : « J'ai d'ailleurs pris trois ans de prison pour cela. »

La foule des sympathisants et des militants navigue, en ce début d'après-midi, entre les stands de la kermesse du FN. Ambiance populaire, bercée par un orchestre de jazz. Des militants font signer une pétition de soutien pour « Dédé Lambert », figure du Front national marseillais. Ce patron d'un bar sur le Vieux-Port est incarcéré depuis quarante jours pour avoir déchargé un pistolet à grenaille dans le visage d'un jeune homme. Plus de trois mille signatures seront recueillies pour protester contre les avances dont Didier Lambert aurait été victime en prison de la part de Maghrébins. Le premier ministre n'a pas été oublié : il est représenté sur une affiche en djellaba et en babouches en train de déposer un bulletin de vote dans une urne. « Non au droit de vote des immigrés », proclame l'affiche.

P.S.

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Delebarre

#### Les conditions d'une dissolution

M. Michel Delebarre, qui participait le dimanche 17 avril au Club de la presse d'Europe 1, a expliqué que « si François Mitterrand est élu dans un état d'urgence autour de lui très important, alors on ne peut pas imaginer que l'Assemblée nationale sera insensible dans son comportement aux demandes des électeurs ». « Si les partis de droite veulent demeurer insensibles, c'est leur affaire », a-t-il poursuivi avant d'ajouter que « cela sera leur responsabilité et il y aura dissolution ». Puis l'ancien ministre socialiste a précisé : « Mais en tout cas, nous ne posons pas le problème en termes de ralliements, de négociations, d'arrangements, d'accords... ça, c'est Chirac. »

### M. Juquin

#### Pas de portefeuille

« Si j'avais voulu être ministre de François Mitterrand dans son prochain gouvernement, j'aurais eu chemin tout à fait direct », a affirmé M. Pierre Juquin. Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », le dimanche 17 avril, le candidat renouveau a ajouté : « On ne l'a peut-être suggéré, pour ne pas en dire plus. Je n'ai pas, parce que les conditions politiques ne sont pas remplies. »

### M. Mestre

#### Très bon espoir

Invité du journal télévisé de la Cinq, le dimanche 17 avril, M. Phi-

lippe Mestre a fait part de son « très grand espoir que, dans les huit derniers jours de campagne, M. Barre se retrouve dans le peloton de tête et qu'il sera celui des deux candidats de la majorité qui devra affronter M. Mitterrand au second tour ».

### M. Mauroy

#### L'élargissement de la majorité présidentielle

Au micro de Pacific FM, le dimanche 17 avril, M. Pierre Mauroy a souligné que des communistes, notamment les chrétiens et très engagés socialement, « faussent le choix à gauche ». Pour l'ancien premier ministre, si le ralliement de « un ou deux » n'est pas « du tout intéressant », en revanche « qu'un courant de pensée puisse élargir la majorité présidentielle serait un fait de première importance ».

### M. Rocard

#### Cerbère

Après s'être félicité que, pendant la campagne, « on ne se [soit] pas jeté à la tête le socialisme et le capitalisme, le goulas et Pinocchio, le sur d'argent et le mur de Berlin », M. Michel Rocard, qui animait, le samedi 16 avril, une émission politique à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), a comparé le droit à « Cerbère, ce chien monstrueux à trois têtes ». « La droite, a-t-il ajouté, s'efforce de trois têtes, ou plus exactement trois candidats, mais je suis trop ennemi des présentations évasives pour affirmer que chacun d'eux est un bout de l'enfer. — (Correspondant.)



# Politique

## La campagne pour l'élection présidentielle

### Le « frizbee » du président

« Un but de rêve » : Aid en sourit encore de ce 1-0 du 29 mars dernier dans le match qui opposait son équipe, l'Union sportive de Créteil, au Matra Racing de Paris. Et 1-0 en match retour le 5 avril : ainsi David Valiquet Goussier, Des amateurs de troisième division contre des professionnels de première division ; l'équipe d'un bastion socialiste contre un club chéri du Paris chrétien.

« Nous, on fait du sport, pas de la politique. Mais le meilleur d'entre nous, est arabe ! » Ils sont tous campés sur le terrain de leur club, ces footballeurs de Créteil (Val-de-Marne), le samedi 16 avril, à 15 heures : ils attendent le président. Sa visite leur a été annoncée la veille au soir. La candidate est ponctuelle. D'un pas tranquille, M. Mitterrand fend la foule qui l'acclame et

sourit aux nombreux gavroches qui se fauillent sous les jambes des membres du service d'ordre. « Mitterrand, on est pour toi ! », hurle du balcon un colosse africain. « Eric du Congo » conclut tout de go : « C'est un sage ». L'éloge réjouit la foule et ravit le député-maire, Laurent Cichala, ses collègues, les représentants de la communauté israélienne, Mme Monique Eranjo-Epée, championne juniors du 110 mètres haies, qui a accueilli l'hôte en sa ville, se déride.

« J'aime beaucoup le football », confesse l'intéressé. « C'est quand même formidable ces deux victoires de suite, cela prouve des vertus collectives, pas de gloire mais de la réussite. Cela pourrait servir à d'autres ». La veille, M. Jacques Chirac émettait des doutes sur la résistance physique de son principal

adversaire : « A entendre certaines appréciations sur mon compte, j'aurais de quoi m'inquiéter... Je suis encore bon pour un certain sport et j'espère vous éprouver », lance M. Mitterrand aux journalistes qui se bousculent. « Je ne m'attaque pas aux personnes, à leur caractère. Oui, je discute, bien entendu, les idées, les projets, les choix politiques, ça c'est normal. Le reste ne l'est pas ».

Puis le candidat poursuit sa promenade dans Créteil. Cette ville nerve de quatre-vingt mille habitants s'agit de ce style décontracté fait d'un fil des stricte mesures de sécurité qui raidissent habituellement les bords de foule. Au bord du lac que l'on longe, l'immense pelouse du parc des loisirs regorge de sportifs, malgré la brume.

M. Mitterrand apprécie, l'œil clair, les « saluts » au tramway. Génération sport. « La stratégie reste la même. Il faut monter en première ligne », rétorque le candidat à ceux qui s'étonnent de son changement de rythme. Mordant et rassembleur pour le sprint final : « Ça marche pas mal, non ? ».

Son jogging de deux heures se termine sur la pelouse de Créteil. Des joueurs de frizbee lui demandent de lancer le disque à son tour. M. Mitterrand hésite... Le ton jeune et moderne de sa balade à Créteil ne souffrirait pas le moindre écart. Mais l'invitation est si simple. Le candidat Mitterrand lance le frizbee et le rattrape au vol... « Il y a le style ».

DANIELLE ROUARD.

### Les VUES de Raymond Depardon



SAMEDI 16 AVRIL, 16 h

Marseille  
André Lajoie  
Il pleut

Une tribune est construite sur le Vieux Port en bas de la Canebière  
Tout y est : badges, casquettes rouges

Musique de Madonna  
Une grue spéciale est installée pour les télévisions et les photographes  
Georges Marchais parle en premier  
Le meeting se termine avec l'habituelle Marseillaise avec en plus l'Internationale

### M. Mitterrand devant « ses » experts

M. Mitterrand président, le mercredi 20 avril, une partie des travaux du groupe des experts du Parti socialiste réuni à Paris sur le thème « Sept orientations pour l'avenir ». La discussion sera organisée autour des sujets suivants : institutions, Europe, tiers-monde, paix et sécurité, modernisation de l'économie, cohésion sociale, espaces de culture. M. Michel Rocard y participera.

Le groupe des « experts » du PS, organisme informel créé par M. Mitterrand lorsqu'il était premier secrétaire de cette formation, avait été mis en sommeil après la mort de son animateur principal, Jean Proulx.

Il a été remis en activité, au mois de juin 1986, par M. Jospin, qui en a confié l'animation à M. Claude Allègre, alors directeur de l'Institut de physique du globe de Paris. Composés pour moitié de personnalités membres du PS et pour l'autre moitié de personnalités politiquement indépendantes, ce groupe, qui n'est pas soumis aux luttes des courants internes de ce parti, a contribué, par ses réflexions, à l'élaboration des « propositions pour la France » du Parti socialiste et a nourri, également, certains passages de la Lettre à tous les Français rédigée par M. Mitterrand.

### Face à la discrétion des candidats

### Une communauté militaire réduite aux spéculations

Sans état d'âme particulier à l'approche de l'élection présidentielle, la communauté militaire exprime néanmoins quelques regrets en constatant — pour mieux s'en étonner — le silence des candidats sur les responsabilités en matière de sécurité extérieure, qui seront celles du chef de l'Etat désigné au soir du 8 mai. « A quel est, dit un officier de classe de réserve, exc. Française, comme le fait le Centre d'information civique dans ses messages télévisés, qu'ils émettent aussi le chef des armées, détenteur de la foudre nucléaire en leur nom, si, par ailleurs, aucun des postulants ne s'est senti, au préalable, dans l'obligation de s'expliquer sur ce formidable pouvoir de vie et de mort qui lui est reconnu sur l'ensemble des citoyens ».

Pour répondre qu'il soit dans une institution de défense qui réunit, en France, environ trois millions d'individus de toutes origines, cadres militaires, travailleurs de l'armement, retraités et leurs familles, ce jugement est sévère. Non pas qu'il soit dénué de fondement : les questions de sécurité extérieure sont rarement l'objet des joutes électorales, comme si chaque formation politique craignait de briser le miroir du consensus. Mais parce que c'est probablement l'un des domaines de compétences de futur président de la République où le candidat pousse à se montrer le plus discret possible pour demeurer, une fois élu, maître des règles du jeu. « Moins on en saura, déplore ce sous-officier d'infanterie, et plus il se sentira libre ».

Le reproche s'adresse, apparemment, à tous les candidats. Curieusement, en effet, à écouter des cadres dans les trois armées, ni M. François Mitterrand ni M. Jacques Chirac n'en sont tout à fait exemptés, bien que l'un et l'autre aient contribué à élaborer une loi de programmation militaire fixant les grandes orientations stratégiques et les investissements à y consacrer en cinq ans. Mais, précisément, le septennat qui s'achève aura été marqué, pour la première fois en plus d'un quart de siècle, depuis qu'une telle procédure existe, par l'adoption de deux lois de programmation militaire, la seconde cherchant à effacer la première après, seulement, trois années d'application. « Certes, abondance de biens ne nuit pas, résume cet

ingénieur de l'armement, mais trop, c'est trop, dès lors que les deux textes nous sont apparus à quelques jours d'intervalle, d'inspiration et d'ambition différentes, voire parfois contraires ».

« Comme le fait un père de famille économe »

« La première loi, observe un officier d'état-major qui se refuse à faire un quelconque procès d'intention aux gouvernements socialistes, ralentissait l'effort. La seconde loi, sous prétexte de redresser la situation après 1986, n'a fait, au contraire, que relancer l'effort. Elle laisse même espérer une priorité nationale en faveur de la défense, qui paraît guère raisonnable par les temps difficiles qui courent ». En renvoyant dos à dos M. Mitterrand et M. Chirac, ce même officier croit pouvoir se souvenir que M. Raymond Barre, au moment où il a été le premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, a paru plus soucieux de contenir au plus juste les dépenses militaires « comme le fait un père de famille économe qui prend le risque de réduire ses contrats d'assurance lorsque les périls lui semblent avoir disparu ou faibli ».

On est là au cœur de ce qui pourrait apparaître comme la principale inquiétude de la communauté militaire. Non que les autres thèmes de la campagne présidentielle l'indiffèrent. Les menaces sur l'emploi préoccupent, aussi, des travailleurs de l'armement qui condamnent en bloc la croyance, longtemps entretenue, en une expansion salvatrice des exportations et le recours, aujourd'hui pratiqué, à l'importation de matériels étrangers au profit des armées françaises. La politique d'immigration ou le code de la nationalité et, donc, les thèmes du Front national concernent également un corps d'officiers et de sous-officiers, au contact dans les unités, qui craint les effets déstabilisateurs d'une baisse prévisible de la démographie sur l'organisation du service national. Mais « il serait exagéré d'en déduire, constate ce pilote d'avion de combat, que, sur ces deux points, par exemple, le fait de porter un uniforme crée des comportements spécifiques politiques particuliers. L'armée bas au même rythme que le

reste de la nation et, globalement parlant, elle ne s'en sépare pas tant que ça ».

Ce qui fait, en réalité, problème pour la communauté militaire, c'est la détermination du prochain chef de l'Etat à ne pas baisser la garde face à une opinion publique — celle de ses compatriotes — qui spéculent sur les progrès en matière de désarmement entre les deux Grands et du même coup, sur la volonté de la France de mieux contrôler ses dépenses de défense. « Réflexion corporatiste ? Revendication corporatiste ? » s'interroge un sous-officier qui se déclare « républicain ». Ceux qui ne nous ont jamais aimés appelleront comme ils le voudront cette prise de conscience, chez nous, qu'il serait irresponsable d'anticiper, sans garantie ni contrepartie, sur ce que les Américains et les Soviétiques viennent à peine d'esquisser, à savoir l'aboutissement d'un commencement de désarmement partiel et limité à l'Europe ».

« A quelle sauce nous serons mangés »

« Nous voulons savoir à quelle sauce nous serons mangés, mangés ce jeune officier d'un régiment d'artillerie nucléaire, ou, en d'autres termes, comment on cherchera à déshabiller l'armée pour favoriser les autres corps de l'Etat ».

Chacun à sa façon, nombreux sont, en effet, les cadres d'active à poser la même question : l'effort de défense sera-t-il maintenu et, si les économies devaient être dégelées au profit de l'éducation nationale, de la formation professionnelle ou des prestations sociales, serait-il décidé de réduire, à nouveau, les effectifs dans les armées ou de ralentir, voire de supprimer, certains programmes d'armement, et lesquels ? A ce jour, aucun des candidats à l'Elysée n'a avancé la moindre réponse, à l'exception de M. André Lajoie, qui a avoué, au nom du PC, son intention de diminuer de 40 milliards de francs le budget militaire, dès cette année et jusqu'en 1991.

« Les élucubrations actuelles du PS sur l'abandon de certains systèmes d'armes nucléaires, si elles n'engagent pas M. Mitterrand, donnent à réfléchir », note cet officier de marine, qui admet, cependant, avoir renoncé à voter pour M. Chirac depuis qu'il a mesuré « les tergiversations », dit-il, du premier ministre lors du départ, l'été dernier, du porte-avions Clemenceau pour le Golfe. Mais c'est un autre officier de marine qui traduit le sentiment général de la communauté militaire : il reviendra au prochain chef de l'Etat d'arbitrer entre des revendications concurrentes au sein même d'une institution de défense qui en est arrivée à un stade où le refus de faire des choix et d'accepter des impasses la conduit à perdre sa cohérence et, peut-être, son efficacité.

JACQUES ISNARD.

### M. Marchais à Marseille : « Voter Le Pen, c'est choisir Chirac »

MM. Georges Marchais et André Lajoie ont demandé, le samedi 16 avril, aux Marseillais de « faire barrage » à Jean-Marie Le Pen, à l'occasion de l'élection présidentielle. Près de dix mille personnes, rassemblées sur la Canebière, étaient venues écouter le secrétaire général du Parti communiste et son candidat. C'est sous une pluie battante et une mer de parapluies que les militants et les sympathisants du PCF ont entendu M. Marchais démontrer le danger que représente, selon le PC, l'influence du Front national.

« On prétend de toutes parts, a d'abord déclaré M. Marchais, que Le Pen, cet aventurier dangereux, serait démantelé chez vous en pays cossus. Que la grande bourgeoisie marseillaise fasse de Le Pen son champion, en délaissant Gaudin, c'est son affaire. Le Pen pour la droite, c'est sans risque, mais il n'est pas pire adversaire de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre ».

Affirmant que Marseille avait « toujours été au cœur de rencontres fécondes entre l'Orient et l'Occident », le secrétaire général du PCF a dénoncé à plusieurs reprises la thèse, « odieuse », selon laquelle les immigrés, surtout dans la cité phocéenne, seraient responsables du chômage. « Les responsables, ce sont les amis de Le Pen, a-t-il expliqué. Les patrons qui préfèrent grossir leurs profits en spéculant et en licenciant... ».

« Voter Le Pen au premier tour, c'est choisir Chirac pour président », a-t-il ajouté.

Avant de donner la parole au candidat communiste à l'élection présidentielle, M. Marchais a rappelé que son parti était favorable au droit, pour les immigrés, d'être électeurs et éligibles aux élections municipales et provinciales.

« Et nous regrettons, a-t-il ajouté, que François Mitterrand, qui se prononçait en faveur de cette nouvelle liberté, vienne d'y renoncer sous la pression de la droite et de l'extrême droite ».

Les participants au rassemblement communiste étaient trempés par la pluie qui n'arrêtait pas de tomber sur le Vieux Port lorsque M. Lajoie a repris les condamnations, exprimées par M. Marchais, du « vote Le Pen ». Il a notamment jugé « indigne de voir François Mitterrand et Jacques Chirac se livrer avec Le Pen à un jeu de ping-pong : L'un s'en sert comme d'un rabot-soir », a-t-il déclaré.

M. Lajoie a ensuite demandé aux électeurs de la gauche marseillaise de ne pas voter pour M. Mitterrand dès le premier tour. « Ce serait l'encourager à poursuivre sa mauvaise politique et le conforter dans ses projets d'alliance avec la droite ».

### L'élection confisquée

(Suite de la première page.) Et quand un débat de société surgit, il est promptement utilisé à des fins tactiques : de même que M. Mitterrand avait, dans les trois premières minutes de sa déclaration de candidature, à Antenne 2, déstabilisé l'électorat centriste en représentant à son compte les critiques baristes contre l'Etat-RPR, de même a-t-il voulu donner à réfléchir à ces mêmes centristes sur la « généralité » qui unit, sur l'immigration, le RPR au Front national.

Au-delà de la tactique, c'est le réalisme des responsables politiques que nous payons au prix fort. Ils ne nous font plus crédit (sauf peut-être M. Chirac). Ils se vengent de leurs erreurs passées en nous privant (sauf sans doute M. Chirac) de promesses. Du coup, la société a plus rien à attendre d'eux, si ce n'est la préservation des acquis (projet de M. Mitterrand) ou leur possible remise en cause, au nom du mouvement (version de M. Chirac). C'est plus difficile à faire qu'on ne croit, ça peut séduire, mais ça rapporte peu d'enthousiasme !

Le repli sur la politique est enfin facilité par une large occultation des bilans du septennat. Celui de François Mitterrand a été effacé par deux ans de cohabitation. Si bien que M. Chirac lui-même ne sait plus à quel Mitterrand (81, 86 ou 88) s'adresser. Celui de Jacques Chirac a servi, dans un premier temps, à piéger Raymond Barre : c'était l'un des côtés du fameux « carré magique » décrit par François Léotard, et qui a eu pour effet de scier la branche du causse que le PR était censé soutenir. Puis on n'en a plus parlé, faute sans doute de résultats suffisamment forts pour emporter, à eux seuls, l'adhésion.

Le seul et unique enjeu de ce scrutin est donc... le pouvoir : jamais, peut-être, celui-ci n'a été si ordinaire à la fois.

L'un des (rares) moments forts de cette campagne n'a-t-il pas été le débat autour de la confiscation de ce pouvoir par l'Etat-RPR, thème qui a mobilisé aussi bien M. Barre que M. Mitterrand. La présence obsédante, dès maintenant, de l'après-8 mai et la question des alliances qui se noueront, ou non, à ce moment-là montrent bien que telle est la véritable préoccupation des uns et des autres. En témoignage, enfin, la soudaine réapparition d'un débat sur... le mode de scrutin législatif. Quand Jacques Chirac refuse de s'engager à ne jamais revenir sur le scrutin majoritaire (il en faisait auparavant un élément de la Constitution), c'est peut-être qu'il regarde vers les élus inquiets du Front national. Quand François Mitterrand n'exclut pas de prendre en considération les propositions de réforme qui pourraient venir de l'Assemblée (on sait que M. Giscard d'Estaing en tient une toute prête), il lance une cravate appuyée vers les centristes et les giscardiens, qui pourraient y trouver l'assurance de leur liberté.

Nous voilà donc, cette fois, au cœur de la campagne, c'est-à-dire supportant déjà l'après-élection. L'avant-élection, lui, a été marqué par la revanche de la classe politique, que les deux probables protagonistes du second tour incarnent à merveille. Dans chaque camp, en

effet, c'est l'élément extérieur à la classe politique qui a été, ou qui pourrait être écarté.

Comme en 1981, en effet, M. Mitterrand s'est d'abord éloigné de M. Rocard, tout en prenant garde de confier à ce dernier l'occupation du terrain, le temps d'une campagne « implicite ». Dans un second temps, M. Mitterrand et Chirac se sont ligüés — objectivement s'entend — pour laisser M. Barre sur le bord du chemin. Tel était, au reste, l'un des objectifs tactiques de la cohabitation, qui s'est maintenant dans le « timing » même de la précampagne : Jacques Chirac en partant plus tôt qu'il ne le lui avait promis, François Mitterrand en partant plus tard qu'il n'était attendu, ont privé Raymond Barre du moment « opportun » dont il comptait profiter pour rebondir.

M. Barre avait un raisonnement simple : la France est à droite, elle a sous la main un homme d'Etat modéré et raisonnable, celui-ci est donc le prochain président de la République. Chirac, l'ancien premier ministre, ce gaulliste orthodoxe, continue de croire que l'élection présidentielle dépend exclusivement du face-à-face entre un homme et son pays, au-dessus, sinon contre, les partis et la classe politique. Or tout se passe comme si ce scrutin avait été définitivement récupéré par les deux champions de celle-ci, les mieux armés en termes de soutiens et de logistique partisane.

Le seul qui pouvait imposer un débat sur le fond, celui qui aurait pu obliger les autres à parler projet est celui qu'on a le moins attendu, faire pour lui de s'être fait entendre suffisamment fort, et à temps !

La confiscation est d'autant plus grande que les deux candidats, qui ont su, jusqu'à présent, monopoliser l'attention sont archi-connus : on sait qui ils sont, ce qu'ils ont fait, et grosso modo ce qu'ils feront. Le projet que l'un décline dans ses meetings new look, et que l'autre a patiemment écrit à tous les Français, devient donc des supports sans surprise.

Les surprises sont en fait réservées... au troisième tour !

JEAN-MARIE COLOMBANI.

**PREPASUP** enseignement privé secondaire et supérieur  
23, rue Contambert  
75116 PARIS  
☎ (1) 45 03 01 66

**TERMINALE C**  
"PILOTE"  
ORIENTÉE HEC

**TERMINALE B**  
"PILOTE"  
ORIENTÉE SCIENCES-PO

remboursement intégral en cas d'échec au Bac

**9 JOURS POUR RÉUSSIR LE BAC**  
stages de révisions intensives  
à Péquès et en juin, terminales B, C et D.

100% de succès

Collection  
« Sciences humaines - Histoire »

**GUIDE DES JARDINS DE PROVENCE ET DE COTE D'AZUR**

CHRISTIAN BYK  
17,5 x 27 cm - 172 p. - 86 ill. en noir et en couleurs, broché sous couverture illustrée - 198 F

**Berger-Levrault/Nice Matin**  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

سكزا من الاجل



هكذا من الاحل



## Politique

### La campagne pour l'élection présidentielle

## « Il faut renouer avec la lutte des classes » nous déclare M<sup>me</sup> Arlette Laguiller

Avant de tenir ses deux derniers meetings à Angers (mardi) et Lyon (mercredi), M<sup>me</sup> Arlette Laguiller, candidate de Lutte ouvrière (trotskiste), a donné rendez-vous à ses partisans, le dimanche 17 avril, au Zénith à Paris.

Devant environ cinq mille personnes (sept mille, selon les organisateurs), elle a appelé à « préparer un troisième tour social », après le scrutin présidentiel, pour « la défense des intérêts immédiats des travailleurs ». Dans un discours de plus d'une heure, souvent interrompu par les applaudissements, M<sup>me</sup> Laguiller a fustigé la bourgeoisie, l'union de la gauche et M. Le Pen. Avocate du « camp des travailleurs », elle s'est montrée confiante dans « l'apparition d'une nouvelle génération de militants », qui redonnera espoir à la classe ouvrière.

« Pour la troisième fois consécutive, vous vous présentez à l'élection présidentielle. Quelles ont été vos visions successives du paysage politique ?

— La première fois, 1968 était très proche et j'étais, comme aujourd'hui, la seule candidate. Le fait d'avoir été la première femme, en 1974, a peut-être marqué ma campagne, mais vous remarquerez que je disais déjà : « *Glacard ou Mitterrand, ça ne changera rien pour la classe ouvrière.* » Je l'ai répété en 1981, mais je n'ai rien voulu faire pour empêcher la venue au pouvoir de Mitterrand : il y avait les espoirs d'une partie du monde du travail, j'ai appelé, sans illusion, à voter Mitterrand au deuxième tour.

« La classe ouvrière vient de réaliser une expérience de gauche, l'espoir et les illusions n'existent plus. Même si une majorité de travailleurs s'approprient, en 1988, à voter Mitterrand, c'est vraiment pour voter contre Barre et Chirac, car ce sera sans illusion. François Mitterrand ne fait aucune promesse à la classe ouvrière.

— Vous même, Pierre Boussel et Pierre Juquin, n'y a-t-il pas un trop plein de candidats présentés ou proposés par les différentes sensibilités trotskistes ?

— C'est une bonne chose que toutes les tendances puissent s'exprimer, car nous n'avons jamais droit à la parole. Cela prouve que nous existons. Cela dit, vous n'interprétez pas de la même façon le vote pour

Juquin et le vote pour Laguiller ou Boussel.

« Je ne sais pas si Pierre Juquin sera ministre, mais je remarque qu'il n'en rejette pas la possibilité dans un gouvernement de gauche qui aurait comme projet d'accorder le droit de vote aux immigrés dans les élections uniquement locales. Juquin, c'est autre chose que Boussel ou Laguiller, qui ne se présentent pas pour nommer leurs voix contre un poste ministériel mais pour exprimer la situation qui est faite au monde du travail. Si on estime que Boussel et Laguiller disent la même chose, cela ne me gêne pas, ce sera dit deux fois plutôt qu'une, et on additionnera les voix pour connaître exactement le pourcentage de l'extrême gauche.

« Nous sommes les seuls à dire que la classe ouvrière paie le fait d'avoir été bâillonnée par l'union de la gauche. De 1982 à 1986, on a vu tout le monde dans la rue, les mandarins des hôpitaux, les policiers, les curés, les religieux, les petits patrons, mais pas la classe ouvrière. Elle a eu les mains liées par le PS, le PCF et les confédérations syndicales qui ne voulaient pas gêner l'expérience de l'union de la gauche. Alors, on n'est pas trop de deux pour dire aux travailleurs qu'il faut renouer avec la lutte des classes.

— Mais vous savez que M. Boussel dit qu'il ne se présente pas au nom de la IV<sup>e</sup> Internationale.

— C'est vrai, il dit qu'il se présente au nom d'un rassemblement un peu plus large. Mais compte tenu de son histoire, dire que Boussel n'est pas trotskiste, c'est comme si on affirmait qu'Arlette n'est pas une femme.

« Deux candidats d'extrême gauche, c'est peut-être un aveu de faiblesse, mais il y en a bien trois de droite, et le plus important reste l'unité dans les luttes. A la SNECMA actuellement, les comités de grève et les coordinations regroupent toutes les tendances du mouvement ouvrier, trotskistes ou pas. L'essentiel, ce ne sont pas les élections mais les luttes où les travailleurs se retrouvent au combat.

— Quelle interprétation donneriez-vous d'un résultat identique au intérieur aux 2,3 % obtenus en 1974 et 1981 ?

— De toute façon, ma candidature est utile parce que plusieurs centaines de milliers de travailleurs votent pour une candidature révolutionnaire, ce sont autant de travailleurs qui ne baissent pas les bras, ne se résignent pas, malgré le découragement et la démolition qui règnent dans la classe ouvrière. Et

mes voix importent moins que le nombre de ceux que j'aurais convaincus de reprendre confiance dans la force de la classe ouvrière.

— Comme d'autres candidats de gauche, vous exhortez les travailleurs à ne pas apporter leurs suffrages à M. Le Pen. N'est-ce pas l'aveu d'un désarroi devant la progression effective de l'extrême droite dans cet électoral ?

— Il y a un combat à mener, ce n'est pas un désarroi. En majorité,

ouvrière. Fondamentalement, c'est un vote anti-ouvrier.

— Comment expliquez-vous que des ouvriers émettent un vote anti-ouvrier ?

— Quand la part du revenu national baisse pour les travailleurs, il paraît toujours plus facile de désigner un bouc émissaire encore plus pauvre que soi. Il faut lutter contre cette tentation première pour s'attaquer aux riches et aux possédants.

— La théorie de lutte des classes réapparaît vigoureusement dans le discours du PCF. Qu'est-ce qui vous distingue de lui aujourd'hui ?

— Le passé et l'avenir. D'ailleurs, je ne suis pas sûre que Lajoinie veuille parler au nom des travailleurs et qu'il évoque, autant que moi, la lutte des classes. Dans le passé, quand le PCF était au gouvernement, il aurait été bien inspiré de tenir un langage de lutte des classes plutôt que d'y rester, alors que le PS bloquait les salaires, autorisait les licenciements chez l'abbé et démolait les premiers coups contre la protection sociale avec le forfait hospitalier. Les électeurs qui voudraient justement que le PCF garde ce ton radical social, au lieu de l'organe des postes au gouvernement, devraient le lui dire en votant Laguiller. Ce serait un bon moyen de pression sur la direction.

— Mais la direction du PCF fait remarquer que ses quatre ministres ne pourraient pas « passer » sur les décisions ?

— Justement, s'ils ne pouvaient pas, ils n'avaient qu'à partir dès les premières mesures anti-ouvrières.

— Elle dit qu'elle s'est opposée à ces mesures qui se laissent du visage du PS.

— Ils mentent. Ils n'ont pas bougé. Ils sont restés cramponnés à leurs fauteuils de ministres. Le PCF a revoté la confiance au gouvernement Mauroy.

— En 1981, vous aviez appelé, sans illusion, à voter Mitterrand au second tour. Vous n'avez pas plus d'illusions aujourd'hui, et pourtant vous ne donnez plus de consigne de vote. Pourquoi ?

— L'expérience de gauche a coûté plus cher aux travailleurs qu'elle ne leur a rapporté. Et la droite a poursuivi sur cette lancée. Vraiment, le PS et le PCF ont déconsidéré les idées de gauche. Ils n'ont même pas essayé de les appliquer, c'est à dire

qu'ils n'ont même pas essayé de s'attaquer aux privilèges du patronat. Ils ont fait un petit impôt sur la fortune. Il sera d'ailleurs peut-être réduit, ce n'est pas important, à titre d'assurance contre la colère des ouvriers et des chômeurs.

« Que ce soit Mitterrand, Chirac ou Barre, tous tiennent aujourd'hui le même langage : les entreprises doivent faire du profit pour investir et créer des emplois. Les bras n'en tombent. C'est le discours tenu pendant toute la période de la gauche au pouvoir. Et quelles mesures concrètes ont-elles prises pour que le patronat investisse ? Aucune ! Ils ont décidé des mesures coercitives contre les travailleurs. Certains ont peut-être encore des illusions. Pas moi ! L'expérience, je ne la refais pas une seconde fois avec eux. Les travailleurs n'ont rien à faire dans cette élection au deuxième tour. Je ne me déplace pas.

« Il faut que les travailleurs soient conscients, enfin, que c'est seulement par leurs luttes, leurs grèves et leurs manifestations qu'ils ont du pouvoir. Le bon exemple est aujourd'hui, celui des grévistes de la SNECMA, qui comptent sur leurs propres forces et n'ont aucune illusion sur le bulletin de vote. »

Propos recueillis par OLIVIER RIFFAUD et MICHEL KALMAN.

### La campagne officielle à la radio et à la télévision

LUNDI 18 AVRIL

A 2, 19 heures-19 h 30 : M<sup>me</sup> Mitterrand, Boussel.

FR 3, à partir de 22 h 15 : M<sup>me</sup> Mitterrand, Boussel (rediffusion).

France-Inter, 20 heures-20 h 30 : M<sup>me</sup> Laguiller, M. Chirac.

MARTI 19 AVRIL

FR 3, 7 h 30-8 heures : M<sup>me</sup> Mitterrand, Boussel (rediffusion).

A 2, 9 heures-9 h 45 : M<sup>me</sup> Juquin, Chirac, Le Pen (rediffusion), 13 h 30-14 heures : M<sup>me</sup> Laguiller, M. Lajoinie.

FR 3, 17 heures-17 h 30 : M<sup>me</sup> Laguiller, M. Lajoinie (rediffusion).

A 2, 19 heures-19 h 30 : M<sup>me</sup> Barre, Wacziarg.

FR 3, à partir de 22 h 15 : M<sup>me</sup> Barre, Wacziarg (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 heures : M<sup>me</sup> Le Pen, Boussel, 20 heures-20 h 30 : M<sup>me</sup> Lajoinie, Mitterrand.

### Une habituée des combats électoraux

Née le 18 mars 1940 aux Lilas (Seine-Saint-Denis), M<sup>me</sup> Arlette Laguiller est employée au Crédit lyonnais à Paris, où elle a milité au sein de la CGT, puis de FO. Depuis 1980, M<sup>me</sup> Laguiller est militante trotskiste à Voix ouvrière, organisation devenue Lutte ouvrière (LO) après les événements de mai-juin 1968.

M<sup>me</sup> Laguiller est une habituée des combats électoraux. Candidate aux municipales de 1971 sur une liste Paris aux travailleurs, elle s'est aussi présentée aux législatives de mars 1973 dans la 28<sup>e</sup> circonscription de la capitale (18<sup>e</sup> arrondissement), où elle a obtenu 2,47 % des suffrages exprimés.

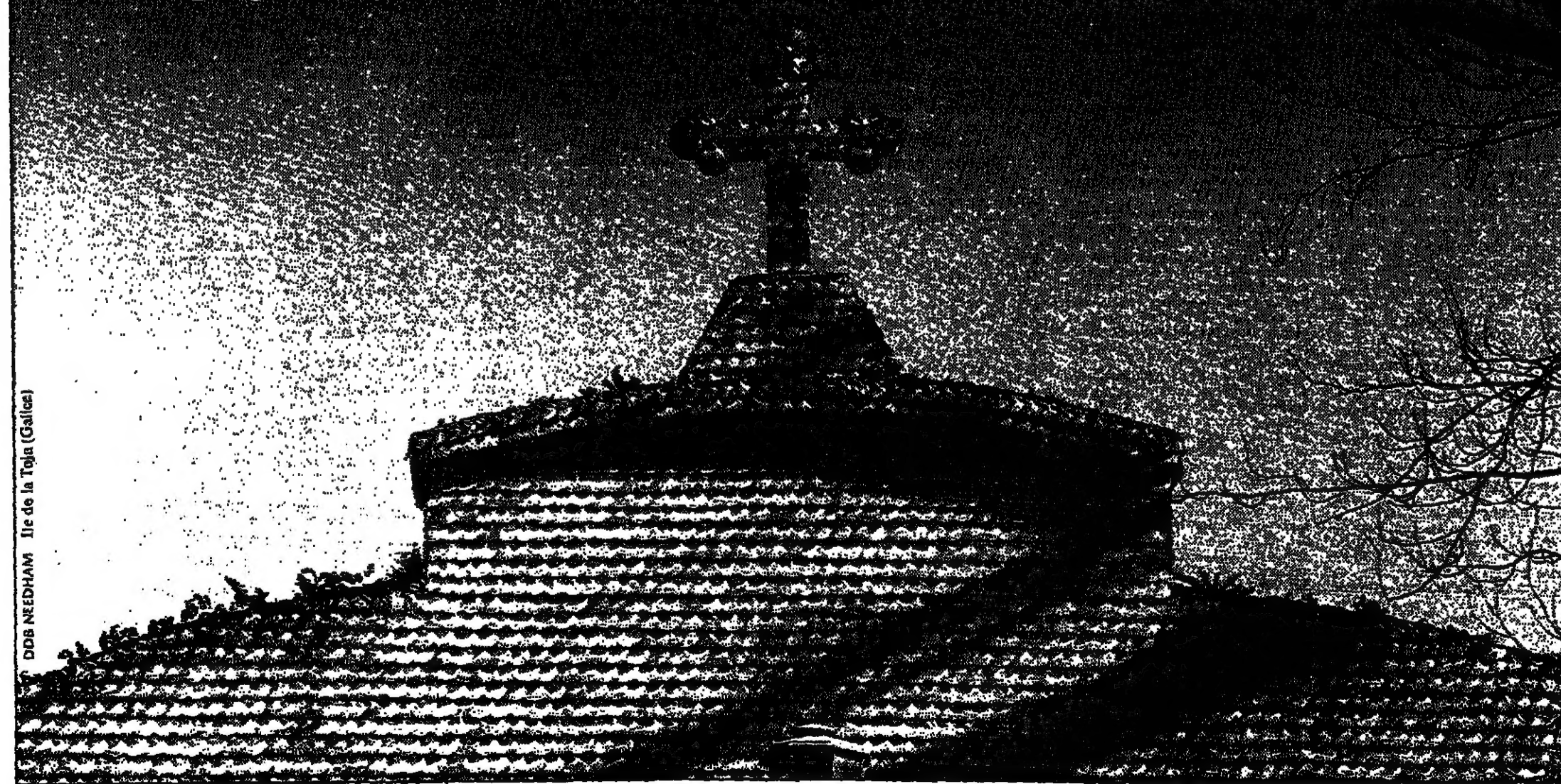
« Sa percée » médiatique remonte à l'élection présidentielle de 1974 : elle obtient 2,33 % des suffrages au premier tour. Son score sera sensiblement le même en 1981 (2,30 %). C'est aux élections municipales de 1977 que LO, associée à l'organisation communiste des travailleurs, obtient ses plus grands succès : les listes communes, présentes dans vingt-cinq villes de plus de trente mille habitants, approchent, atteignent ou dépassent les 10 % à Montbéliard, Valenciennes et Orléans. Aux élections européennes de 1979, une liste commune LO-Ligue communiste révolutionnaire a recueilli 3,08 % des suffrages et, à celles de 1984, la liste LO a rassemblé 2,06 % des voix.



l'électorat de Le Pen est constitué par les petits bourgeois, l'extrême droite traditionnelle et d'anciens électeurs de l'UDF et du RPR. On sent, c'est vrai, que des travailleurs et des chômeurs veulent voter Le Pen par une forme de protestation, de censure, y compris contre le PCF et le PS. Les sondages disent bien qu'une grande partie de l'électorat de Le Pen se rapporte sur Mitterrand au second tour. Il y a donc cette volonté de sanctionner au premier tour, mais les travailleurs peuvent émettre un vote de censure en restant dans le camp des travailleurs.

« Ils ne doivent pas mélangier leurs voix avec celles des nostalgiques du pétainisme, des cléricaux intégristes et des racistes qui sont tous des ennemis fondamentaux des travailleurs. Si Le Pen faisait beaucoup de voix, cela péserait dans un sens réactionnaire comme cela pèse déjà sur la campagne : Chirac dit qu'il peut comprendre le racisme, et Mitterrand dit qu'il est personnellement pour le droit de vote des immigrés mais que la société française n'y est pas favorable. Plus de voix pour Le Pen, c'est une nouvelle aggravation des conditions de vie de la classe

En Espagne, quand on veut écouter la mer, on entend les cloches.



DBS NEDHAM Ile de la Toja (Galice)

### L'Espagne n'est pas un lieu commun.

Décidément, l'Espagne n'est pas un pays ordinaire. Vous le découvrirez sur la route de St-Jacques-de-Compostelle où convergent depuis le onzième siècle les peuples européens les plus divers.

Franchissez les portes de la « Jérusalem de l'Occident » et contemplez cette ville où l'art est toujours lié à la religion.

Venez et vous verrez qu'à St-Jacques-de-Compostelle, quand on colle son oreille contre un coquillage, on n'entend pas forcément la mer. Pour tous renseignements, contactez l'Office National Espagnol du Tourisme : 43 ter, avenue Pierre-1<sup>er</sup>.

de Serbie - 75381 Paris Cedex 08. L'Espagne. Tout sous le soleil.





## La mutinerie de la prison d'Ensisheim

### Vingt et une heures de violences

COLMAR  
de notre correspondant

Un peu plus de vingt et une heures après le début de leur mutinerie les détenus de la centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin) se sont tous rendus. Ils ont été momentanément évacués pour permettre la remise en état d'une centaine de cellules qu'ils ont rasées à la nuit. Leurs deux otages ont été libérés sans et sans et remis aux gendarmes du GIGN par les cinq meneurs, les derniers à quitter l'établissement pénitentiaire.

Le bilan est lourd : une dizaine de blessés dont plusieurs sont toujours hospitalisés parmi lesquels un gardien, des locaux saisis par un incendie. Seule une partie du bâtiment abritant l'administration et la maison de détention ont été épargnées. Cette situation amène déjà une question : faudra-t-il raser les bâtiments ruinés, pour reconstruire du neuf ?

L'origine de cette mutinerie remonte au 6 avril lorsque des ouvriers travaillant sur la voie publique émettent une tentative d'évasion. Ayant entendu des bruits sourds, ils alertèrent la direction de la centrale. On constata que des détenus avaient creusé une galerie qui devait leur mener jusqu'à la chapelle protestante qui jouxte les autres bâtiments de la centrale, ensemble immobilier qui, collé à sa création au seizième siècle, fut ensuite pénitencier, hôpital, maladrerie, dépôt de mendicants avant de trouver son affectation définitive, par ordonnance royale, le 12 avril 1817.

Cette tentative d'évasion entraîna une fouille en règle des détenus et des cellules. Tout semblait être rentré dans l'ordre. Mais, samedi 16 avril vers 17 h 30, un groupe de détenus réussit à maîtriser un gardien et à lui arracher son trousseau. La révolte était lancée. Ce gardien, M. Raymond Moritz, blessé en se défendant, mourra néanmoins se

dégager et être conduit à l'hôpital de Guéville.

Très rapidement, le mouvement s'étend, et plusieurs dizaines de détenus investissent les ateliers, celui de la menuiserie notamment, auquel ils mettent le feu. Seize gardiens sont en poste à la centrale sur un effectif total de cent quatorze. L'un d'eux, Christian Paquet, arrivé à Ensisheim depuis un mois à peine et âgé de vingt-deux ans, manque à l'appel. Il a été pris en otage de même que Sœur Françoise, une franciscaine de Mulhouse venue comme chaque deuxième samedi apporter son concours de vieillesse. Ils quitteront la prison dimanche, peu après 14 heures, après vingt et une heures de séquestration, isolés chacun dans une cellule. Ils n'ont pas été maltraités, les meneurs avaient prévu ceux qui les gardaient qu'ils seraient tués s'ils touchaient à un cheveu des otages.

« Ne vous énervez pas »

Trois autres hommes, policiers d'abord, puis gendarmes mobiles, ainsi qu'une centaine de pompiers, venus de la quasi-totalité des centres d'intervention du Haut-Rhin, se retrouvent à pied d'œuvre dans les rues longeant les murs de la centrale, la rue de la 1<sup>re</sup> Armée et la rue... de la Liberté notamment. Les forces de l'ordre mirent en place un cordon de sécurité, bloquant les entrées de la ville et empêchant les centaines de badauds d'approcher l'enceinte au risque de se voir atteindre par des jets de tuiles. Des mutins en effet apparaissent de temps en temps sur un toit, d'où l'un d'eux lança : « Ne vous énervez pas, nous détenus des otages ».

L'incendie à l'intérieur de la prison prenait de l'ampleur. L'auto-commutateur du central téléphonique sautait. Un nuage épais s'élevait au-dessus des bâtiments. Les mutins avaient cependant eu le temps, avant la mise hors service du central, de téléphoner à l'Agence France Presse à Paris pour demander la venue de deux avocats et une intervention en direct dans une émission de radio.

« Pour que l'on sache »

M. Jean-Yves Lienard, du barreau de Versailles, et Olivier Metzner, de celui de Paris rallièrent donc Ensisheim dans la nuit en voiture. Ils avaient été précédés par un groupe du GIGN sous les ordres du capitaine Legorjus. A 6 h 20 les avocats franchirent le lourd portail de la centrale en compagnie de deux journalistes, Robert Koch, correspondant départemental de l'AFP et Véronique Pellerin, reporter à Radio France Alsace, dont les mutins avaient exigé la présence. Ils rejoignirent les négociateurs déjà sur les lieux : le préfet du Haut-Rhin, M. Claude Guizard et le procureur de la République de Colmar, M. Olivier Roman.

Il se rassemblait à 9 h 40 pour expliquer les positions des mutins, positions présentées par cinq d'entre eux considérés comme les meneurs : « Leurs revendications », dira M. Lienard, touchent le fond. C'est le désespoir total. Ceux qui nous avons eu affaire veulent qu'à l'extérieur l'on sache que la majorité des hommes incarcérés à Ensisheim à des peines de très longue durée n'espèrent plus, que

les grâces et les remissions de peines demandées n'arrivent pas, qu'on n'y répond même pas. Que l'on sache aussi que les QHS (quartiers de haute sécurité) et les quartiers d'isolement existent toujours. Et M. Metzner de citer tel détenu qui n'a depuis des mois pas le droit de parler à personne d'autre qu'à ses gardiens, de tel autre qui, depuis deux ans, se trouve isolé, y compris lors des promenades. Que l'on sache enfin pour éviter que d'autres violences n'éclatent ailleurs dans d'autres prisons de France ».

Les avocats, qui ont défendu plusieurs des détenus emprisonnés à Ensisheim, ont fait part aussi des critiques émises par les représentants des mutins : « la lourde emprise de l'administration pénitentiaire » sur la population carcérale qui ne dispose d'aucun moyen pour prouver son « son innocence » dans des faits qu'on leur reproche à l'intérieur de la centrale : « Ils ne veulent plus être des balles de ping-pong, subir, toujours subir... ».

Bien que les deux avocats parisiens aient nié leur présence à Ensisheim, on aura confirmation que parmi les deux cent soixante-dix détenus figurent : Joseph Thomas, l'assassin de trois caissières d'un super-marché de Béziers en 1979 et auteur d'un autre triple meurtre dans le Var et Patrick Henry, l'assassin du petit Philippe Bertrand, huit ans, en 1976, condamnés tous deux à la réclusion à perpétuité. Mais on n'a pas manqué de relever aussi que se trouvaient à Ensisheim des détenus transférés l'automne dernier après la mutinerie à Saint-Maur, dans l'Indre.

Pour les deux avocats il s'agit de « négocier une reddition honorable ». « La réponse apportant aux mutins », déclare peu après à sa sortie le préfet du Haut-Rhin, ajoutant en citant le procureur de la République : « Il sera tenu compte des conditions de leur reddition dans l'appréciation de leur situation à venir ».

De fait, le processus de reddition devait être entamé en fin de matinée après que les cinq meneurs eurent fait connaître aux autres mutins la teneur de leurs discussions avec les autorités, les avocats et les journalistes.

Finalement, dimanche 17 avril à 11 h 30, les premiers mutins quittent la centrale à bord d'un car de la gendarmerie mobile, les autres mutins par groupes de dix à quinze suivent dans des cars toutes vitres occultées par des rideaux. Ils sont ainsi conduits au gymnase communal en attendant de regagner leur cellule pour la nuit dans des locaux fortement saisis au cours de la mutinerie : planchers et plafonds éventrés, murs abîmés, mobilier détruit.

BERNARD LEDERER

## Révoltes et « révolution pénitentiaire »

(Suite de la première page.)

Suffit-il comme les personnels de direction du même syndicat FO, de demander « qu'on confie enfin pour le bien de l'Etat, du service et de la sécurité publique la charge totale de l'administration pénitentiaire aux fonctionnaires qui la servent » ? Suffit-il de proclamer son autosatisfaction comme le fait aujourd'hui M. Alain Chalandon en se félicitant de la « révolution pénitentiaire » qu'il a entamée en décrochant les crédits nécessaires à la création de quinze mille nouvelles places de prison ?

M. Jacques Viallet, secrétaire général du Syndicat FO des surveillants, n'est pas dupe : « Au train où vont les choses, dit-il, il y aura trente prisons brûlées avant que les trente nouvelles aient été mises en service. Cela va coûter cher aux contribuables ». Évalué à plus de 100 millions de francs, les dégâts commis par des détenus sous M. Chalandon se montent, en effet, à déjà plus de la moitié du coût des grandes révoltes de 1974... Et c'est, bien sûr, le plus mauvais effet, surtout en période électorale. Mais qu'importe, les entreprises privées choisies pour réaliser le programme Chalandon s'apprêtent à donner leur premier coup de pioche : le nombre des détenus culmine à plus de cinquante mille, la politique pénitentiaire brille par une totale absence, à Ensisheim, tout s'est embrasé, les têtes et les cellules.

La routine

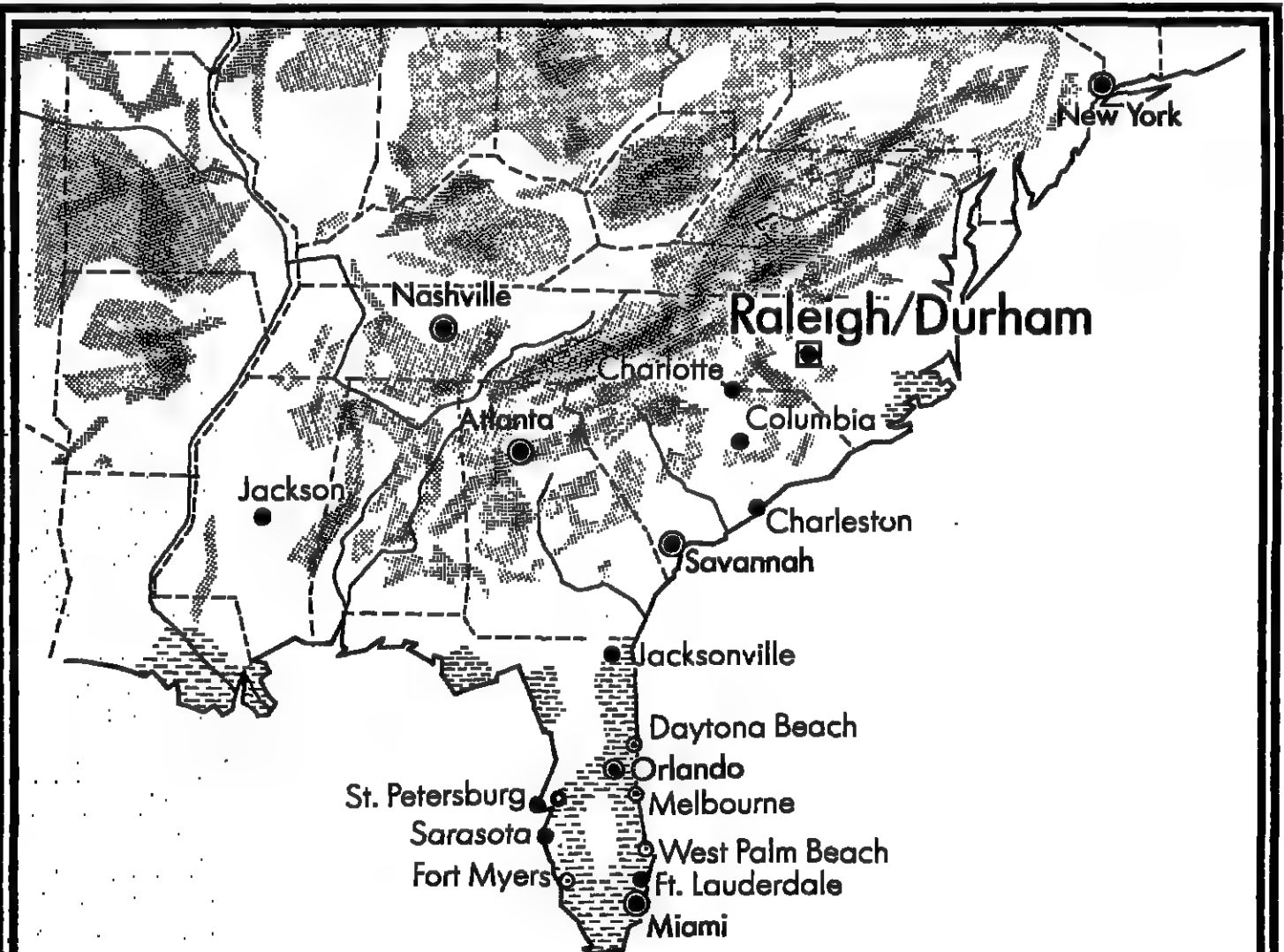
Ce nouvel avènement une nouvelle fois ne sera pas entendu par un ministre de la justice qui s'apprête à passer la main. Confusément, alors qu'il coudait des comptes se réglant, les détenus ont dénoncé leurs conditions de détention, l'isolement, le retour selon eux déguisé des QHS. Ils ont exigé qu'on informe l'extérieur sur ce qui se passe en prison, et il n'est pas indifférent que leur premier coup de téléphone ait été pour l'Agence France Presse. De même ont-ils exigé que deux journa-

listes assistent aux négociations avec les forces de l'ordre. Ivres de rage, puis d'alcool, dans une prison brûlante, ils avaient du mal à s'expliquer, ces longues peines, ces sans espoir dont certains, transférés depuis la mutinerie de Saint-Maur, connaissent bien déjà la routine des révoltes pénitentiaires. « Ce que nous voulons, c'est l'espérance », « On souffre moins en étant mort qu'en vivant ici », « Puisqu'on libère un Gorjafi, puisqu'un Chaumet est libre, puisque Droit peut révoquer son juge, nous voulons un engagement précis et chiffré des condamnations qui nous attendent », ont-ils fini par dire aux journalistes, à bout de révolte, enfermés dans leur flamboie de violence sans issue. Et c'est cela qu'ils ont fini par demander : « la libération, comme des hommes par contre des bêtes » avec l'autorisation d'emporter un baluchon.

Il n'y aurait pas eu « ce consensus de la part des autorités », assure-t-on au ministère de la justice. Ce dont beaucoup, témoins et membres de l'administration pénitentiaire, doutent ouvertement. Si certains des « meneurs » et des plus violents ont été placés en garde à vue, il semble bien que les détenus aient obtenu de ne pas être poursuivis pour les actes de violence - et notamment la double prise d'otage - qu'ils ont commis. On imagine sans peine le colère et les critiques des personnels pénitentiaires - déjà échaudés ces derniers mois par les Baumettes, Saint-Maur et Besançon - face aux longues peines qui savent bien que l'heure n'est plus aux conditionsnelles, aux commutations de peine et aux permissions de sortir.

Lorsqu'elle est enfin sortie de la centrale, à la dernière navette, l'un des deux otages, sœur Françoise, a simplement dit : « Dieu que ce soleil est agréable ». Après la fournée de la révolte, sonnés, les mutins, eux aussi, brièvement, y ont goûté.

AGATHE LOGEART.



## LE 27 MAI, PARIS SE RAPPROCHE DU SUD-EST DES USA, ET ÇA N'A RIEN A VOIR AVEC LA DÉRIVE DES CONTINENTS.

Le 27 mai 1988, American Airlines ouvre un vol quotidien et sans escale entre Paris-Orly et Raleigh/Durham.

C'est-à-dire qu'à partir du 27 mai, American Airlines vous permet de gagner le Sud-Est des États-Unis plus facilement que vous ne l'avez jamais fait.

A partir de Raleigh/Durham, nous assurons 147 vols par jour vers 56 destinations (certaines correspondances étant desservies avec notre partenaire American Eagle). Et si c'est la Floride qui vous tente plus particulièrement, nous y desservons 11 villes, dont Orlando, le fief du "Disneyworld".

A Raleigh/Durham, les formalités ne sont plus

un problème. Nous y avons notre propre terminal et vous serez les seuls passagers transatlantiques à y atterrir.

Alors, si vous allez dans le Sud-Est des États-Unis, passez par Raleigh/Durham.

Réervations et informations : Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22.



**American Airlines**

DDB NEEDHAM

**TUNISIE : 2 390 F.\***



C'est le prix d'une semaine en pension complète (Paris/Paris) dans un délicieux hôtel... au bord de la Méditerranée à Hammamet : Hôtel - CLUB DES COLOMBES. Dans le catalogue Rev Méditerranée 112 pages, vous trouverez également de nombreuses propositions pour de merveilleux séjours ou circuits en Tunisie. 5 jours Paris/Paris de 2160 F à 5830 F. \*Prix valable pour les départs des 204 - 274 - 4/5.

**Rev Vacances**

DES SOUVENIRS COMME ON EN REVE.

Pour d'autres informations, consultez votre Agence de Voyage ou le catalogue Rev Méditerranée.

COUPON À ENVOYER À REV VACANCES, 52, RUE DE BARRAS - 75005 PARIS

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

JE VOUS ENVOIE DE MOUVEMENT, SANS ENGAGEMENT, VOTRE CATALOGUE REV MEDITERRANEE

هكذا من الاجل



Société

Oubliées par la loi, négligées par l'administration

Les victimes se rebiffent

Malgré la multiplication des lois et des institutions protégeant les citoyens contre tous les risques imaginables, des milliers de malchanceux se retrouvent chaque année sans défense et sans recours. Ces laissés-pour-compte de la « société sans risque » demandent aujourd'hui à bénéficier de la solidarité nationale.

Si son aventure n'était pas aussi tragique, M. Michel Voisin, artisan-entrepreneur de quarante ans, pourrait être surnommé « monsieur la Poisse ». Il y a dix ans, il tombe d'un toit, en Haute-Saône, et s'en tire avec deux poignets fracturés et une plaie béante. Transporté à l'hôpital, mal soigné, atteint de gangrène, il y laisse un bras. Désormais infirme, ce père de deux enfants obtient, après cinq années de procédure et d'expertise, 500 000 F de dommages et intérêts. Or, en 1986, estimant que l'hôpital n'a pas commis de faute grave, le Conseil d'Etat condamne M. Voisin à rembourser 650 000 F : capital, intérêts et frais d'expertise. Au secours de l'ancien maçon, manchot, ruiné et désespéré, violent avocat, association de défense, médiateur et même conseiller de l'Elysée. Peine perdue : la décision est sans appel. Il faut une émission de télévision trinitruante pour faire reculer les créanciers. L'affaire n'est pas définitivement réglée.

Elle est doublement choquante. Non seulement des institutions chargées de protéger le citoyen n'ont pas rempli leur rôle, mais elles l'ont écrasé et transformé en victime absolue. Antidote, l'artisan français aurait sans doute courbé l'échine et se serait réfugié sous l'aile d'une institution charitable. Les mœurs ont changé. Dans quelques semaines, son cas sera évoqué par les membres de la Société mondiale de victimologie (1) qui tiendra son quatrième congrès en Italie.

Partout, et notamment dans les pays industrialisés, les écolopes de la société se rebiffent, qu'ils soient victimes de la délinquance, d'accidents, de catastrophes naturelles ou de dysfonctionnement administratif. Ceux qui sont malencontreusement passés à travers les mailles du filet protecteur tissé par les pouvoirs publics et les compagnies d'assurances veulent, tout de même, obtenir réparation. Leur révolte, qui s'affirme d'année en année, est d'une telle ampleur qu'elle a donné naissance à une nouvelle discipline : la victimologie. On peut en suivre les cours chaque été à Dubrovnik, en Yougoslavie.

Les étudiants y apprennent, entre autres, que les Français comptent parmi les citoyens les mieux protégés du monde. Depuis vingt ans, sous la pression de l'opinion publique, nos législateurs ont adopté une série de textes qui tentent de garantir à chacun contre tous les risques imaginables.

Entre les mains du médiateur

Un Tchernozyli français ? En vertu d'une loi de 1968, les irradiés seraient automatiquement indemnisés, par EDF d'abord à concurrence de 50 millions de francs, puis par l'Etat jusqu'à 300 millions de francs de dégâts, ensuite, si ce n'est pas suffisant, par une quinzaine d'Etats européens co-signataires d'un accord d'assistance mutuelle.

Tout aussi difficile est la situation de ceux qui ont été écopés d'un mauvais sort lors d'une manifestation. Les jeunes gens qui ont été atteints au visage par des grenades lancées à tir

En cas de catastrophe naturelle (tempête, inondation, tremblement de terre, glissement de terrain, avalanche) un texte voté en 1982 prévoit que ceux qui se trouvent dans la zone déclarée sinistrée et qui ont souscrit une assurance pour leurs biens sont indemnisés quelle que soit l'étendue des dommages.

Lorsqu'un citoyen est victime de la pègre, dans sa chair et parfois même dans ses biens, il a droit, depuis le vote d'une loi de 1977, plusieurs fois étendue et perfectionnée, à un dédommagement financier. Pour ce faire, des bureaux d'accueil et des commissions d'indemnisation fonctionnent dans chaque département. En 1986, les commissions ont attribué à environ six cents plaignants une somme totale de 42 millions de francs. La vague de terrorisme qui a frappé la France ces dernières années a entraîné la création, en 1986, par voie législative, d'un fonds de garantie pour les victimes d'attentats. Doté actuellement de 450 millions de francs, il permettra d'indemniser la plupart des quatre cents soixante-dix personnes qui ont été défigurées et aveuglées.

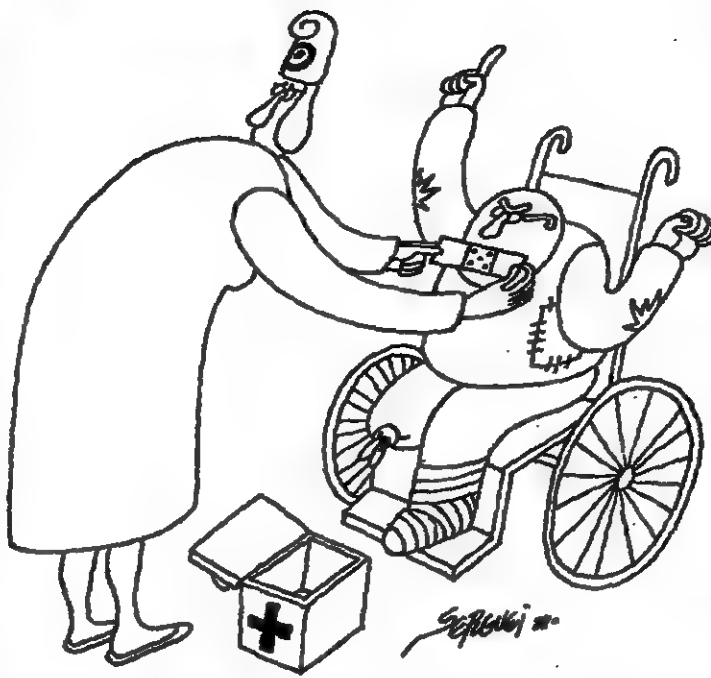
Sur le front des accidents de la circulation, la couverture des risques a atteint un record - 23 millions de personnes sont assurées - et un fonds de garantie a été instauré en 1985. Pour réparer les dommages corporels et matériels, les compagnies ont versé l'an dernier 50 milliards de francs.

A ceux qui se plaignent de l'administration, et qui ont épuisé tous les recours légaux, la loi a offert depuis quinze ans un médiateur (2). Ce redresseur de torts - actuellement M. Paul Legatte - dispose d'un budget de 11 millions de francs, de soixante adjoints et de cent délégués départementaux. Il s'est penché l'an dernier sur le cas de trois mille trois cents victimes, dont un millier environ ont obtenu gain de cause. Enfin, plus d'une centaine d'associations s'activent sur l'ensemble du territoire pour défendre l'équité lorsque celle-ci est manifestement bafouée (3).

Kafka et Courteline

Pourtant, ce dispositif protecteur - le plus efficace que la France ait jamais connu - laisse encore « à découvert » des milliers de malchanceux. Exemple : bon au mal au, plusieurs dizaines de conducteurs sont tués ou blessés parce qu'un sanglier en maraude, un rocher éboulé ou un arbre renversé par le vent, a surgi devant leur capot. S'ils n'ont pas souscrit une assurance individuelle spéciale, ils sont sans recours alors que leurs passagers sont couverts par le fonds de garantie. Etrange lacune, reconnue par tout le monde, que seule une loi - proposée par le médiateur - pourrait combler. Selon M. Paul Legatte, le même texte devrait d'ailleurs garantir enfin les victimes des bavures médicales subies dans les hôpitaux publics. Si ces personnes veulent obtenir réparation, elles doivent démontrer qu'il y a eu faute grave, ce qui, compte tenu des moyens médicaux, est fort ardu. Michel Voisin en sait quelque chose.

Tout aussi difficile est la situation de ceux qui ont été écopés d'un mauvais sort lors d'une manifestation. Les jeunes gens qui ont été atteints au visage par des grenades lancées à tir



tendu - un mépris des règlements - lors du rassemblement étudiant de décembre 1986, atterrant toujours les conclusions de l'inspection. Même s'ils obtiennent la condamnation des policiers fautifs, il leur faudra des années avant d'être indemnisés pour les blessures qui les ont défigurés et aveuglés.

Après l'ouragan qui a balayé la Bretagne, en octobre 1987, on avait assuré les sinistrés qu'ils bénéficieraient de la solidarité nationale prévue par la loi. Or on s'est aperçu depuis que les « oubliés » se comptent par centaines. Ceux dont les vérandas, les arbres de jardin, les plantations et les toitures de famille ont été renversés, n'ont pas droit à une somme. De toute manière, si elles n'ont pas souscrit une assurance individuelle accident - ce qui est rare - les victimes atteintes corporellement par une calamité naturelle n'ont que les yeux pour pleurer.

Astro système fort imparfait, celui qui protège les victimes de la criminalité. Lorsque la justice retrouve l'agresseur et le condamne, celui-ci devient le plus souvent insolvable puisqu'il est en prison. Huit ans après avoir été violée par des voyous, une jeune femme se démeut encore pour toucher les 36 500 F de dommages et intérêts que lui a accordés le tribunal. Elle en est à la... cent quatre-vingt-dix-septième démarche de son calvaire juridico-administratif.

Il paraît encore préférable que le coupable ne soit jamais retrouvé. On peut alors faire appel aux commissions d'indemnisation, à condition qu'on ait subi des blessures ayant entraîné plus d'un mois d'incapacité de travail ou une infirmité permanente. Mais, selon M. Thierry Froment, juge d'instruction, les commissions rendent des décisions fort contradictoires, souvent timorées et elles ignorent systématiquement le préjudice moral.

Ce quinquagénaire marseillais sauvagement agressé par un malfaite - il y a perdu un œil, sa situation est précaire - avait obtenu du tribunal 218 000 F de dommages et intérêts. En vain, le mauvais garçon était incapable de payer. Quatre ans plus tard, une commission d'indemnisation lui octroie 100 000 F. Il est tiré d'affaire, mais pourquoi deux poids et deux mesures ? Plus grave sans doute, les deux tiers des plaignants n'obtiennent rien.

Le rapport 1987 du médiateur est, une fois de plus, farci d'exemples navrants où Kafka le dispute à Courteline. Témoin cet honorable commerçant alimoté arrêté sans explication, expédié à la Santé, à Paris, puis relâché sur le pavé sans un sou vaillant, au bout de cinq jours de cellule. Les gendarmes s'étaient trompés, mais l'innocent n'a pas obtenu la moindre réparation.

Témoin encore ce laborantin du ministère de la défense atteint de troubles nerveux chroniques pour avoir manipulé du mercure pendant des années. Il a fallu de pressantes démarches du médiateur pour lui faire obtenir une misérable indemnité de 43 000 F pour solde de tout compte. « Je mesure les limites de mon pouvoir », soupire M. Legatte. C'est pourquoi je ne bats aussi, comme mes prédécesseurs, pour faire réformer les proc-

Plus d'une tonne de cocaine saisie aux Etats-Unis. - Les douanes américaines ont annoncé, vendredi 15 avril, avoir saisi à Port-Eugénie (Floride) plus d'une tonne de cocaine dissimulée dans le paillasson d'une voiture. La cocaine provenait d'Espagne. La carapace a été mise sous surveillance, et deux hommes qui déchargeaient des conteneurs en matière plastique renfermant les produits ont été arrêtés et inculpés d'importation illégale de stupéfiants. - (AFP.)

J.-M. L.

France-terre d'asile en assemblée générale

Des juristes contestent les restrictions au statut de réfugié politique

« Le droit d'asile implique qu'il (les réfugiés transiens) se taisent. » (Le Monde du 16 janvier). En proposant ces mots quelques semaines après l'expulsion des Moudjahidines du peuple vers le Gabon en décembre dernier, M. Jacques Chirac ne prenait-il pas quelques libertés avec le droit ? C'est ce qu'on tentait de montrer, le samedi 16 avril, les juristes de l'Association France-terre d'asile réunis à Paris à l'occasion de leur assemblée générale annuelle. Cette rencontre n'était-elle pas l'occasion de redresser quelques malentendus récents au sujet du droit d'asile ?

« La prétendue neutralité politique des réfugiés n'est pas prévue par la loi », a souligné François Julien-Laferrère, le vice-président de l'association. Le gouvernement ne peut donc restreindre leur liberté d'expression. Tout ce qu'il peut faire, c'est d'exiger que cette expression ne trouble pas l'ordre public français. Et de citer la convention de Genève de 1951 qui se contente d'imposer aux réfugiés de se conformer aux lois et règlements du pays d'accueil et la jurisprudence de la commission des recours et du Conseil d'Etat qui ont défendu avec constance le droit des réfugiés « à s'intéresser aux affaires politiques ». (1) Nulle trace dans ces textes d'une quelconque « obligation de réserve ».

Autre mise au point : le problème de l'expulsion des réfugiés politiques reconnus. La procédure de l'urgence absolue utilisée contre les Iraniens mais aussi, à maintes reprises, contre les réfugiés basques esp-

gnols est-elle conforme à la convention de Genève ? « Sauf en cas de « raison impérieuse de sécurité nationale », notion qui ne recouvre pas la « menace pour l'ordre public d'une particulière gravité » (l'urgence absolue), le réfugié doit pouvoir présenter sa défense et présenter ses recours », a poursuivi François Julien-Laferrère. Pourtant, le Conseil d'Etat a estimé, en 1977, que, dans le cas de l'urgence absolue, une procédure contradictoire ne s'imposait pas. Cet arrêt ne paraît pas conforme à la convention.

Certes, les réfugiés ont le droit de présenter un recours suspensif auprès de la commission des recours. Mais cette instance se borne à émettre un avis qui ne lie pas le ministre de l'Intérieur.

La notion de persécution

Des glissements subtils apparaissent dans la jurisprudence de la commission des recours concernant la reconnaissance du statut de réfugié. Ces dernières années, cette instance chargée d'examiner les recours des demandeurs fondés par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) a fait preuve d'une sévérité croissante. La convention de Genève s'était pourtant montrée souple en définissant le réfugié comme une personne « craignant, avec raison, d'être persécutée ». Mais qu'est-ce qu'une « persécution » ? Une blessure ? Une violence ? Une atteinte à la vie professionnelle ? Les juges français ont été confrontés au problème des « persécutions » par Frédéric Théobald, qui vient de publier la deuxième édition de son livre La Protection des réfugiés (2) et il y a placé à un haut niveau de gravité. Implicite, au fil de ces définitions, il a donc écarté du statut les personnes qui ne peuvent faire état d'actes graves.

Il en est allé de même pour la date des persécutions. Alors que la commission admettait, il y a encore dix ans, des faits lointains, elle justifie parfois aujourd'hui ses refus en invoquant une trop grande « ancienneté » des persécutions.

Plus sévères encore apparaissent désormais les exigences en matière de preuves. Aux termes de la convention, rien n'oblige le demandeur à faire état des persécutions subies avant son départ du pays d'origine. Il suffit qu'il les « craigne avec raison » en cas de retour. Pourtant, la commission se satisfait de moins en moins de ces simples déclarations et exige souvent les preuves matérielles de persécutions passées. « Dans ce cas, l'esprit de la convention de Genève n'est plus respecté, déclare Frédéric Théobald. Elle ne prévoit pas la nécessité de telles preuves. La jurisprudence s'est donc considérablement durcie et, du coup, elle a restreint la notion de réfugié ».

Pour le voir dans ces réflexions des rappels à l'ordre ? Sans doute. Mais il s'agit aussi d'être soupçonné de la finitude des persécutions et de la finitude du droit. « Rien n'est jamais acquis », rappelle Frédéric Théobald. Il s'agit donc de rester vigilants et de surveiller sans relâche le respect du droit d'asile.

ANNE CHEMIN

(1) Un avis du Conseil d'Etat du 4 avril 1968.  
(2) Frédéric Théobald, La Protection des réfugiés en France, Dunod, 1987, 198 p., 25 000 F.

SCIENCES

« Mort de l'archéologue Georges Mylonas. - L'archéologue grec Georges Mylonas est mort, le vendredi 15 avril à Athènes, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Né en 1898 à Izmir (Turquie), il fit ses études à Baltimore (Etats-Unis). Après avoir enseigné dans diverses universités américaines (1929-1939), il est devenu directeur, en 1940, du secteur archéologique et d'histoire de l'art, à l'université de Washington.

En 1957, Georges Mylonas a été nommé président de l'Institut archéologique américain et membre de l'Académie des lettres et des sciences des Etats-Unis.

Il laisse divers ouvrages parmi lesquels « Eleusis et les mystères d'Eleusis ».

Trois mille manifestants à Bastia

Répondant à l'appel de la coalition nationale Unité Nationaliste, plus de trois mille personnes ont défilé dans les rues de Bastia samedi 16 avril en fin d'après-midi.

La veille, onze des quatorze militants nationalistes interpellés mardi avaient été transférés à Paris pour y être présentés au juge d'instruction Gilles Ribié qui les a inculpés à des titres divers (Le Monde des 14 et 15-16 avril).

Le succès de la manifestation de samedi ne s'explique pas seulement par la personnalité des militants inculpés vendredi. La tension dans les milieux nationalistes était d'autant plus forte que plusieurs incidents ont opposé, au cours de la semaine, les nationalistes et les policiers. - (Corresp.)

Deux CRS agressés à Ajaccio

Un policier appartenant à la 11<sup>e</sup> CRS, et dont l'identité n'a pas été communiquée, a été agressé et frappé violemment par trois inconnus, alors qu'il regagnait en civil et à pied son cantonnement de La Parata, samedi soir 16 avril, après avoir été au restaurant. Le policier, victime d'un traumatisme crânien, a dû être hospitalisé. La veille, un autre CRS avait été victime à Ajaccio déjà, dans les mêmes conditions, d'une agression, sans être, lui, sérieusement atteint.

Par ailleurs, un attentat à l'explosif, non revendiqué, a été commis, dimanche 17 avril à 5 heures, contre la gendarmerie de Brando, à 10 kilomètres de Bastia. La charge déposée contre une fenêtre du bâtiment a provoqué des dégâts matériels assez importants.

Début d'incendie criminel à la synagogue de Montpellier. - Un incendie a été allumé par des inconnus contre le portail de la synagogue de Montpellier à l'aide d'un peu d'essence. Ce geste, qui n'a pas causé d'importants dégâts, a été accompagné, sur les murs du bâtiment de croix gammées et d'inscriptions antisémites appelant à « rassembler les forces ». La communauté juive de Montpellier, le maire de la ville, M. Georges Frêche (PS), et SOS-Racisme ont exprimé leur émotion dans des protestations qui relèvent que « cet acte n'est pas le fruit du hasard », que de telles violences « montrent le danger des discours qui veulent attiser le racisme sous toutes ses formes », ou encore que « l'on ne peut parler de « détail » sans réveiller les vieux démons ».

EN BREVE

Explosion criminelle contre l'étude d'un huissier parisien : deux blessés dans un état grave. - Une violente explosion, qui visait l'étude de M. Jean-Claude Thomazeau, huissier de justice, 62, rue Tiquetonne à Paris (2<sup>e</sup>), s'est produite, dimanche 17 avril vers 13 heures 30. Deux personnes, MM. François Lamotte, trente-huit ans, et Richard Bourgeois, vingt-cinq ans, qui se trouvaient dans l'escalier de l'immeuble, ont été grièvement blessés par cette déflagration. Ils étaient parvenus à s'échapper de la poignée de la porte de l'huissier, absent de son étude, deux sacs en plastique d'où s'échappait de la fumée.

Les Français et l'environnement. - Dans les préoccupations des Français, les attitudes à la nature, à l'environnement et aux paysages arrivent au deuxième rang (77 %) immédiatement après le chômage (88 %) et au même niveau que le logement. C'est ce qu'indique un sondage CSA réalisé en janvier auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus, et publié ce mois-ci par Sélection du Reader's Digest. Selon les Français, les menaces pesant sur l'environnement proviennent d'abord de l'emploi excessif de produits chimiques par les agriculteurs, des effluents liquides et gazeux lâchés par les industries et du sur-gazage des parcs.

Le carnal d'Auschwitz inquiète à nouveau les juifs de France. - A l'initiative du Mouvement juif libéral de France (M.J.L.F.), cent quatre-vingt-cinq personnes se sont rendues en pèlerinage, le dimanche 17 avril, à Auschwitz, parmi lesquelles une soixantaine de juifs orthodoxes, dont le grand rabbin de Paris, M. Alain Goldman. Une délégation conduite par le rabbin Fahri, président du M.J.L.F., s'est rendue au camp de concentration. Le bâtiment est en pleine réhabilitation alors que, à la suite de négociations entre des cordons européens et la communauté juive, le carnal devrait prochainement déménager. Les accords de Genève ne sont pas respectés, a déclaré le rabbin Fahri, qui est allé à l'archevêché de Cracovie exprimer son mécontentement.

L'AIOF se donne un nouveau président. - M. Guy Sormen, quarante-quatre ans, secrétaire-directeur des éditions Sormen, a été élu le 9 avril président de l'AIOF (Action internationale contre le faïen) en remplacement de M. Françoise Groux qui devient présidente d'honneur de l'association. M. Sormen était jusqu'à présent vice-président de l'AIOF.



## TENNIS : tournoi de Tokyo

## McEnroe se réveille au Japon

L'Américain John McEnroe, qui n'avait plus disputé de match officiel depuis son élimination, par Ivan Lendl, le 9 septembre 1987, en quarts de finale des Internationaux des États-Unis, a gagné, dimanche 17 avril, le tournoi de Tokyo en battant le Suédois Stefan Edberg (6-2, 6-2). C'est la première victoire de l'ancien numéro un mondial depuis le tournoi de Scottsdale, en octobre 1986. Celle-ci devrait permettre à « Big Mac » de remonter de la vingt-cinquième à la septième place du classement des joueurs professionnels. En attendant mieux ?

L'avant-dernière fois que John McEnroe avait fait les gros titres, c'était à l'occasion des seizièmes de finale des Internationaux des États-Unis. Confronté au bombardier yougoslave Slobodan Živojinović, il était devenu quasiment hystérique, couvrant d'injures l'arbitre. L'interprétation de ce comportement lui avait coûté 10 000 dollars d'amende et valait deux mois de suspension.

La dernière fois que John McEnroe avait fait parler de lui, c'était lors du tournoi sur invitation d'Anvers, en octobre 1987. Il avait profité de sa présence au « championnat des diamantaires » pour inviter les joueurs à partir en guerre contre le Conseil professionnel qui gère le circuit officiel. L'émotion provoquée par la violence de ses propos contre l'établissement technique devait retomber d'autant plus vite que des réformes du Grand Prix étaient aussitôt proposées aux joueurs. Bref, McEnroe avait dix sur dix à la rubrique faits divers, mais zéro pointé à la rubrique des résultats sportifs.

Le colosse allait bien au petit-fils d'émigrants irlandais trépassé au classement mondial. Son talent excusait beaucoup. Mais qu'étaient devenus son service, sa volée, sa précision, son anticipation, ces dons du ciel qui en avaient fait, au début des eighties, le magicien de la raquette ? Depuis qu'il avait été éliminé en quarts de finale des championnats de Wimbledon 1985 par le Sud-Africain Kevin Curren, McEnroe semblait avoir perdu ses moyens : pas, il paraissait avoir abîmé face à la génération montante des cœurs — Lendl et Becker — qui s'installaient sereinement, en tête du hiérarchie des courts.



La séducteur-déchaîné victorieux de McEnroe.

Comme il avait alors vingt-six ans, l'âge auquel Björn Borg avait renoncé, on parla de lassitude, d'usure du pouvoir. McEnroe, frappé à son tour par le syndrome du numéro 1 ? En fait, la carrière de New-Yorkais allait suivre le cours du dollar : à la baisse !

En janvier 1986, il se fait sortir par son compatriote Brad Gilbert au premier tour du Masters. C'est le fond d'une saison abyssale marquée par la perte de ses titres à Wimbledon et à Flushing Meadows. Il croise le tennis prometteur. Il vit sa vie avec Tatum O'Neal. Il reprend sa raquette sept mois après. Pour se faire éliminer au premier tour des Internationaux des États-Unis par son compatriote Paul Annacone. Et, en plus, il est « scratché » (éliminé) de double à cause d'un embouteillage. Sansut, McEnroe gagne à la fin les trois Internationaux auxquels il va participer fin 1986. Et 1987 ne commence pas trop mal : quatre finales. Hôles ! A Roland-Garros, il se blesse au dos : élimination au premier tour encore, obligation de renoncer à Wimbledon. Et, en septembre, à Flushing Meadows, Lendl l'extermine en quarts de finale.

Le début de nouvelles vacances ou commencement de retraite ? McEnroe est encore à l'arrêt : il doit purger une suspension de deux mois, puis signer une blessure au dos qui n'en finit pas de guérir. Sa rentrée, soigneusement prévue à Lyon, puis à Philadelphie, est repoussée à Tokyo.

Après ces sept nouveaux mois de congé, dans quelle condition pouvait apparaître le vingt-cinquième joueur mondial au public japonais mercredi 13 avril ? Le fantôme de l'ancien numéro un, en dépit de l'éclat nouveau d'un diamant fiché dans le lobe gauche ? A la surprise générale, McEnroe, qui est entraîné désormais par son ancien partenaire de double Peter Fleming, sort et se place bien. En quarts de finale, un frappeur japonais, Shuzo Matsuoka, classé 271<sup>e</sup> mondial, lui pose quelques problèmes. Incapable de servir le service du Nippon, il s'impose en remportant le tie-break en deux manches. La concentration et le rage de vaincre sont donc là à nouveau. Avec un excellent passing-shot de revers, de sacroché, McEnroe le règle encore contre Brad Gilbert en demi-finale. Et, dimanche, le Suédois Stefan Edberg, troisième mondial, ne peut pratiquement rien contre l'Américain, qui s'impose pour la première fois depuis dix-huit mois en quatre-vingt minutes. Une rentrée fracassante donc, une bonne raison de repartir de McEnroe, en comportement irréprochable à Tokyo.

Co deuxième come-back sera-t-il consacré par une levée dans le grand chelem, performance qu'il n'a plus réalisée depuis 1984 ? En tout cas, on ne saurait mieux dire que celui qu'il a vaincu à Tokyo : « Le retour de McEnroe est une bonne chose pour le tennis. »

ALAIN GIRAUDO.

## GOLF : Open de Cannes-Mougins

## Pitié pour « Seve »

Le Sud-Africain Mark McNulty a remporté, dimanche 17 avril, l'Open de Cannes-Mougins, doté de 2 millions de francs de prix. Avec une dernière carte de 66, c'est-à-dire à 6 en dessous du par, sur le tracé de 6 255 m du Country-club de Cannes-Mougins, McNulty terminait avec trois coups d'avance sur deux Américains, Joey Sindelar et Ron Commeyne. Le chevronné du vainqueur était de 330 000 F. Champion en titre et idole des lieux, l'Espagnol Severiano Ballesteros ne passa pas vendredi 15 le « cut » éliminatoire.

CANNES  
correspondance

Vendredi soir, l'affiche de l'Open de Cannes était primée : elle présentait « Seve » Ballesteros, au drive, impérial. Image rappel de sa

victoire 1987 étonnante. Or cette année, Ballesteros fut loin de son apogée, fatigué, sans « jus ». Un somnambule, incapable de passer le cap des deux premiers jours. Ce lui est-il arrivé depuis l'an dernier ? Excepté le triomphe collectif de la Ryder Cup, ce n'est pas le titre européen remporté à Majorque lors de la première épreuve de la saison qui peut combler, dans son palmarès, le manque de titres majeurs depuis maintenant quatre ans. Il le sait. Il le sait trop bien. Mais à trop vouloir prouver sa valeur, il s'égarait. Lui dont le génie détonnait dans un jeu où la pondération prime, il est amené par son insouciance, lors des tournois majeurs, à réfléchir. Trop peut-être.

Un long repos en hiver ? Il l'a fait l'année dernière. Davantage de préparation physique ? Adopté, notamment à l'aide de longs parcours en vélo. Réduction de son programme pour mieux cerner ses objectifs prioritaires ? « Seve » est d'accord.

Portant, toujours et encore, les titres majeurs lui échappent. Et au moment où il arrivait à Cannes dans la foulée d'une décevante onzième place au Masters d'Angers, il était remplacé au deuxième rang mondial par l'Écossais Sandy Lyle.

L'année dernière, Ballesteros portait dans son sac le lourd fardeau d'une défaite en barrage à Angers. Cette année, pour être moins cinglant, il faut croire que la déconvenue l'avait davantage marqué. Il insistait sur la fatigue qu'il ressentait, le vide nerveux, l'absence d'inspiration. « J'avais tellement donné l'année dernière », avouait-il. Et de parler des vertus du vainqueur européen des Masters, injustement ignoré à son sens. Comme si la notoriété grandissante d'autres joueurs européens pouvait le protéger des excès qu'il en a subi. « Seve a besoin de souffler », confiait le joueur espagnol Manuel Piñero. En fait, Ballesteros en a eu l'occasion à Cannes. Son départ précipité ne lui a pas permis de le faire. Sous le soleil, une foule de commensaux étaient ses rendez-vous pour suivre McNulty, médiateur, spectateur, joueur de fers moyens et putter suprême, ainsi que Joey Sindelar, un invité américain, qui ne jouait pas les touristes.

Ce ne fut pas seulement un soulagement pour les organisateurs. Ce fut également un commencement de prudence : la foule française voit plus loin que le seul nom du champion espagnol. Voilà peut-être l'annonce d'un léger répit pour une star sur la brèche depuis quatorze ans.

MARC BALLADE.

**CYCLISME : Liège-Bastogne-Liège.** — Après la réussite instantanée de Dirk de Mol sur les pavés du Nord et l'exploit de l'Allemand Göttschow mercredi 13 avril à Huy, le succès vient d'être obtenu le routier néerlandais est sans doute le plus logique. Van der Poel qui s'était abstenu de participer à la Flèche Wallonne, abordait Liège-Bastogne-Liège en possession de forces neuves. Au terme d'une course musclée à travers les Ardennes belges, il a battu au sprint, sans la moindre difficulté, Dennis et Miller, qui ne figuraient ni l'un ni l'autre sur la liste des favoris.

## SKI ALPIN : record de vitesse

## Prüfer presque en chute libre

Un nouveau record du monde de vitesse à ski a été établi samedi 16 avril sur la piste des Arcs par le Français Michael Prüfer : licencié depuis trois mois à la Fédération montagnarde de ski, interne des hôpitaux de Grenoble, a été chronométré à 223,741 kilomètres/heure. Il a ainsi amélioré de 6,7 kilomètres/heure la performance qu'il avait réalisée sur la piste de Portillo du (au Chili) au mois de septembre 1987. Le record féminin du kilomètre lancé (« K.L. ») a lui aussi été amélioré par une jeune skieuse finlandaise, Tarja Mulari, à 214,416 kilomètres/heure.

LES ARCS  
de notre envoyé spécial

« Cette piste est une véritable bombe », affirmait Michael Prüfer après avoir atterri, couché sur la neige pour déceler les moindres imperfections, le profil du couloir d'avalanche de l'Aiguille rouge, spécialement aménagé pour la course. Tous les éléments étaient en effet réunis pour permettre aux meilleurs spécialistes du « K.L. » de « s'échauffer ». La température primant avait adouci la neige qui recouvrait une pente parfaitement préparée mécaniquement à l'aide d'une dameuse, puis lissée à la pelle par les coureurs eux-mêmes.

Néanmoins, les conditions étaient parfaites pour le record mondial des 217 km/heure, preuve que les conditions étaient, ce samedi, optimales pour assurer la glisse la plus parfaite.

C'est un athlète déterminé à conserver sa couronne qui s'est présenté au sommet de la pente, mais aussi un homme averti d'un diplôme de médecin obtenu il y a quelques mois. Skieur de vitesse par passion, Michael Prüfer est aussi praticien par raison. Son choix entre

le ski ou les études, il l'a fait à l'âge de treize ans, dans son village, Saint-Pierre-d'Albigny (Savoie), devenu la « banlieue olympique » d'Albertville. Ses qualités de skieur et d'excellent glisseur, décelées très tôt par ses entraîneurs du club des sports de La Plagne, lui auraient permis de suivre sans difficulté les traces qui mènent jusqu'au « cirque blanc ». Il a préféré endosser une blouse et faire des études à temps complet. « C'est au moment où celles-ci devenaient moins contraignantes — en troisième année de fac — que le ski de vitesse a été relancé en France », explique Michael Prüfer, qui profite de cette situation pour chasser à nouveau des skis et reprendre la compétition, mais cette fois dans la seule discipline du « K.L. » dont il devient, à partir de 1984, l'un des meilleurs spécialistes français en franchissant les 190 km/heure. Une très belle performance et des muscles bien faits sont à l'origine de ses succès actuels.

Le responsable du service course des skis Dynamic, Paul Rembia, estime que « la démarche scientifique » de son coureur, qui est présent en permanence aux côtés des techniciens de la société lors de la mise au point du matériel, a été à l'origine des progrès très rapides réalisés au niveau tant de la structure que des semelles des skis de vitesse. « Des professionnels comme lui, on n'en a jamais vu de ce niveau dans le ski », estime le technicien.

De la même manière, Michel Prüfer s'est beaucoup investi dans les études menées à la soufflerie de l'Institut aérotechnique national de Saint-Cyr-l'École. Il y a testé les combinaisons et étudié les meilleures positions de recherche de vitesse qu'il doit prendre pour obtenir les plus rapides accélérations en course.

Le « K.L. » est au ski ce que la formule 1 est à l'automobile. « Un laboratoire et un champ d'expérimentation des techniques du futur », prétend le champion du monde, qui se considère d'abord comme un

« pilote d'usine » au service d'industriels qui, en échange, lui donnent les moyens, notamment financiers, de satisfaire sa passion, la vitesse. Le succès sportif de Michael Prüfer, il faut également le rechercher dans l'exceptionnelle aptitude de son corps à pénétrer dans l'air — son CX est de 0,0308 contre 0,200 pour les meilleurs coureurs de l'équipe de France de ski. Son gabarit — 1,70 mètre pour 70 kilos — rend aussi son corps très dense. Il a un autre avantage : « Des segments de membres plus longs que d'autres coureurs, notamment un tronc relativement long, me permettent de prendre la position de recherche de vitesse beaucoup plus facilement. »

Depuis son premier record du monde à Portillo, le skieur savoyard n'a pas négligé les retombées financières que pouvait lui apporter son aventure sportive à haute vitesse. « On peut gagner au « K.L. » autant d'argent qu'un skieur classique de haut niveau. » Mais le champion, qui a obtenu l'autorisation de résider à Monaco depuis qu'il court sous les couleurs de la Principauté, refuse de vouloir rechercher sur le Rooster d'autres bénéfices. « A Monaco, un Français paie ses impôts comme tout le monde », précise-t-il. « La Fédération montagnarde de ski est une institution simple, efficace et sans problème. A vingt-huit ans, j'ai besoin de souplesse. Ma fédération m'autorise à être mon propre entraîneur et mon propre patron. »

La Fédération française de ski ne semble pas avoir voulu retenir ce skieur un peu trop indépendant, et qui vivait quelque peu en dehors des normes habituelles du ski français. Ce scientifique exigeant ne s'adonne pas à des recherches encore de peu d'échos que rencontraient, au sein de son ancienne fédération, la vitesse, banc d'essai et laboratoire exceptionnel de recherches dans les domaines aussi importants pour le ski alpin que sont la préparation des skis, la plume, aérodynamisme et préparation psychologique ?

CLAUDE FRANCELLO.

## Les résultats

## Basket-ball

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**  
Nationale 1  
(quarts de finale retour)  
Lyonne b. Metz 130-100  
Ortès b. RCF Paris 92-81  
Nantes b. Monaco 86-62  
Cholet b. Valenciennes 75-64  
(Lyonne, Ortès et Cholet sont qualifiés pour les demi-finales. Le match Monaco-Nantes désignera le mardi 19 avril l'adversaire de Cholet.)

## Football

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**  
Première division  
(troisième journée)  
Saint-Etienne b. Monaco 3-0  
Lille b. Bordeaux 1-0  
Marseille b. Nantes 1-1  
Marseille b. Lens 4-1  
Montpellier b. Metz 1-0  
Auxerre b. Le Havre 1-1  
Toulon b. Laval 3-0  
Brest b. Cannes 1-0  
Nantes et Paris-SG 0-0  
Nice b. Toulouse 3-0  
Classement. — 1. Monaco, 44 pts ; 2. Bordeaux, 39 ; 3. Marseille, 38 ; 4. Marseille, 37 ; 5. Montpellier et Saint-Etienne, 36.

## Deuxième division

**GROUPE A**  
(troisième journée)  
Sochaux b. Sedan 4-2  
Lorient et Lyon 1-1  
Ajaccio b. Metz 2-1  
Auxerre b. Le Havre 1-1  
Toulon b. Laval 3-0  
Brest b. Cannes 1-0  
Nantes et Paris-SG 0-0  
Nice b. Toulouse 3-0  
Classement. — 1. Sochaux, 55 pts ; 2. Lyon, 38 ; 3. Metz, 37 ; 4. Ajaccio, 34 ; 5. Auxerre-L. et Nantes, 32.

## GROUPE B

(troisième journée)  
Rouen et Strasbourg 1-1  
Reims et Caen 1-1  
La Roche b. Nancy 2-0  
Mulhouse et Bastia 0-0  
Angers b. Reims 3-0  
Lorient et Dunkerque 1-1  
Valenciennes b. Quimper 1-0  
Saint-Malo b. Abbeville 2-0  
Saint-Dizier et Guingamp 0-0  
Classement. — 1. Strasbourg, 44 pts ; 2. Caen, 41 ; 3. Rouen et Mulhouse, 35 ; 5. Nancy et Angers, 34.

## Rugby

**CHALLENGE DU MANOIR**  
(demi-finale)  
Toulon b. Toulon 27-7  
Dax b. Grenoble 13-9

## Tennis

**TOURNOI DE NICE**  
Demi-finale. — Lacombe (Fr.) b. Chemenov (URSS), 4-6, 7-5, 6-3 ; Potier (Fr.) b. Forget (Fr.), 6-3, 7-6 (7-3).  
Finale. — Lacombe b. Potier, 6-2, 6-2.  
Demi-finale. — Lacombe-Forget (Fr.) b. Gumbard (Bel.)-Nargis (It.), 4-6, 6-3, 6-4.

## ATHLÉTISME : marathon de Rotterdam

## Près des 20 km/h de moyenne

L'Éthiopien Bekele Dinko, trente et un ans, a amélioré, le dimanche 17 avril à Rotterdam, la meilleure performance mondiale du marathon en courant les 42,195 km en 2 h 8 min 50 s. Le précédent record, détenu depuis 1985 par le Portugais Carlos Lopes en 2 h 7 min 12 s, avait été établi sur ce même parcours. L'Éthiopien hollandais a amélioré, dimanche, sa réputation de rapide puisque le deuxième de la course, le Djiboutien Ahmed Saïd, a également battu le performance de Lopes en 2 h 7 min 7 s. Deux autres Éthiopiens, Buti et Mekonnen, ont terminé en moins de 2 h 10 min.

Dinko a franchi le mytique barrière des 20 km/h de moyenne. Il s'en est fallu de 15 secondes pour que ce policier quasiment inconnu d'Addis-Abebe réalise le rêve de tout coureur de fond. Né en 1957 sur les hauts plateaux éthiopiens, Bekele Dinko a débarrassé la chronique pour la première fois en 1985. Il avait terminé deuxième du marathon de Tokyo en 2 h 8 min 28 s, améliorant son record personnel de quelques 20 minutes. Dans la foule, il gagnait le marathon des Goodwill Games à Moscou, avant de retourner à l'anonymat : son nom ne figure pas parmi les cinquante meilleurs performeurs mondiaux de l'année 1987.

Alors que Carlos Lopes avait établi son record en parcourant les 20 derniers kilomètres en solitaire, Dinko a profité du rythme régulier imprimé dès le départ de la course par ses compatriotes Buti et Mekonnen, et par le Djiboutien Saïd. L'éthiopien a donc terminé hémicycle, ce dernier aura la possibilité de prendre sa revanche au marathon olympique de Séoul. Les Éthiopiens, eux, n'y seront pas, pour raison politique.

## Lutte contre l'apartheid

## Un an de suspension pour Zola Budd

L'avenir sportif de Zola Budd, l'athlète britannique d'origine sud-africaine, s'est considérablement assombri après la décision du Conseil de la Fédération internationale d'athlétisme (FIAA), réuni le samedi 16 avril à Londres, de demander à la Fédération britannique, la British Amateur Athletic Board (BAAB), de la suspension de toute compétition internationale pendant au moins douze mois. C'est-à-dire de la priver des Jeux de Séoul.

Le Conseil a estimé que « le comportement de Zola Budd avait dénoté celui d'une simple spectatrice » lors de la réunion de cross-country de Braken (Afrique du Sud) en juin dernier. Une attitude de nature à « saper les efforts de la FIAA pour isoler l'apartheid ». Les dirigeants de la Fédération internationale ont menacé de bannir la Grande-Bretagne de toutes les grandes rencontres internationales si Zola Budd n'est pas radiée.

La Fédération britannique se réunira le 24 avril pour examiner la situation, mais déjà des athlètes britanniques se sont prononcés pour que le BAAB rejette la demande de la Fédération internationale, « même si, précise l'un d'eux, Kevin Forester, cela implique qu'aucune équipe britannique ne se rende aux Jeux olympiques ».

Zola Budd n'avait pas été incorporée à l'équipe de Grande-Bretagne de cross-country pour les championnats du monde disputés à Auckland le 27 mars dernier à la suite d'une menace de boycottage des pays africains. C'est le même risque qui pèse sur les JO de Séoul et dont Zola Budd devrait faire les frais.

## FOOTBALL : une sanction de l'UEFA

## Koeman, l'aveu condamné

L'international néerlandais du PSV Eindhoven Ronald Koeman ne jouera pas le mercredi 20 avril avec son club contre le Real Madrid en demi-finale retour de la Coupe d'Europe. La commission de discipline de l'UEFA l'a condamné, le samedi 16 avril, à trois matches de suspension. Le joueur a été sanctionné pour avoir tenu « des propos nuisant au crédit du football ». Dans une interview au journal néerlandais Sport International, il avait expliqué que l'agression de son équipier Gilheus sur Tigens au cours du match PSV-Bordeaux du 2 mars avait été préméditée. L'auteur de ce que Koeman appelle « le coup mortel » sur le capitaine girondin n'a pas encouru la moindre réprimande. Pour avoir naïvement révélé au grand jour les mœurs du football de haut niveau, Koeman le regrette jouer depuis la tribune. L'UEFA a rétabli la loi... du silence.

DANS LE NUMERO DU 15 AVRIL

# LE HAUT-PARLEUR

PRESENTE

## AU BANC D'ESSAIS

18 LECTEURS DE C.D. A MOINS DE 3000 F

LES NOUVEAUTES

### DU SALON INTERNATIONAL SON ET VIDEO

LE LECTEUR DE DISQUES AUDIO ET VIDEO

## CLD 1050 PIONEER

PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS



صلى الله عليه وسلم

# Culture

## MUSIQUES

Une création de Robert Ashley à Marseille

### Le regard du muet

Ça parle et ça ne dit rien. Ça décrit et ça n'évoque rien. C'est incompréhensible, pourtant pas compliqué. C'est subtil, beau. Qu'est-ce que c'est ?

La question reste posée depuis dix ans, date à laquelle, approximativement, le Festival d'Automne a fait connaître aux Français le deuxième grand Bob de l'Amérique branchée : après Bob Wilson, Bob Ashley.

Wilson n'a cessé de changer. Il a mis en scène Jesse Norman, chorégraphe Debussy, brouillé les perspectives de l'opéra, trahi les répétitifs purs et durs, rompu avec l'esthétique babas. Cela pour évoquer que le versant de son travail que la musique concerne directement.

Ashley, lui, demeure. Tel qu'il était dans *Perfect Lives* (1980), rap-port furtif et économe, la bouche décolorée à deux millimètres cinquante-cinq du micro, précher indistinct machant inlassablement sa bouillie de mots pour les chiens, tel il est resté - les lunettes en moins - dans cet *Aficionado* que le Groupe de musique expérimentale de Marseille accueillait jeudi dernier en création (1).

L'*Aficionado*, c'est, dans les courbes de teneur, celui qui regarde sans participer, qui suit tout sans rien vivre dans sa chair, l'azur-tout éclairé sans l'habit de lumière. Dit en français par une récita-teur, puis psalmodié en stances régulières par le baryton Tom Buckner, le texte qui semble servir de prétexte à la dernière performance d'Ashley ressortit lui aussi de l'observation persévérante. On y parle de portes, de tables, de cafés, de téléphones branchés ou débranchés, d'interlocuteurs muets, on sait exactement si les ampoules sont éteintes ou allumées. Mais pas plus de vie que de

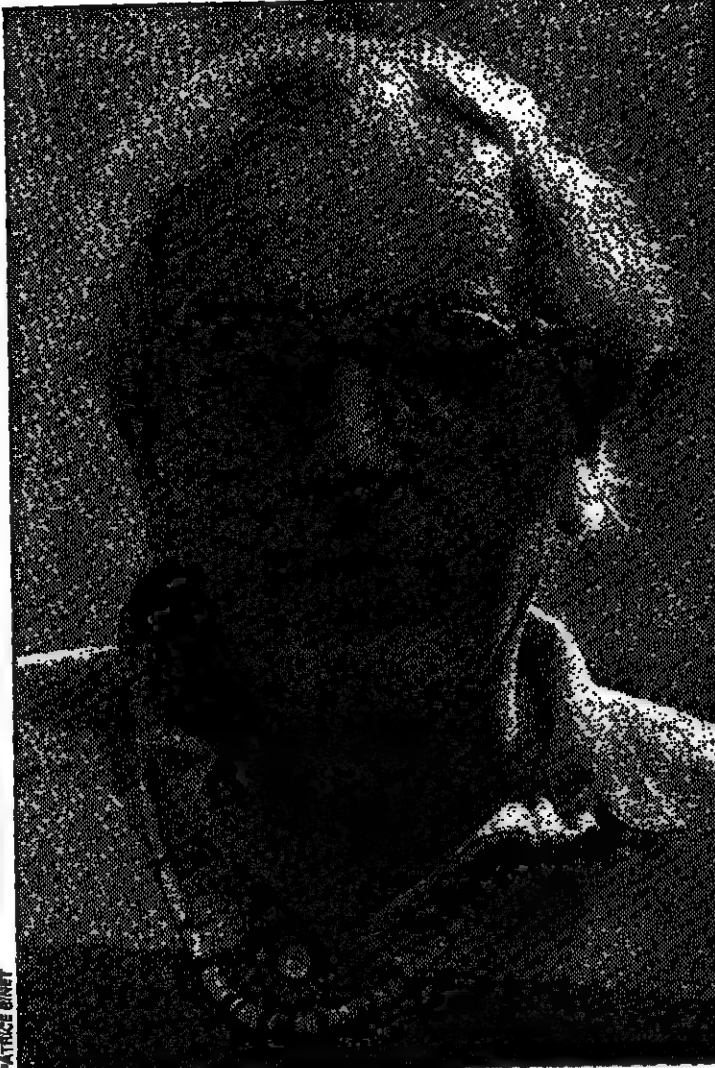
sens n'est livré dans ce paquet magnifiquement emballé (le son Ashley, voix, piano et synthé superposés, est en soi un bricolage). « Voilà longtemps que je suis qu'il n'y a pas de paroles », dira le narrateur sans identité : de la fable, seule la morale est ainsi exprimée.

A défaut de sens : du texte, de l'insolite, de la beauté. C'était l'esthétique de la *Lettre à la Reine Victoria* à laquelle cet *Aficionado* fait beaucoup penser : la grille Bob Wilson du milieu des années 70. L'idée d'y renoncer ou même de la faire évoluer semble étrangère à Bob Ashley, ainsi fondamental dans la répétitivité. Le rythme de Paul Shor dégrise inlassablement les mêmes intervalles. Le baryton psalmodie son éternel *Bolero* de Ravel. Gene Tyranny est là : toujours le même pianiste, toujours son même petit swing, intermittent et triste. Ashley, également à son clavier, ne doit pas enfoncer plus de cent notes en une heure et quart, et encore, piano-simo. « Expliquez-vous, c'est insensé », se plaindra-t-il avec véhémence des choristes disséminés dans le public après vingt bonnes minutes consacrées à la lecture chantée des petites annonces.

Mais il faudra vite déchanter : les phrases qui sortent de la bouche du baryton semblent du coup réfrigérées, hachées à blanc comme par la voix d'un ordinateur. Pris à partie, le narrateur s'est encore un peu plus robotisé.

ANNE REY.

(1) El *Aficionado*, auquel collaborait le groupe vocal marseillais Music-treize, ouvrait le festival annuel du GEMEM, réduit cette année à trois jours, du 19 au 21 avril, au Théâtre de la Cité. Téléphone du groupe : 91-91-10-16.



Robert Ashley

Cimarosa et Gluck à Monte-Carlo

### Résurrections contestées

Deux productions à Monte-Carlo : un beau film sur l'Orphée de Gluck compense en partie l'exhumation d'un Cimarosa de série B.

Avant-courreur des festivals français, le Printemps des arts de Monte-Carlo présente en avril des ballets et concerts de qualité (Les Arts Florissants, Alfred Brendel, Renata Scotti, le Quatuor Orlando, etc.), et une surprise délicate pour les amateurs d'art lyrique : c'était l'air d'été des délicieuses *Chimènes*, de Gluck, et, ces derniers jours, *Il pittore parigino* (le Peintre parisien), de Cimarosa.

La trouvaille est moins heureuse : Cimarosa a sans doute bécoté cet opéra bouffon commandé par le Théâtre de la Ville de Paris pour le carnaval de 1781, sur un livret inspiré de son faiseur habituel, l'abbé Petrosellini. Burlesque, une femme servante, est amoureuse d'un peintre parisien, mais, pour disposer d'un héritage important, elle doit épouser un baron marseillais, sinon le legs ira à sa cousine Clotilde, laquelle est amoureuse du baron ! Aussi peu idéaliste, les personnages auront bien du mal à renouer l'après, mais les couples finiront par s'apparier selon leurs sentiments.

Cimarosa n'est pas encore l'auteur du *Marriage secret* (1792), mais on est sûr de voir que, à l'époque, on peut enlever à l'opéra l'air de la grâce et l'invention mélodiques. A part quelques airs à fioritures plus soignées et un ou deux ensembles prometteurs, les parties vocales sont bien loin d'être remarquables, d'une platitude effrayante.

C'est d'après une partition conservée à Estacosa, corrigée et arrangée

par Haydn en 1789, que l'œuvre a été resuscitée par le Festival d'été de Budapest et enregistrée pour Hungaroton (1) avec les mêmes interprètes. La direction de Tamas Pal avec l'Orchestre Seliéri et la mise en scène ne sont pas plus convaincantes. Parmi les chanteurs, Josef Gregor dessine à gros traits un amoureux précoce, et la péculante Clotilde d'Eva Vamossy tirent leur épingle du jeu.

Pendant le Printemps des arts se déroule également un Festival de films d'opéra qui, à côté de productions obscures, a le Don Giovanni de Lescay, nous proposant un curieux film hongrois d'Istvan Gal sur l'Orphée de Gluck (version italienne de 1762).

C'était une gageure que de tourner en décors naturels une œuvre dont la majeure partie se passe outre-océan, mais le scénographe Tamas Zankó a choisi des lieux splendides, éboulis de rochers, cratères, montagnes géophantesques rongées par l'érosion, grottes aux stalagmites fantasmagoriques, et la grande errance d'Orphée à la recherche de son épouse prend une forme, une dimension délectable, avec des rivières de montagne, des troupeaux, et de vifs pâturages inondés de lumière par les Champs-Élysées.

#### Ruptures de style

Les funérailles d'Eurydice, dans le vent, au bord de la mer démontée, la longue marche rapide du cortège, les chevaux qui se cabrent lorsque la flamme jaillit du bûcher, et, au lever du jour, Orphée recueillant les cendres de sa femme, ce sont là d'admirables visions qui renforcent et vivifient la musique.

Pourquoi faut-il que les Princes sortent de l'ère comme des poires de la passerie, à englués dans la boue et faisant des gestes atmosphériques, et que les ombres heureuses des figures géométriques, noyées dans leurs fûts voiles blancs sous le soleil de l'été ? Ces ruptures de style réintroduisent du nouveau théâtre dans du pur cinéma.

Il faut dire que Istvan Gal s'est trouvé de plus en plus gêné par les séquences interminables de Gluck, surtout la remontée d'Eurydice à travers les entrailles de la Terre qu'il ne sait plus comment rendre vraisemblable. Moyennant quoi, il s'est vengé d'elle : on ne la ressuscite pas. Et Orphée découvre dans les entrailles, les beaux horizons, les montagnes et la mer qui borde sa patrie.

Bonne interprétation musicale de Lajos Miller et Medallana Bonifacio (doublets par des acteurs) avec l'Orchestre Franz-Liszt, dirigé par Tamas Vassary, beaucoup plus incisif et émouvant que lorsqu'il joue du piano. Un film sans doute imparfait, mais original, qui mérite d'être vu.

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) Deux disques compacts, HCD 1297/79, diffusion Harmonia Mundi.

### DISQUES

#### Schütz révéle par l'Ensemble Sagittarius

Plus de vingt ans que la petite firme Stil aime courageusement à contre-courant des engouements et des « coups » médiatiques qui, trop souvent, réduisent la vie musicale, chez nous, à une façade sans vraies racines. Dans des conditions toujours plus difficiles (faute de moyens de production et de diffusion), elle vient de lancer un nouveau défi en publiant simultanément en cassette audio-numérique DAT et en compact (le Monde du 15 mars) le premier enregistrement d'une jeune chorale française, l'Ensemble vocal Sagittarius, hommage au nom latin de Schütz, le père de la musique allemande, un siècle avant Bach.

Michel Laplénie, directeur du groupe, vane à Schütz un culte fervent. Baryton bien connu des « baroqueux » - il appartient aux Arts florissants de William Christie et, à long terme, à l'Ensemble de la Chapelle de la cathédrale de Metz - il s'avoue fasciné par la double dimension, musicale et spirituelle, de Schütz, l'un des créateurs essentiels du dix-septième siècle avec Monteverdi (qui fut sans doute son professeur à Venise en 1628).

Deux ans d'un travail opiniâtre ont hissé l'ensemble au niveau des meilleurs consorts européens. Germaniste de formation, Laplénie est un perfectionniste, attentif à la prosodie, à l'expressivité d'un chant rythmé par le pouvoir du mot, par les « affetti » des sentiments. Schütz, souvent piégé en France par une injuste réputation d'austérité, y gagne une couleur et une jeunesse nouvelles.

Le choix des œuvres enregistrées suit une progression exemplaire. Elles sont tour à tour empruntées au glorieux recueil des *Psalmes de*

David (1619) : le compositeur y est comme à l'école de la manière vénitienne de Giovanni Gabrieli, avec ses échos, ses rutilances, cet instinct d'un espace sonore à inventer et à habiter. Puis, sous un éclairage plus intime, trois de clairs-obscurs caravagesques, vibrent d'un piétisme exacerbé. Enfin, à la *Geistliche Chormusik* (1648) qui revient, de moins en moins, à l'écouter, on découvre la grande tradition contrapuntique de la Renaissance. Pour conclure sur l'ineffable ascension du *Magnificat allemand* (1671), chant du cygne qui retrouve significativement la technique du double chœur à la vénitienne.

An terme de ce disque sublime, enregistré dans une petite église du Gers avec tout l'éclat et les perspectives acoustiques désirées, la boucle est bouclée. Schütz rayonne d'une exacte lumière mystique et se situe bien dans le sillage de l'Inventive Italie.

ROGER TELLART.

Un CD ou une cassette audio-numérique Stil.

#### Autoportrait de Clash

Clash fait partie de ces groupes rutilants qui ont su maintenir leur aventure loin du monde des faiseurs et des exploitations méthodiques des sons fabriqués, trafiqués, selon le vent du moment. Avec pour point d'appui l'héritage de vingt-cinq années de rock, Joe Strummer, Mick Jones, Paul Simonon et Topper Headon se sont comportés comme des artisans, sans être pressés par une quelconque nécessité, sans se soucier des impératifs de l'industrie phonographique avec lesquels ils sont entrés plusieurs fois en conflit. C'est ainsi que le groupe londonien s'est forgé un langage différent, riche de sons et de cris, de plaisir pur et d'excitation animale, de violence et de force.

Quatre ans après le début de leur aventure, voici le premier volume (sous forme d'un double album) de l'histoire du groupe. Vingt-huit titres enregistrés entre 1977 et 1982. Un autoportrait réussi. Et bienvenu.

C. F.

Double album, microsillons et en CD : CBS.

#### Johnny Griffin : « The man I Love »

Le son de Johnny Griffin est large, impétueux, torrentiel. Surnommé « le petit géant », il poursuit une carrière dont on ne mesurera bien l'importance que plus tard. Ce disque enregistré à Copenhague en 1967 donne une idée exacte de son talent. Kenny Drew et Jimmy Heath, alors en Europe, le servent avec la jubilation des retrouvailles. Quant au bassiste, c'est le seul indigène de l'aventure : Niels Henning Horsted Pedersen.

Un CD Black Lion : BLCD 760 107.

### Mort du pianiste Youri Egorov

Le pianiste d'origine soviétique Youri Egorov est mort samedi 16 avril chez lui, à Amsterdam, d'une méningite provoquée par le virus du SIDA. Il était âgé de trente-trois ans.

« Un nouveau Lipatti ? », s'interrogeait Jacques Longchamps en découvrant, voici seulement sept ans, l'extraordinaire talent de ce jeune Soviétique passé à l'Ouest. Frémontion funeste, Egorov est mort exactement au même âge que le légendaire pianiste roumain laissant derrière lui un trop petit bouquet de disques merveilleux (*Carnaval* et *Papillons* de Schumann, concertos de Mozart et l'*Empereur* avec Sawallisch, *Préludes* de Debussy, récemment réédités en compact chez EMI). Laisant le souvenir aussi d'un être lumineux, en paix avec lui-même.

Il est mort d'une terrible maladie dont les conséquences cérébrales devaient, dès l'été 1987, l'empêcher de jouer. Officiellement guéri en novembre dernier, Egorov avait alors entrepris

une tournée en Allemagne et dans le nord de la France qu'il n'avait pu achever. Sa réputation, il la devait à René Martin, premier à l'avoir invité au Festival de La Roque d'Anthéron. Curieusement, les grandes institutions parisiennes l'avaient toujours boudé, et son contrat avec la marque de disques n'avait pas été renouvelé. Il était pourtant de ces très rares pianistes dont on peut oublier la virtuosité, une virtuosité chez lui polioée à la russe, mais tout entière au service du cœur et de l'imagination.

Son idéal n'était pas Lipatti mais, Mravinski, chef d'orchestre de Leningrad, dont il nous avait dit admirer l'extrême sobriété apparente, cachant toutes les violences et tous les excès. C'est ainsi qu'il jouait, totalement détendu au clavier, très rare de ces gestes, d'un calme absolu, mais aussi capable qu'un Richter de déchainer (dans Prokofiev ou Schumann) des démons intérieurs et d'angoissantes fantasmagories à une sonorité d'une incroyable subtilité.

### CALENDRIER

Hanna Schwarz à l'athénée. — A l'heure où paraît la première biographie en français de Clara Schumann (Laffont), l'œuvre de cette musicienne oubliée, compositeur et pianiste, sort de l'ombre. Accompagnée par Denis Russell-Davies, la soprano allemande Hanna Schwarz chante donc Robert et Clara Schumann, Gustav Mahler et Alma, ainsi que Cage, Copland et Wagner.

Le 18, 20 h 30. Tél. : 47-42-97-27.

Dumay et les Japonais à Pleyel. — Seconde tournée en Europe, plus de vingt ans après sa création par le gouvernement nippon, de l'Orchestre symphonique de Tokyo, qui a beaucoup enregistré (chez Denon) avec l'un de ses principaux chefs invités, le Français Jean Forneret. C'est Hiroshi Wakagami, son nouveau patron, qui le dirige cette fois dans Mozart, la *Quatrième*, de Brahms et le *Concerto pour violon*, de Tchaikovsky. Soliste : Augustin Dumay, qui a les moyens de renouveler cette œuvre rebelle.

Le 18, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-75.

Le Conservatoire à Orsay. — Saint-Saëns et son *Carnaval des animaux*, Chabrier, ses *Valses romantiques pour deux pianos*, et Schumann au sommet, dans le très rare *Andante et variations* dans la version pour deux pianos, cor et deux violoncelles. Par les meilleurs sujets du Conservatoire.

Mardi 19, 12 h 30 (auditorium) et jeudi 21, 18 h 30 (salle des fêtes). Tél. : 54-49-48-14.

« King Priam », de Tippett, à Nancy. — Un épisode de l'*Illade* adapté pour l'opéra par Sir Michael

Tippett, le Duitellien anglais, dont la notation semble enfin traverser le Channel. Mise en scène : Antoine Boursicot. Direction : Paul Daniel. Le rôle-titre du vieux roi de Troie est chanté par le baryton Norman Bailey, qui l'a enregistré chez Decca. Celui d'Hécube par la soprano Marion Sylvestre.

Opéra de Nancy, les 19, 22, 24 et 26. Tél. : 83-32-08-54.

Oleg à la radio, Boussine aux Champs-Élysées. — Testament du « mission de la Révolution », la *Dernière Mente des vivants*, composée en 1813, est créée à l'Église Notre-Dame par un quatuor vocal, un chœur et un ensemble instrumental dirigé par Dominique Rouin.

Samedi 23, 20 h 30. Tél. : 44-57-06-58.

« Potemkine » au Casino. — Mux à sa sortie (1925), le *Cuirassé Potemkine* a été illustré musicalement trois fois. Par Edouard Mécène, par E. Krionkov et par Dimitri Chostakovitch. Issue de l'ARFI (Association à la recherche d'un folklore imaginaire), la Marmite infernale propose une composition précise et vivante, exécutée pendant la projection. Thèmes, essais, ambiances convergent avec la violence des images. Une entreprise unique.

Ce lundi 18, 20 h 30. Tél. : 45-63-08-79.

Une sensation à Dancos. — Sortie de garage : on la fleur rock indépendante (le lundi), Louis Sclaria, en quartet (le mercredi), Facet Végas de Claude Bernard (le jeudi). L'insolite Chris Newman, en duo avec Marlos Trappaz (le vendredi) et Simon Hansen à la rythmique des frères Mouton, les jumeaux les plus célèbres après les frères Anquetil (le samedi). Ce pourrait être un programme de festival. Ce n'est rien.

Concertgebouw vient plusieurs fois de Paris. — Avec, en récital, la *Fantaisie*, de Mozart, la *Sonate D. 550*, de Schubert et les quatre *Ballets*, de Chopin.

Vendredi 22, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-75.

Goethe inhale à Chantilly. — Testament du « mission de la Révolution », la *Dernière Mente des vivants*, composée en 1813, est créée à l'Église Notre-Dame par un quatuor vocal, un chœur et un ensemble instrumental dirigé par Dominique Rouin.

Samedi 23, 20 h 30. Tél. : 44-57-06-58.

« Potemkine » au Casino. — Mux à sa sortie (1925), le *Cuirassé Potemkine* a été illustré musicalement trois fois. Par Edouard Mécène, par E. Krionkov et par Dimitri Chostakovitch. Issue de l'ARFI (Association à la recherche d'un folklore imaginaire), la Marmite infernale propose une composition précise et vivante, exécutée pendant la projection. Thèmes, essais, ambiances convergent avec la violence des images. Une entreprise unique.

Ce lundi 18, 20 h 30. Tél. : 45-63-08-79.

Une sensation à Dancos. — Sortie de garage : on la fleur rock indépendante (le lundi), Louis Sclaria, en quartet (le mercredi), Facet Végas de Claude Bernard (le jeudi). L'insolite Chris Newman, en duo avec Marlos Trappaz (le vendredi) et Simon Hansen à la rythmique des frères Mouton, les jumeaux les plus célèbres après les frères Anquetil (le samedi). Ce pourrait être un programme de festival. Ce n'est rien.

Murray Perahia à Pleyel. — C'est décidément la semaine des solistes ! Murray Perahia le mozartien, dont une intégrale des concertos de Beethoven avec le

Concertgebouw vient plusieurs fois de Paris. — Avec, en récital, la *Fantaisie*, de Mozart, la *Sonate D. 550*, de Schubert et les quatre *Ballets*, de Chopin.

Vendredi 22, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-75.

Goethe inhale à Chantilly. — Testament du « mission de la Révolution », la *Dernière Mente des vivants*, composée en 1813, est créée à l'Église Notre-Dame par un quatuor vocal, un chœur et un ensemble instrumental dirigé par Dominique Rouin.

Samedi 23, 20 h 30. Tél. : 44-57-06-58.

« Potemkine » au Casino. — Mux à sa sortie (1925), le *Cuirassé Potemkine* a été illustré musicalement trois fois. Par Edouard Mécène, par E. Krionkov et par Dimitri Chostakovitch. Issue de l'ARFI (Association à la recherche d'un folklore imaginaire), la Marmite infernale propose une composition précise et vivante, exécutée pendant la projection. Thèmes, essais, ambiances convergent avec la violence des images. Une entreprise unique.

Ce lundi 18, 20 h 30. Tél. : 45-63-08-79.

Une sensation à Dancos. — Sortie de garage : on la fleur rock indépendante (le lundi), Louis Sclaria, en quartet (le mercredi), Facet Végas de Claude Bernard (le jeudi). L'insolite Chris Newman, en duo avec Marlos Trappaz (le vendredi) et Simon Hansen à la rythmique des frères Mouton, les jumeaux les plus célèbres après les frères Anquetil (le samedi). Ce pourrait être un programme de festival. Ce n'est rien.

Murray Perahia à Pleyel. — C'est décidément la semaine des solistes ! Murray Perahia le mozartien, dont une intégrale des concertos de Beethoven avec le

Concertgebouw vient plusieurs fois de Paris. — Avec, en récital, la *Fantaisie*, de Mozart, la *Sonate D. 550*, de Schubert et les quatre *Ballets*, de Chopin.

Vendredi 22, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-75.

Goethe inhale à Chantilly. — Testament du « mission de la Révolution », la *Dernière Mente des vivants*, composée en 1813, est créée à l'Église Notre-Dame par un quatuor vocal, un chœur et un ensemble instrumental dirigé par Dominique Rouin.

Samedi 23, 20 h 30. Tél. : 44-57-06-58.

« Potemkine » au Casino. — Mux à sa sortie (1925), le *Cuirassé Potemkine* a été illustré musicalement trois fois. Par Edouard Mécène, par E. Krionkov et par Dimitri Chostakovitch. Issue de l'ARFI (Association à la recherche d'un folklore imaginaire), la Marmite infernale propose une composition précise et vivante, exécutée pendant la projection. Thèmes, essais, ambiances convergent avec la violence des images. Une entreprise unique.

Ce lundi 18, 20 h 30. Tél. : 45-63-08-79.

Une sensation à Dancos. — Sortie de garage : on la fleur rock indépendante (le lundi), Louis Sclaria, en quartet (le mercredi), Facet Végas de Claude Bernard (le jeudi). L'insolite Chris Newman, en duo avec Marlos Trappaz (le vendredi) et Simon Hansen à la rythmique des frères Mouton, les jumeaux les plus célèbres après les frères Anquetil (le samedi). Ce pourrait être un programme de festival. Ce n'est rien.



## Fringants gymnastes

un film de PERCY ADLON

هكذا من الاحل



## Ra

**Lundi 18 avril**

**AU PIED DE LA BUTTE (46-06-02-85).**

0 Midi-19 h.

**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-95). Le  
Carnet SAC 2 : 20 h 15. Guilty,  
quatre pièces en 10 acts : 21 h 30. Les  
deux : 22 h 30. Salle H. Les Sacrés  
Monstres : 20 h 15. Bernadette calmo-  
tée : 21 h 30. Le ouvrage de dantes :  
22 h 30.

**CARLWYDGAU** (40-20-85-11). Tien-  
nant deux écrits bouclés : 20 h 15. Mangue-  
d'hommes : 21 h 30. C'est plus sûr le  
deux : 22 h 30.

**EDGAR HJ** (43-20-85-11). Le Calbur et  
chateaux en ciel : 20 h 15. Le Chateau  
sans chateaux : 21 h 30.

**PETIT CASINO** (42-78-36-50). Les dé-  
sirs valent : 21 h. Nom, on chate  
22 h 30.

**RITUAL AU CLOUTIER** (42-25-19-92). O  
La Dernière Andromède : 20 h 30. O Al-  
lons bon, via autre chose : 21 h 30. O

### Les opéras

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
(47-36-76-77). L'Amnésia des Nibelungen  
jusqu'au 25 avril pour la Tétralogie.  
18 h. Musique et livret de Richard  
Wagner. « La Walkyrie » (soprano, li-  
brano, drame musical en trois actes, en  
trois actes. Mise en scène de Daniel Mes-  
siaen, dir. musicale Borislas Kloboukoff,  
dix-huit costumes Louis Berault. Avec  
les chœurs de l'Orchestre de Paris. Avec  
Anne Evans, K. Hariza, Warren Ellis,  
John, J. Johnson, Carol Vayr (pour la  
Walkyrie) ; William Coentr, Maria  
Eva, K. For, Gabor Andras, A.  
Evans, Katerina Thomason (pour Sie-  
gfrid).

**Les ballets**

**CAPÉ DE LA DANSE** (43-57-45-35).  
Ensemble de danse moderne Trudy Ke-  
ser. 20 h (13h.). Chorégraphie de Trudy  
Kresnel.

**Rock**

**MAJESTY SALÉ** (43-37-37-71). Harems  
23 h. Ikon Rock amb.

**DJUNONES** (43-54-7-2-0). Sortis de quai  
à l'été. 20 h (13h.). Musique de la  
Sœur d'Alger.

**ZENITH** (43-08-60-00). George Michael  
22 h (13h.).

**Music-hall**

**CAPÉ DE LA DANSE** (46-05-57-22).  
France Les, jusqu'au 23 avril, 22 h.  
Musique de Stéphane Scott.

**CENTRE WALLONIS-BRUXELLOIS**  
(43-35-16). Anne Praeger. 20 h  
(13h.).

**FALAIS DES SPORTS** (48-25-40-90).  
Hollywood on ice (musiciens). Hollywood  
on ice (sœurs).

**UTERUS JAZZ CLUB** (43-23-75-66).  
Chœurs de Paris-Musique hall mensuel  
22 h (13h.).

**Les concerts**

**ATHÉNÉE LOUIS JOUVET** (47-41-  
47-57). Hanses Schwarz, 20 h (13h.).  
Danz le cadre des bandes musiques  
l'Aténée. Réclat. Musical, accompagnement  
par Eric Werba in piano.

**AUDITORIUM DES HALLES**, A. S. S.  
Noc. 20 h 30, 13h. (Œuvres de Claude  
Bertrand, Sermy).

**CENTRE GÉOMÉTRIQUE-POMPIDOU**  
(7-11-12). Ensemble 22.20, 20 h 30, 13h.  
Grand concert premier ensemble. Œuvres  
de Philippo, Rebottier, François.  
Cavanna, Méfano.

**OPÉRA-COMIQUE Salle Favart**, (4-  
33-33-33-33).

Avec l'orchestre national de l'Opéra  
Paris sous la direction de Eri Klas. Ar

Joyce Nesterenko (basse). Œuvres  
Kapp, Tamberg, Ernesaks, Schachidiri  
Verdi, Boito, Donizetti, Moussorgski  
Delibes, Offenbach, Puccini, Rachma-  
nov, Gounod.

**SALLE PLEYEL (45-63-88-73).** Toti  
Metropolitan Symphony Orchestra  
20 à 26 h. Dir. Hiroshi Wakasugi, 20

Domination, Aguil in Paris avec Michel  
Loeb, 22 h, lun. Avec le Big Band de  
Gérard Badini.

LE RUSS (45-87-80-64) : Annemée, 23 h,  
Rumba Jazz Zaire des années soixante.

LE MONTANA (45-48-93-08) : Quartet  
Marcel Zappa, 22 h 30, lun. Au lino.

NEW MORNING (45-23-51-41) : Albert  
Lec, 21 h 30.

FESTIVAL JOURNAL SAINT-MICHEL  
(43-26-18-59) : Kangaroo Swing  
Orchestra, 21 h 30, lun.

FESTIVAL OPPORTUN (43-36-01-36) : Wal-  
ter Bishop-Michel Gendry-C. Bellonzi,  
23 h, lun. Fiume, etc. batt.

## La Cinémathèque

Opéra, v. (47-42-56-31); *Impéria*, 10 (45-22-47-54); *Le Gambetta*, 20 (46-36-10-95).

**LE DÉPUTÉ EMPEREUR** (Ch.-L.).  
14 (42-25-10-12); *Forman Orient Express*, 1<sup>re</sup> (42-42-26); *Les Trois Balzac*, v. (45-61-10-60); *Sépt. Parisiennes*, 14<sup>e</sup> (43-32-32-20); v.f.: *Pathe Impérial*, 2<sup>e</sup> (47-42-72-52).

**ÉCLAIR DE LUNE (A. V.)**: *Gaumont*, 13 (42-36-12-12); *UGO*, 13 (42-36-12-12); *Châli*, 13 (42-35-10-30); *Gaumont*, 13 (42-35-10-30); *Ambassade*, v. (43-39-19-08); *George*, v. (45-62-41-46); *Gaumont*, *Parisienne*, 14<sup>e</sup> (43-35-30-40); v.f.: *Paramount*, 14<sup>e</sup> (43-35-30-40).

Opéra, v. (47-42-56-31); *UGO*, *Globe*, 13 (43-36-23-44).

**EMPIRE DU SOLEIL (A. V.)**: *Forman*, 14 (42-25-10-12); *Châli*, 13 (42-35-10-30); *UGO*, 13 (42-35-10-30); *George*, v. (45-62-41-46); *Pathe*, *Marignan*, 13 (43-36-23-44).

Радюк, 9: (42-24-88-88); Ганюков  
Радюк, 14: (43-35-30-40); v.f.: Пара

[illegible]

**HIDDEN (A., v.a.)** : Forum Arc-en-Ciel,  
117 av. de la Gare - 92300 Levallois-Perret  
01 47 27 73 74 - Docteur Marionnaud

[illegible]

**SUR LA ROUTE DE NAIROBI (Brit.,  
v.d.) : Le Triomphe, 8° (45-62-45-76).**

[illegible]

### Les grandes reprises

[illegible]

**LES ANNÉES SANDWICHES.** Film français de Pierre Benoit.  
**MÉMOIRES D'UN JUIF TROPICAL.** Film français de Joseph Mor-

Ciné Beauregard, 37 (43-71-52-56); UGC Montparnasse, 68 (43-74-90-92-93); Cinéma de la Gaîté, 10-30; UGC Champs-Elysées, 45 (43-62-20-40); UGC Opéra, 39 (43-62-20-40); UGC Saint-Denis, 13 (43-63-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-63-01-59); UGC Convention, 15 (43-75-79-87); Imogène, 13 (43-75-79-87); Trois Sorciers, 49 (43-66-79-87); Trois Sorciers, 49 (43-66-79-87).

**MYSTHOU, THE LAST HOME MOVIE.** Film américain de John H. Auer, 12 (43-57-57-67).

**268 CHERNOU. (\*)** Film américain de Bruce D. Peltz, 10 (43-25-10-30); UGC Normandie, 68 (43-63-16-16); v.l.; Rex, 27 (43-26-83-83-83-83); UGC Normandie, 68 (43-74-94-94-94); UGC Opéra, 39 (43-74-92-92-92); UGC Lyon Ranelagh, 12 (43-74-92-92-92); UGC Gobelins, 13 (43-76-20-40); UGC Convention Saint-Charles, 13 (43-76-20-40); Louis Besson, 12 (43-76-20-40); Trois Sorciers, 49 (43-66-79-79-79).

**ETROITE SURVEILLANCE.** Film américain de George Badami, 12 (43-68-57-57-57); UGC Danza, 68 (43-25-10-30); Pathé Marignan-Corde, 68 (43-25-10-30); UGC Danza, 68 (43-25-10-30); v.l.; Pathé Impérial, 27 (43-72-72-52); Rex (Le Grand Rex), 27 (43-26-83-83-83); UGC Danza, 68 (43-25-10-30); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-43); Miroir, 14 (43-39-32-43); Pathé Marignan-Corde, 68 (43-25-10-30); UGC Convention, 15 (43-74-92-92-92); Le Moulin, 17 (43-48-06-06); Pathé Wexler, 15 (43-52-60-60-60).

**GASY.** Film américain de Lili Maendel, v.a.; Gaumont Les Halles, 10 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 27 (43-42-42-42); UGC Danza, 68 (43-25-10-30); La Pegale, 7 (43-65-12-15); Gaumont Champs-Elysées, 45 (43-70-04-67); Gaumont Danza, 68 (43-25-10-30); Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-84-84); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-52-52); Gaumont Convention, 15 (43-28-42-42-42).

der: Rolfe Logan II, 5 (43-64-42-34); Studio 43, 9 (43-64-42-34).

**NERCE SUN NEVERLY BELLS. (\*)** Film américain de Marek Kaniwka, v.a.; Forum Arco-Cinéma, 12 (43-63-30-30-30); Pathé Marignan-Corde, 68 (43-25-10-30); George V, 45 (43-62-41-61); v.l.; Parisien, 12 (43-63-30-30-30); Faubourg, 13 (43-31-56-86); Métrol, 14 (43-39-52-52-52); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Danza, 68 (43-25-10-30); 79-30-30; Pathé Clusly, 19 (43-26-46-01); Le Gambetta, 20 (43-26-46-01).

**FEDERICKY JUSTE AVANT L'OUBLI.** Scénio 43, 9 (43-70-63-40).

**TROQUEE.** Film américain de Eddy Sear, Forum Horizon, 12 (43-08-57-57); Pathé Banteuille, 68 (43-32-79-38); Pathé Marignan-Corde, 68 (43-25-10-30); Georges, 12 (43-63-30-30-30); 14 juillet Beauregard, 15 (43-75-79-79-79); Pathé Mayeur, 14 (43-25-10-30); Saison, 12 (43-63-30-30-30); (43-75-75-43); Miroville, 9 (43-70-72-86); Pathé François, 9 (43-70-72-86); UGC Lyon Ranelagh, 12 (43-74-92-92-92); UGC Danza, 68 (43-25-10-30); (43-65-61-74); Miroir, 14 (43-39-32-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (43-74-92-92-92); Pathé Wexler, 15 (43-52-60-60-60); Le Gambetta, 20 (43-36-10-96).

**TWIST AND SHOUT.** Film danois de Bille August, v.a.; Ciné Beauregard, 15 (43-75-79-79); UGC Danza, 68 (43-25-10-30); Les Trois Lazarebourg, 68 (43-32-91-91-91).

**UN ZOO LA NUIT. (\*)** Film canadien de Guy Cloutier, Lorenz, v.a.; Forum Art-et-Ciel, 11 (43-91-53-74); Gaumont Opéra, 27 (43-62-60-33); Bretagne, 68 (43-22-57-97); Pathé Banteuille, 68 (43-25-10-30); UGC Danza, 68 (43-25-10-30); UGC Convention, 15 (43-74-92-92-92); 14 juillet Beauregard, 15 (43-75-79-79).

**WHERE IS PARIS?** Film britannique de Henri Heineau, v.a.; Rolfe Logan I, 5 (43-64-42-34).

**POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES**

« Gaby est un film déchirant,  
doublé d'une formidable leçon  
de courage et d'humilité. »  
P. MARDON

LIV ULLMANN NORMA ALEANDRO ROBERT LOGGIA

Victoire sur la vie.  
Le bonheur de l'émotion.

GABY

IN ASSOCIATION WITH TRISTAR PRESENTENT UNE PRODUCTION FINCHAS FERRY-LUN MARDON  
UN FILM DE LIV ULLMANN - NORMA ALEANDRO - ROBERT LOGGIA  
"GABY" (GABY - A TRUE STORY) - LAWRENCE WINTHROP - "THE RACHEL LEWIS"  
- GARY CRAMER - MAURICE JARRE - "THE CLAUDE ROBERT" - MARTIN SAUNDERS  
- MICHAEL JAMES LOVE - FINCHAS FERRY - LES MARDON







صكنا من الامل

18 Le Monde • Mardi 19 avril 1988 •

## Lettres

### Le huitième Salon du livre

#### Un « petit nouveau » : le Promeneur

L'actualité du Salon du livre 1988, c'est d'abord son nouveau lieu. Moins nobles mais plus vastes et fonctionnels que ceux du Grand Palais, les locaux du Parc des expositions de la porte de Versailles connaissent une affluence au moins équivalente à celle de l'année passée : en trois jours, de jeudi à samedi, plus de quatre-vingt-six mille visiteurs ont emprunté les interminables trottoirs rouillants qui mènent au Salon et visité quelques-uns des cinq cents stands que les éditeurs avaient installés, avec plus de largesse que sous la verrière du Grand Palais. En revanche, beaucoup d'éditeurs ont noté une baisse assez nette des ventes. Mais il est encore trop tôt pour établir un bilan.

Parmi les débats qui ont eu lieu au cours de ces premières journées, « Philosophie et politique » et « La littérature est-elle une passion inutile ? », organisés par « Le Monde des livres », ont, eux aussi, connu un succès certain.

Quelques « petits nouveaux » ont choisi ce huitième Salon pour se faire connaître. Nous avons croisé l'un d'entre eux : le Promeneur.

Patrick Mauriès aime, comme tout le monde, la beauté. Mais à la différence de tout le monde ou presque, il sait la beauté qu'il aime : follement décorative, offerte aux plaisirs — mais uniquement à ceux qui ont le goût, la patience et l'enthousiasme de les mériter, — luxueuse en esprit, généreuse en distinction, éblouissante en secret. Cela lui fait fréquenter d'une cour aussi assidue les deux seules vraies patries du dandyisme universel : l'Angleterre et l'Italie, d'où il tire le meilleur de ses articles pour les journaux et d'où, surtout, il puise l'essentiel de la matière du Promeneur, ce petit journal littéraire, tout de textes rares et de divagations baroques qu'il insère chaque trimestre dans l'édition française de FMR, la somptueuse revue de Franco Maria Ricci (dont Mauriès dirige aussi l'édition française).

C'est donc tout naturellement que Mauriès, éphémère responsable littéraire de Libération, avait donné, lors de leur naissance, aux éditions Quai Voltaire quelques fort jolis textes venus d'Italie, lui-même écrivant un essai à la fois documenté et rêveur sur les éclats et les mystères de quelques cafés de la péninsule. C'est tout aussi naturellement que, dans le cadre

du groupe éditorial Isola, il crée maintenant sa propre boutique d'édition.

Une couverture d'un chic et d'une sobriété époustouflantes, une typographie qui mérite le papier qui l'accueille et des textes qui ont, eux aussi, de la forme, de la liberté et du style. Italiens et romanesques pour commencer : le Restable, de Vincenzo Consolo, et Lunaria, du même auteur, encore inconnu en France viennent de paraître. Mais, dès juin, Le Promeneur annonce une traduction de l'essai d'Edith Sitwell sur les Excentriques anglais, une biographie du romantique Chatterton par Peter Ackroyd en octobre et, en cadeau de fin d'année, une rareté du célèbre historien de l'art Erwin Panofsky sur un sujet qui est en lui-même un manifeste esthétique : les Antécédents idéologiques de la calandre Roll-Royce.

P. L.

★ Editions Le Promeneur, 11, rue de Sévres, 75006 Paris.

● Prix Inter à François Salvaing. — Le prix du Livre Inter 1988 a été décerné à François Salvaing pour son roman Misère à Misère I, paru aux éditions Belfond (le Monde des livres du 1<sup>er</sup> avril).

### LA BOURSE AUX STAGES 88

#### DU MONDE CAMPUS

##### COMMENT RÉPONDRE

Les affirmations ci-dessous correspondent aux entreprises offrant des stages et dont les logos sont reproduits dans les pages « emploi » ou « immobilier ». Vous devez retrouver le logo correspondant à chaque affirmation. Le bulletin-réponse paraîtra dans le Monde du samedi 23 avril (daté 24-25 avril).

- 1 Notre président-directeur général a été élu manager de l'année en 1985.
- 2 Pour ce constructeur d'électronique européen, c'est déjà demain !
- 3 Le World Trade Center du Caire en 1984, c'est nous.
- 4 Présent dans 140 pays, notre activité s'articule autour de trois grands pôles :
  - les sciences de la vie,
  - la chimie de spécialité et d'application,
  - la chimie des grands intermédiaires.
- 5 200 000 utilisateurs conversent avec moi, j'ai été conçu, développé et commercialisé par un groupe international qui maîtrise la technologie logicielle de demain.
- 6 Avec 3 milliards de chiffre d'affaires et 25 % de notre production exportée, nous sommes les leaders d'un marché exigeant, puisqu'il impose de satisfaire deux consommateurs pour chaque produit vendu ! Mais notre volonté d'excellence se manifeste aussi dans le domaine du recrutement : notre « passeport multinationals » permet aux jeunes diplômés de se mettre au défi, en se traitant dès leur intégration aux responsabilités d'un manager.

## Le Carnet du Monde

### Décès

— M. Hadj Kacem Guessem, son épouse, Ahmed et Tahia, ses fils, Abdelkader ben Berek et Jamal, Fawzi et Fadil Britez, Hussein et Laila Guessem, ses petits-enfants, et la famille Benani, ont la douleur de faire part du décès de

Laila Zahra BENNANI, survenue le 30 mars 1988, à Rabat, 34, rue Elbatimi, Rabat (Maroc).

— Pierrefitte, Paris. Saint-André-de-Enne.

Tamara Norton, sa femme, Winold Norton, Alexandre et Maryse Norton, ses enfants, Olivier, Jean-Louis, Mikail, ses petits-fils, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Ignace BORTEN, survenue le 2 avril 1988.

Selon ses vœux, les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

— Le 2 avril 1988, dans la nuit de la Résurrection, le Seigneur a rappelé à Lui son serviteur,

Jacques BROSOLLET, titulaire de Saint-Dominique, ancien élève de l'École polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, président d'honneur de la Compagnie parisienne des asphaltes, président d'honneur des éditions Belfond, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

De la part de

M<sup>me</sup> Jacques Brosollet, née Bélin, son épouse, Marcel et Jacqueline Brosollet, Jean Brosollet, Christine et Arnaud Dillard, Adrien, Alice et Augustine, Armand et Stéphanie Brosollet,

Véronique et Henri Conzé, Marthe et Emmanuel, Stanislas et Caroline Brosollet, Alexandre, Julien et Amélie, Isabelle et Jean Olivier, Pierre-Paul et Felice, Jacques-Augustin et Kathleen Brosollet, Bénédicte et Pascal Fourmond et Agathe, Raul Brosollet,

Bernard et Mari-Carmen Brosollet et Diego, Patrick-Wendeline Brosollet, Diane Brosollet, Daniel Brosollet, Marie-Agnès et Alain Leprieux, Sébastien, Charlotte et Julien, Emmanuel et Catherine Schmidt, Dorothée et Guillaume, Odile Schmidt, Jérôme et Bénédicte Schmidt et Agathe, Benoît Schmidt,

Guillaume Brosollet, Juliette Brosollet, Martin Brosollet,

Sylvie et Arnaud Ménager, et Raphaël, Nicolas Deguy, Marie-Armelle Deguy, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 6 avril, dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Sulpice, sa paroisse, 8, rue Férou, 75006 Paris.

— M<sup>me</sup> Jolie Chanvère, ses enfants, petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CHAUVIERE, retraité des ponts et chaussées. Selon ses vœux, il sera inhumé à Oranée, le mardi 19 avril 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Jean Chédreau, née Katharine Barnov, son épouse, Tous ses parents et amis, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Jean CHÉDEAU, architecte urbaniste, professeur honoraire au ministère de la culture, membre d'honneur de la Société française des urbanistes, membre de l'Association internationale des urbanistes, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Arts et des Lettres, croix du combattant, officier des Palmes académiques et des arts et des lettres,

survenue le vendredi 15 avril 1988.

Les obsèques auront lieu le mardi 19 avril, à 10 h 30, en la chapelle Sainte-Nino, 6-8, rue de la Roërie, Paris-19, suivies de l'inhumation au cimetière de Levallois-sur-Orge (Seine-Saint-Denis).

Cet avis tient lieu de faire-part. 134, rue d'Assas, 75006 Paris.

— M<sup>me</sup> Sara Drabkin, son épouse, M<sup>me</sup> Elisabeth Fort, sa fille, Ses trois petites-filles, Et ses trois arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Arno DRABKIN, diplômé de l'École mondiale de commerce de Vienne (Autriche), docteur en sciences économiques et commerciales de l'université de Trieste (Italie),

survenue le 13 avril 1988 à Paris, 11, rue Brand, 75012 Paris.

survenue le 10 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

M<sup>me</sup> Sara Drabkin, 23, rue Jean-Marcel, 75015 Paris.

— Son fils Philippe, sa petite-fille Aïda, ses sœurs Anne et Elisabeth, ont la douleur d'annoncer le décès de

Monsieur GORRE, survenue à Digne le 2 avril 1988.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale à Pau (Pyrénées-Atlantiques).

Résidence Le Manoir, Avenue Honoré-Baradat, 64000 Pau.

— M<sup>me</sup> Marlene Krum, son épouse, Michèle Krum, Philippe Cyrochuk et leur fille Laura, Ethel Krum et Didier Zoete et leurs enfants Thyl et Léo, ses enfants et petits-enfants, Les familles Compagnon, Lestegon, Isambert, Conilbely, Cyrochuk, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Joseph KRUM, survenue le 13 avril 1988 à Paris.

Les obsèques auront lieu le mardi 19 avril, à 14 h 30. On se réunira au cimetière de Bagneux, porte principale.

11, rue Brand, 75012 Paris.

— M<sup>me</sup> Marie-Germaine Raynaud-Menjuet, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> André Menjuet, M<sup>me</sup> Gérard Menjuet et son fils, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Peyrichou et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Raynaud, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Patrick Contamine et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Costa et leurs enfants, ont l'immense chagrin de faire part du décès accidentel de

M. Jean MENJUCO, vice-doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de Pau et du pays de l'Adour, avocat à la cour de Pau,

survenue à l'âge de quarante-cinq ans, le 16 avril 1988.

Les obsèques seront célébrées le mardi 19 avril, à 16 heures, en l'église Sainte-Foy de Morlaàs (Pyrénées-Atlantiques).

3, rue des Pyrénées, Anglet, 64320 Bizanos.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Claude SIMÉON, survenue le 5 avril 1988, dans sa treizième année.

« *Animula vagula blandula, hospes comessque corporis, quae nunc abibis in loca pallidula, rigida, nudula, nec ut soleas, dabis locus.* » F. Anselmi Hadriani, Imp.

### Anniversaires

— Le plus souvenir de

Henri GARDH, reste toujours présent dans la cour de sa famille et de ses nombreux amis.

— Il y a six ans, le 17 avril 1982,

Francis SOURIS, quinquante-cinq ans, est mort, à l'âge de quarante-sept ans.

Que ceux qui ont su apprécier sa fidélité et sa loyauté associent, dans leurs pensées, le souvenir de

Francis SOURIS et de

Jeanne SOURIS-DELANNOY, qu'il a accompagnés jusqu'à leur dernier voyage.

— Avis de messes

— Une messe sera célébrée le vendredi 22 avril 1988, à 10 heures, en l'église Saint-Hippolyte d'Eyran, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16<sup>e</sup>, à la mémoire de :

M<sup>me</sup> Jean-Pierre MISSOFFE, née Anne Tyrol de Fels,

dont les obsèques ont été célébrées le samedi 2 avril 1988, en l'église du Conquet (Finistère).

— Messes anniversaires

— Pour le cinquième anniversaire du décès de

M<sup>me</sup> Etienne della SUDA, née Geneviève Billoz,

une messe sera célébrée le dimanche 24 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Louis-des-Jacobins.

— Communications diverses

— Le LTP Saint-Nicolas, Paris, inaugure ses locaux neufs et invite tous ses anciens élèves et parents d'élèves à ses portes ouvertes les 19, 20, 21, 25, 27, 29, 30 avril (15 heures-18 heures), 92, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

CARNET DU MONDE  
Texte : la ligne H.T.  
Tous les jours : 79 F  
Abonnement : 69 F  
Carnet divers : 62 F  
Renseignements : 42-47-95-03

JACQUES GAUTIER



Collier cristal sur argent  
Boucles d'oreilles : 1 500 F  
36, rue Jacob - Paris 6<sup>e</sup>  
Tél. : 42-60-84-33

M.S. GESTION MARKETING

- PROGRAMME INTENSIF de 13 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, de GRANDE ÉCOLE, de second cycle universitaire.
- SPÉCIALISATION PROFESSIONNELLE en Communication, Gestion de Produit, Vente et Distribution.

Informations : Claire DELORME - Tél. : (1) 30-38-38-00  
M.S. GESTION MARKETING de l'ESSEC B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise  
ESSEC - Établissement d'Enseignement supérieur privé

ESSEC

Richard Bohringer  
signera son livre

C'est beau une ville la nuit,  
le mardi 19 avril à 20 heures,

Stand Denoël,  
4 T1 au Salon du livre de Paris.



## Quand les syndicats australiens veulent se regrouper

Près de la moitié des salariés  
sont syndiqués, mais les syndicats  
sont trop nombreux.

IMPOSSIBLE d'en douter : l'Australie est un des pays démocratiques les plus syndiqués du monde. Les brochures touristiques en présentent le taux record : 46 %, soit 3,2 millions de salariés. Dans les rues de Melbourne, le Syndicat des travailleurs du bâtiment (BWIU) vante ses triomphes : « Victoire sur les salaires ; indemnités pour pertes d'emploi ; santé et sécurité ; formation des travailleurs qualifiés ; créations d'emplois ».

Heureux syndicalisme ! Partout dans le monde, ou presque, il cache avec peine son déclin, alignant des effectifs en baisse. Mais en Australie, il affiche une santé insolente, même si le taux de syndicalisation a baissé de trois points depuis 1981. Le Conseil australien des syndicats, l'ACTU (Australian Council of Trade Unions), créé en 1927, revendique aujourd'hui 2,5 millions de membres. Sur 300 syndicats de métiers, 163 sont affiliés à l'ACTU : 56 ont moins de 5 000 membres, 42 ont moins de 10 000 syndiqués, mais 33 ont chacun plus de 30 000 membres.

Rien d'étonnant à ce que, selon un sondage réalisé en 1986, 78 % des Australiens, les syn-

dicats ont « trop de pouvoirs », même si, pour un haut fonctionnaire de l'administration australienne, « ils ont depuis cinq ans exercé leur puissance avec discrétion ». Rien d'étonnant aussi à ce que les employeurs fassent entendre leurs plaintes.

« Les relations sont difficiles », explique M. Bryan Noakes, directeur général de la Confédération de l'industrie australienne (CAI), principale organisation patronale qui regroupe 60 000 employeurs, car un seul patron peut avoir en face de lui dix, douze ou quinze syndicats. Il y a une concurrence entre eux, et l'employeur a plus de mal à obtenir le surcroît de flexibilité qu'il recherche ».

En ordre  
dispersé

En 1987, l'ACTU a pris le taureau par les cornes. Dans un rapport intitulé *Stratégies futures*, un constat a été dressé : « Il est évident que l'Australie a trop de syndicats. Les syndicats doivent fusionner pour former des unités plus grandes et plus efficaces. Les bases les plus appropriées semblent être de constituer de larges catégories par industrie ».

En clair, l'ACTU veut maigrir pour être encore plus fort.

Fils d'un ancien ministre des finances travailliste, le président de l'ACTU, M. Simon Crean, est catégorique : « Le syndicalisme s'est développé en ordre dispersé. Nous voudrions ramener le nombre de syndicats affiliés à vingt. Ce processus de regroupement prendra du temps, mais il est nécessaire pour mieux coordonner nos forces dans l'industrie ». Déjà, des syndicats de travailleurs manuels ont fusionné avec des syndicats d'employés.

À la tête du quatrième plus gros syndicat, le Federated Miscellaneous Workers Union of Australia (FMWUA), qui regroupe 130 000 syndiqués appartenant à 500 métiers différents, M. Martin Ferguson, vice-président de l'ACTU (où il est un des représentants de l'aile gauche), a donné l'exemple. Sa fédération a déjà absorbé 50 syndicats de métiers : « Nous sommes pour le regroupement, explique-t-il, car c'est ainsi que le mouvement syndical deviendra plus fort ».

Dans un pays où, selon la tradition britannique, le « closed

shop » (système où on ne peut occuper un emploi que si on est syndiqué) est monnaie courante... jusqu'à chez les étudiants, un autre fait favorise le développement et la rationalisation du syndicalisme, à savoir l'étriquetage des liens avec le Parti travailliste (ALP), au pouvoir depuis 1983. En France, le passage de la gauche au gouvernement de 1981 à 1986 n'avait guère favorisé le mouvement syndical. En Australie, l'ACTU ne s'est, à l'entendre, jamais aussi bien porté depuis que M. Bob Hawke, qui a été son président de 1969 à 1980, est premier ministre.

Selon la formule de M. Ferguson, qui est aussi vice-président du parti à Sydney, le mouvement ouvrier dispose de « deux ailes : l'une syndicale, l'ACTU ; l'autre politique, l'ALP ». Ainsi, la majorité des syndicats australiens sont affiliés au Parti travailliste — et y paient des cotisations — même si l'ACTU n'est pas représenté directement à l'exécutif du parti, et vice versa. Cela crée des liens...

En conclusion, en 1983, un « accord » en bonne et due forme avant les élections législatives, le syndicat et le parti ont permis aux relations sociales, selon M. Hawke, de passer d'une « stratégie de la confrontation et de la division à une stratégie de la consultation et de la coopération ». Par cet accord, l'ACTU a accepté de « modérer les revendications salariales et de réduire le prix unitaire du travail », prenant même l'engagement de « ne pas

faire de revendications au-delà de certaines limites ». En contrepartie, le gouvernement s'engageait à réduire le chômage — dont le taux est revenu en cinq ans de 10,8 % à 7,8 % — à augmenter le salaire social pour les plus démunis, à accroître l'aide aux familles et le système d'assurance-santé, à diminuer l'impôt sur le revenu. Résultats : d'avril 1983 à décembre 1987, 993 700 emplois ont été créés (une partie à temps partiel), l'inflation a baissé et la croissance a été en moyenne de 4 % par an.

Un changement  
d'attitude

Autre effet de l'accord : le nombre de jours perdus par les grèves a baissé de 60 % depuis 1983. « Cette baisse, reconnaît M. Crean, n'est pas due essentiellement à des raisons économiques mais à un changement d'attitude des syndicats. Si nous voulons participer positivement au système, nous devons en accepter les règles, et lorsque des revendications sont satisfaites ne par venir immédiatement avec d'autres revendications ».

Certes, en 1988, il y a encore eu des conflits — parfois durs — dans les mines et les transports, mais le climat social change. Résisterait-il à un retour au pouvoir des conservateurs ?

De Melbourne,  
MICHEL NOBLECOURT.  
(Lire la suite page 20.)



## France, du destin au déclin

par SERGE-CHRISTOPHE KOLM (\*)

QUAND l'économie américaine croît à 5 %, ce qui lui arrive assez souvent ces temps-ci, elle crée une économie française tous les quatre ans. Comme la Chine crée une population française tous les quatre ans. Mais « la grandeur de la France » résonne encore à nos oreilles, les « gloires de notre France éternelle », « mère des arts, des armes et des lois » ponctuent le fonds poétique le mieux assis de notre culture, et l'ambiguë « mission civilisatrice », c'était il n'y a pas si longtemps que cela.

Quand on a été, il y a peu de siècles, la nation la plus puissante du monde, la plus peuplée d'une Europe occidentale qui commençait à marquer la planète, le creuset d'idées inspiratrices des peuples, comment pourrait-on n'être pas en déclin, malgré la participation à l'accumulation de biens et de connaissances qui constitue le progrès moderne ? Comment ? D'une seule façon, par l'excellence.

Or, l'excellence, nous ne l'avons pas, bien que nous en ayons des moyens essentiels dans une tradition et une éducation. Quelques exemples-clés le montrent et l'expliquent. Si la France est passée en moins de vingt ans de premier pays touristique au quatrième rang en Europe seulement, ce n'est pas parce que les Français sont grincheux mais parce que la

France saccage son milieu de beauté historique et naturelle, c'est-à-dire son âme, comme on en peut montrer des milliers de cas dans tout le pays.

Quelqu'un pense-t-il que les écrivains français actuels ont la hauteur des grands d'il y a cinquante ans et avant ? Que dire d'une recherche scientifique — le far de lance du progrès moderne — trop souvent heureuse de n'être qu'un additif à la recherche américaine prétendue universelle ? La recherche américaine est mieux motivée et mieux organisée, et il n'est pas rare que celle de la France ressemble à du bricolage. Et la France dépense deux fois moins pour sa recherche que l'Allemagne, trois fois moins que le Japon.

L'enseignement se tient encore en France, mais élèves et étudiants y travaillent en moyenne beaucoup moins que ceux des pays de l'extrême Asie moderne. Et la France consacre à l'enseignement supérieur une fraction de son revenu deux fois plus faible que l'Angleterre ou l'Allemagne, quatre fois plus faible que les États-Unis. Le rôle du français comme langue internationale et de culture s'écroule sous nos yeux dans de vastes pans du monde.

Qu'attendre d'une structure industrielle bien dotée en grandes entreprises colbertiennes et en petites entreprises débrouillardes

mais presque dépourvue de ces firmes moyennes-grandes très spécialisées qui sont la force de l'industrie allemande ? Qu'espérer, enfin, de la politique économique et de réflexion, incapable de l'audace intelligente du libéralisme américain et anglais comme de celle du socialisme suédois, seule à faire décroître le nombre d'emplois, choisissant d'exclure un Français sur cinq de la participation à la création nationale, et qui traite sans remords la France au dernier rang de la croissance économique sur ces dix dernières années ?

Des blocages  
psychiques

L'économie n'est qu'un moyen. Les 5 % de croissance que l'on pourrait avoir devraient d'abord être bien utilisés : pour respecter et réparer l'environnement et non pour le détruire, pour élever l'homme consommateur et producteur et non l'aliéner dans des activités fébriles, futiles ou abêtissantes. Mais c'est un moyen invincible dans le monde moderne.

Ils ont raison, ceux qui dénoncent comme insupportables la croissance de l'extrême pauvreté et le chômage de masse (aux 11 % du taux de chômage officiel, il faut ajouter qu'une bonne partie des 15 % des travailleurs qui sont à temps partiel ou en formation le sont involontairement et constituent donc du chômage déguisé, comme les « pré-retraités » et retraités forcés, les effectifs en surnombre, les demandeurs d'emploi découragés, les personnes employées à moins que leur qualification, et simplement les manques de progrès techniques et d'intensité du travail dus à une demande trop molle). Si elle est bien comprise et bien utilisée, et il y a beaucoup à faire sur ces deux plans, la croissance globale mesure le progrès du bien-être et de la participation, de la liberté et

de la puissance, et la créativité collective.

Or aucune raison économique n'empêche la France d'avoir une croissance aussi forte que celles que se sont choisies les États-Unis, ou l'Italie, ou celle que se prépare l'Angleterre, tous grâce à des taux d'impôts plus faibles et à des taux de change plus libres. Aucune raison économique ne l'empêche d'avoir un taux de chômage aussi faible que celui des États-Unis (moins de 6 %) ou des pays scandinaves (moins de 4 %), ou même que l'Autriche et la Suisse (encore moins). L'empêchement réside dans les blocages psychiques cristallisés en les trois dogmes ou mantras ou incantations des décideurs politico-administratifs nationaux.

• Premier mantra : « la baisse des taux d'impôt accroît le déficit »

(\*) Directeur du Centre d'analyse socio-économique (École nationale des postes et télécommunications).

des finances publiques ». Or la France vient justement de faire l'expérience du contraire. De faibles baisses d'impôt lui ont donné une croissance un peu plus forte qu'auparavant (plus de 2 %, elle a eu deux fois plus, elle pourrait avoir deux fois mieux) avec une baisse du déficit public due à cette hausse de l'assiette des impôts. Cela prouve que la France, avec son taux de chômage à deux chiffres, ne fonctionne pas comme les États-Unis qui sont au presque plein emploi.

Il faut d'ailleurs comprendre ce qu'il y aurait de mal au déficit. L'investissement privé n'est pas limité par le manque d'épargne qu'assècherait le déficit public mais par le manque de demande de produits. De plus, quand l'économie croît, la dette publique en proportion du revenu national diminue ou n'augmente pas, même avec un certain déficit. Et cette dette publique relative française reste une des plus modérées du monde. Tous les pays qui croissent — Japon, États-Unis, Italie,

etc. — en ont une beaucoup plus élevée. La dette publique française est même très faible si on la compte nette des actifs financiers de l'État et elle disparaît si on déduit encore les autres actifs publics.

• Deuxième mantra : « la croissance créerait du déficit extérieur ». Mais un marché s'équilibre par son prix et non par les revenus. En particulier, l'équilibre extérieur doit être l'objectif de la politique de taux de change et non de celle du revenu national et de sa croissance. Le taux de change d'équilibre est celui qui s'ajuste de très peu mais en permanence, selon les différences internationales de l'inflation et de croissance, pour maintenir l'équilibre des comptes extérieurs. Et lorsqu'il n'y a plus de variation brutale de parité, ni de déséquilibre qui en font prévoir une, la spéculation monétaire n'a plus de raison d'être.

(Lire la suite page 20.)

Les codes  
Dalloz ne  
cessent de  
grandir : régula-  
irement mis à jour,  
enrichis des anno-  
tations de jurispru-  
dence et complétés  
de bibliographies,  
toujours accessi-  
bles grâce à de  
nombreuses tables.  
Nouveau Code de  
procédure civile  
1988.



Sa grandeur est à l'intérieur.

200 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

Cet article met fin à la série sur « l'état de la France », dont les leçons seront tirées la semaine prochaine dans un supplément spécial consacré aux forces et aux faiblesses de l'économie nationale. Onze autres textes avaient déjà été publiés, soit successivement « Une passe périlleuse », de Bernard Lassudrie-Duchêne (28 juillet 1987), « La poignée des mauvais élèves », de Jean-Marie Chevalier (4 août 1987), « Les deux parasses », de Jean Metouk (11 août 1987), « En déclinant le déclin », de Xavier

Greffin (22 septembre 1987), « La finance contre l'industrie », de Henri Bourguinat (20 octobre 1987), « Face à la complexité », de Jean Saint-Gaours (10 novembre 1987), « Une économie sans indulgence », de Michel Jobert (17 novembre 1987), « Un pays entravé », de Michel Aglietta (15 décembre 1987), « 1988 », d'Alain Blensy (5 janvier 1988), « L'impératif international », de Jean Wahl (18 février 1988) et « Une grande bifurcation », de Robert Boyer (22 mars 1988).





RÉPUBLIQUE TOGOLAISE  
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BÉNIN

COMMUNAUTÉ ÉLECTRIQUE DU BÉNIN

AVIS D'APPEL A LA PRÉQUALIFICATION  
DISPATCHING DE PRODUCTION ET DE TRANSPORT  
D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

# 1. OBJET ET FINANCEMENT

La Communauté électrique du Bénin en qualité de maître d'œuvre bénéficie d'un financement de la Banque africaine de développement (BAD) pour la réalisation d'un dispatching de production et de transport d'énergie électrique.

Les installations font l'objet d'un marché unique comprenant principalement :

- Un centre de conduite constitué d'un système informatique assurant le traitement d'informations en temps réel, la gestion des terminaux de visualisation et de dialogue homme-machine et l'exécution de programmes de calcul en temps différé ;
- les équipements d'alimentation de sécurité et l'aménagement et la finition des locaux du centre de conduite ;
- un réseau de télécontrôle transmettant les informations au centre de conduite et restituant les commandes dans les postes H.T.
- les adaptations de filerie dans les postes H.T. et les centrales ;
- l'extension du réseau de supports privés de transmission ;
- l'extension du réseau de téléphonie privée.
- la mise en place d'un réseau Telex privé.

# 2. CONDITIONS DE PARTICIPATION

La participation est ouverte à égalité de conditions à toute personne physique ou morale ou groupement de personnes physiques justifiant des références techniques et financières suffisantes et ressortissant d'un pays membre de la Banque africaine de développement ou d'un pays participant au Fonds africain de développement.

# 3. CONSULTATION ET ACQUISITION DES DOSSIERS D'APPEL A LA PRÉQUALIFICATION

Le dossier d'appel à la préqualification pourra être retiré à partir du 25 avril 1988 :

- soit auprès de la CEB (communauté électrique du Bénin), rue de l'Hôpital - BP 1368, Lomé, République togolaise. - Tél. : +225-21-61-32 et +225-21-67-95. - Téléc 5355.
- soit auprès de TRASY, rue d'Arion 88, B-1040 Bruxelles, Belgique. - Tél. : +32-2-234-51-09 (M<sup>me</sup> de Carter). - Téléc 21852.

contre paiement d'une somme non remboursable de 4 000 FF (quatre mille francs français).

# 4. LIEU ET DATE DE RÉCEPTION DES DOSSIERS POUR LA PRÉQUALIFICATION

Le dossier pour la préqualification, rédigé en langue française devra parvenir en trois exemplaires par envoi recommandé ou être déposé contre accusé de réception à l'adresse de la CEB, au plus tard le 27 mai 1988 à 10 h GMT.

# 5. PRÉQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS

Les entrepreneurs ayant remis un dossier de préqualification seront informés en temps utile, individuellement par lettre, de l'acceptation ou non de leur candidature en vue de participer à l'appel d'offres pour la réalisation du dispatching électrique.

**orientations**  
SERVICE

**Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :**

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, choisis à ou les filières qui vous intéressent et adressées en bon à :

Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. Mme-Mlle  
Adresse  
Code postal  
Ville

Niveau d'études actuel

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Ecoles de Vocations Internationales	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Coordonneurs
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> 3 <sup>e</sup> Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Hôtellerie-Restaurant
<input type="checkbox"/> Administration Militaire : Commissions	<input type="checkbox"/> Immobilier
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Infirmier
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Langues
<input type="checkbox"/> BTS Automobile	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Centre	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Marché de l'Art
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Paro-Médical
<input type="checkbox"/> Communication audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Photographie
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Concours Administratifs	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Orientation d'Entreprise	<input type="checkbox"/> Réseaux de Sécurité
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Dessin	<input type="checkbox"/> Tourisme
<input type="checkbox"/> Ecole Normale	<input type="checkbox"/> Système-Méthode-Photographie
<input type="checkbox"/> Expérimentation	<input type="checkbox"/> Système de Mode

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 6, rue de Savoie, 75008 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

# France, du destin au déclin

(Suite de la page 19.)

Cette politique monétaire extérieure d'équilibre peut être menée dans le Système monétaire européen ou hors de lui. « En sortir ou y rester » est l'exemple même du faux problème. Si, au nom de l'Europe, on veut garder le SMR, ses textes permettent de mener cette politique bien qu'ils aient été utilisés autrement jusqu'à présent, et c'est cette politique d'équilibre qui permet de réaliser leur déclaration d'intention : retrouver la croissance et faire baisser le chômage.

● Troisième maux : « la croissance créerait de l'inflation ». Mais ce n'est plus le problème. Il y a d'ailleurs moins d'inflation dans les pays qui croissent et qui n'ont pas de chômage, bien qu'ils travaillent au presque plein emploi, dont la France est fort loin. Le principal handicap de coût de la France est justement d'avoir à entretenir tant de chômeurs qui ne produisent pas.

## Un manque de civilisation

La France a-t-elle des chances de sortir de cette impasse ? J'en doute. Les dogmes, les religions et les préjugés sont les plus tenaces des choses. Ils le sont d'autant plus qu'ils sont irrationnels et que la concurrence politique consiste d'abord à montrer qu'on en est bon disciple, que l'autre est l'infidèle. Les maux qui en résultent ont plus de chances de conforter la foi que d'en libérer. Les guerres de Khmeiny et le chômage français résultent du même type de phénomène.

Si les gouvernements français ont été moins malins que d'autres pour traiter macro-économiquement le chômage et la stagnation, la société française, elle, n'a pas été assez civilisée pour procéder au « traitement sociologique » (qui n'est pas « social ») du chômage qui est le propre du « modèle scandinavo-nippo-alpha ». Dans les pays scandinaves, au Japon, en Suisse et en Autriche, le taux de chômage est très faible, d'abord parce que « cela ne se fait pas » de mettre quelqu'un au chômage sous prétexte de baisse de débouchés ou d'automatisation.

Les modalités sociales en sont variées, avec un rôle crucial des

grands syndicats en Suède et en Autriche, de la conception familiale des entreprises (de toutes tailles) au Japon, de la solidarité locale en Suisse. Mais le schéma d'ensemble résiste aux modalités spécifiques (les grandes entreprises japonaises continuent à faire travailler leurs sous-traitants, les Suisses ont cherché à stabiliser les travailleurs italiens plutôt qu'à les renvoyer, et le « truc » suédois n'est pas seulement de classer les chômeurs comme des étudiants en formation).

Un autre dogme français s'écroule quand on constate que ces pays à emplois stables sont parmi les plus productifs et parmi ceux qui s'adaptent le mieux aux changements de productions requis par le marché ou la technique, comme le montrent les reconversions fulgurantes de la construction navale suédoise, de l'horlogerie suisse et dans tous les domaines au Japon (comparez avec la France). Bien sûr, ne pas licencier quand la demande baisse implique en général que le temps de travail et les salaires soient réduits.

Ces sociétés pratiquent de fait une certaine participation des salariés aux bénéfices (c'est le rôle des primes au Japon), qui va souvent de pair avec une importante participation aux décisions (unanimité japonaise, cogestion suédoise, consensus suisse). Singulièrement, en France, la participation est à la fois le volet social du gaullisme et dans le sens de la philosophie de la gauche non autoritaire : pourquoi le « passage à l'acte » est-il si rare ?

L'économie française n'est donc que la conséquence d'un des traits principaux de la pensée française moderne, un large écart entre les idées et la réalité, l'illusion tant sur ce que l'on peut ou ne peut pas que sur ce que l'on est. Car, au paralyseur rétrograde sur les possibilités, fait souvent pendant un rêve trop rose sur l'état général des lieux. Les exemples abondent en tous domaines. Où sont la liberté, l'égalité, la fraternité pour les exclus dans le chômage ou la misère ? Le chômage viole d'ailleurs la Constitution qui a inscrit le droit au travail dans son préambule (par reprise du texte de 1946).

Mais, aussi, où est la démocratie, autre que symbolique, dans le

fait de voter tous les sept ans pour des candidats dont ceux qui ont une chance de l'être pratiquement la même chose (par exemple, nationaliser ou dénationaliser quelques très grandes entreprises est du gadget idéologique sans conséquence économique réelle, ce n'est que la couleur de l'emballage) ? Ou encore, où est la célèbre culture populaire française devant une télévision si souvent devenue une mise en condition pour l'imprégnation mentale de spots publicitaires ? Et quelle culture de pointe sensible, profonde, abondante, répandue, peut assez prospérer dans un tel milieu de motivation et de diffusion ?

Le problème de la France, bien sûr, est de concilier une histoire — qui est notre langue, notre façon d'être, la partie de notre environnement qui a encore un sens, une civilisation — avec la technique et la démocratie de la modernité. Cette tradition est son avantage sur l'Amérique qui a pour histoire le western. Et cette conciliation est une question de survie car, sans elle, la France cesse d'exister, soit en tant que telle, soit en tant que composante de la modernité.

## Le champ du spirituel

Mais une opération aussi délicate requiert d'abord de se comprendre et de connaître soi-même, de savoir prendre du recul, d'avoir une conscience claire et sereine de sa situation, de savoir forger ses propres valeurs : quel contraste avec les partis pris irréfléchis, le conflit systématique et la nervosité fébrile qui caractérisent notre vie collective actuelle !

Le besoin décrit définit presque le champ du spirituel. D'ailleurs, partout, les heurts entre les traditions et la modernité, mis à vif par la crise, suscitent de nouvelles aspirations de spiritualité. Mais avec quelles aberrations et quelles déceptions souvent ! Car le même dilemme se pose à ce niveau aussi pour les civilisations dont la spiritualité traditionnelle s'insère dans une religion dogmatique et surannée.

En particulier, la tradition spirituelle chrétienne de notre culture peut répondre au besoin pour divers aspects comme l'abaissement de l'ego, l'attention à autrui, le don, le désintéressement,

l'acceptation du monde, le recueillement, la communauté et la communion, les règles éthiques, le lien entre l'acte et la rétribution et une certaine vigilance de l'esprit. Elle a remarquablement su se nettoyer de sa complicité sociale historique. Mais, peu experte en psychologie et peu portée à l'analyse, parfois aliénante, valorisant parfois la souffrance, exigeant d'antiques notions de foi, de dogme, de croyance, de divin, de surnaturel, d'au-delà, de révélation, de péché et de repentir, elle ne constitue pas spontanément la spiritualité intégrante la raison et la liberté adaptées à la modernité.

C'est maintenant un lieu commun que d'évoquer que le succès sans pareil des organisations de l'extrême-Asie de marché pour la mise en œuvre des productions les plus modernes doit beaucoup aux traditions spirituelles de ces peuples. Pour celles-ci, rien n'est permanent (et a fortiori éternel), tout doit être toujours remis en question, l'intégration de l'individu au groupe implique l'unicité de l'action collective, tout doit progresser sans cesse et en particulier la formation du travailleur et la qualité du travail, chaque action a sa perfection comme l'une de ses fins, frugalité est vertu, etc.

Nos propres traditions spirituelles sauront-elles assez se dépouiller et s'approfondir pour répondre au triple défi de la nouvelle modernité qui est de la gérer efficacement sur les plans individuel et collectif, de la marier harmonieusement à notre histoire spécifique, et de la pourvoir d'âme ? Sinon, quel autre type de conscience peut remplir ce rôle ou dans quelle nouvelle aliénation historique la faiblesse de l'esprit risque-t-elle de nous entraîner ?

Toute sagesse commence par l'éveil à ces questions. Et tout devenir sera à l'aune de la réponse, à la mesure de cette reconstruction consciente des ressorts de l'être sans laquelle, nous dit Max Weber, la civilisation occidentale devient « une pétrification mécanique aggrégée d'une sorte de vanité consensuelle », c'est-à-dire l'impossibilité de tout accomplissement humain, sinon ceux des « spécialistes sans âme ni vision et des voluptueux sans cœur ». Mais voulons-nous encore un autre sort ?

SERGE-CHRISTOPHE KOLM.

# Quand les syndicats australiens veulent se regrouper

(Suite de la page 19.)

« Nous essaierons de travailler avec le futur gouvernement quel qu'il soit », assure M. Crean, mais l'attitude du parti libéral ne nous donne pas beaucoup d'espoir. La gauche est encore moins optimiste : « Je ne pense pas », confie M. Ferguson, « qu'un gouvernement conservateur rechercherait un accord avec les syndicats car il devrait alors reconnaître la légitimité du mouvement syndical... »

Du côté du patronat, on se refuse à parler de « consensus ». Il est vrai que le monde patronal australien est traversé de divisions

qui se sont répercutées, en 1987, jusqu'au sein de la CAI, tandis que diverses associations, proches de la « nouvelle droite » ultralibérale, se montraient plus agressives. « Ce sont les objectifs qui nous intéressent et non la couleur du gouvernement, conservateur ou socialiste », souligne M. Nokes, se plaignant d'un coût du travail encore trop élevé.

Quant aux syndicats, « ils deviennent plus responsables, mais ils ne s'intéressent pas assez à la productivité et à la compétitivité ». Cependant, quelques exemples de corruption ternissent

le paysage syndical. En 1987, la Fédération des travailleurs de la construction (BLF) a fait l'objet d'une enquête parce que certains de ses dirigeants étaient accusés d'avoir détourné des fonds, d'autres d'avoir recherché des avantages pour leur propre logement, d'autres encore d'être allés chercher de l'argent auprès du colonel Kimball.

Jeune manœuvre dans le bâtiment jusqu'en 1983, M. Nicolas Hermence a été, par obligation, syndiqué au BLF. Son souvenir est impérissable : « Il y avait un responsable du syndicat qui était en prison parce qu'il avait pris

des matériaux pour se construire une maison près de la mer. Il y avait des bagarres entre policiers et syndiqués. Le BLF était très à gauche. On travaillait deux heures par semaine et on faisait tout le temps grève. J'y suis resté un an puis j'ai changé de syndicat... »

Aujourd'hui, M. Hermence, qui n'a pas trente ans, fait des petits boulots. Mais il n'est pas dégoûté par le syndicalisme : il cherche un emploi à l'ACTU. Amaigri et plus efficace encore !

De Melbourne, MICHEL NOBLECOURT.

## Le règne de l'arbitrage

EN Australie, « la négociation est rare », explique M. Martin Ferguson, vice-président de l'ACTU. Mais la concertation est une pratique très répandue. Ainsi, une loi de 1904 a créé un système qui, s'il était transposé en France, reviendrait à faire fixer par les conseils de prud'hommes l'augmentation annuelle des salaires.

En clair, une commission nationale de conciliation et d'arbitrage statue sur les conditions de travail, les « différends individuels » et les salaires des employés de l'industrie. Composée de cinq membres — le président est nommé par le gouvernement, et le numéro deux est une ex-responsable de l'ACTU, M<sup>me</sup> Jan Marsh — elle fonctionne comme un tribunal, écoute les parties (employeurs et syndicats) et rend ses arbitrages. Sur le même modèle, des commissions existent dans chacun des six États d'Australie.

Pour la mise en application de l'accord de 1983, où l'ACTU a accepté « un moins » pour les salaires en échange « d'un plus » pour les emplois, la commission nationale a joué un rôle essentiel en fixant les augmentations générales. Ainsi, en termes réels, les revenus salariaux ont baissé de 2,2 % en 1985-1986, de 2,9 % en 1986-1987 et d'environ 2 % pour 1987-1988.

## Une promesse de paix sociale

C'est ce « tribunal » qui a institué pour 1987 et 1988 un système salarial à deux étapes. En premier : des augmentations uniformes de 10 dollars australiens (40 F) par semaine ont été accordés à tous les employés de l'industrie en mars 1987, puis de 6 dollars par semaine en février 1988. En second, la voie était ouverte à des hausses pouvant aller jusqu'à 4 %, à condition de

respecter au moins une de ces conditions : meilleure efficacité dans le travail, changement de poste, paiement supplémentaire lorsque les taux de base sont au minimum, correction d'inégalités.

Il est donc possible, dans certaines branches, voire dans des entreprises, de négocier des « suppléments » par rapport aux augmentations générales décidées par la commission nationale. M. Stuart Spencer, président du Syndicat patronal de la confiserie (CMA), reconnaît que des accords peuvent octroyer « un peu plus » — avec en retour une « promesse de paix sociale » — mais il souligne qu'il s'agit plus souvent, pour certaines firmes, de « partager les gains de productivité ».

Théoriquement, la loi fait obligation aux employeurs et aux syndicats de respecter les décisions de la commission nationale. Cela signifie que, si des syndicats lancent un mot d'ordre de grève

contre l'insuffisance d'une augmentation salariale fixée par ce « tribunal », ils se retrouvent en pleine illégalité. Des amendes et des peines de prison sont même prévues. Mais, dans les faits, les syndicats passent outre, notamment des actions sans nécessairement être poursuivies.

Aujourd'hui, on cultive plus la collaboration que le conflit, en Australie. M<sup>me</sup> Iola Mathews, coordinatrice du programme d'action pour les femmes au sein du bureau de l'ACTU, confirme : « Nous avons conclu, dit-elle, un accord avec les employeurs pour lever la prohibition du travail de nuit des femmes. Pour nous, c'est avant tout un problème de choix. Une législation fédérale de 1988 oblige par ailleurs les entreprises de plus de cent salariés de développer, après consultation des syndicats, des programmes d'action positive » pour favoriser l'emploi des femmes.

M. N.



du déclin

# Recycler la dette du tiers-monde

Il faut rendre positifs les flux financiers du Nord et mobiliser l'épargne du Sud

par RENÉ LENOIR (\*)

L'ÉVOLUTION de l'économie mondiale, la baisse désormais structurelle du cours des matières premières obligent à repenser les stratégies de développement et de remboursement de la dette. Schématiquement, on se trouve en présence de deux types de solutions : les constructives, les concertées, et les déplorables.

Solutions constructives, celles que le FMI, en liaison avec le club de Paris, le club de Londres et la Banque mondiale, s'efforcent de mettre sur pied. Elles ont quelques vertus : elles atténuent le poids de la dette, elles contribuent surtout au rappel des grands équilibres et de la nécessité de gérer rigoureusement l'Etat et les entreprises. Mais leur succès ne peut être que partiel et à court terme pour deux raisons.

Les experts internationaux croient transportables certains succès asiatiques. Or les pays qui s'en tirent sont, soit comme la Corée et Taiwan, industrialisés et non exportateurs de matières premières, soit des Etats continents tournés vers leur marché intérieur comme l'Inde. Dès lors, prôner le développement des exportations, grâce à l'avantage comparatif de minerais, d'oléagineux, de coton, de produits alimentaires (café, cacao, sucre, fruits) est un leurre.

## Des effets parfois nocifs

Il y a trop de tout sur le marché, et tout effort pour accroître les exportations afin de rembourser la dette contribue à déprimer les cours. Tout se passe comme si la discipline imposée était tout entière orientée à court terme vers le remboursement de la dette, et non à long terme vers un développement compatible avec le nouvel état du monde. En Afrique, les prêts de développement ne représentent plus que 49 % du total des prêts de la Banque mondiale.

En Côte-d'Ivoire, l'accord conclu sous la quadruple égide du FMI, de la Banque mondiale, et des clubs de Paris et de Londres, assure l'équilibre des finances publiques à court terme. Mais, en restructurant la dette déjà rééchelonnée, les intérêts et les échéances courantes, capital et intérêts compris, ont abouti à un gonflement de l'endettement. Autant dire qu'à moyen terme la Côte-d'Ivoire remboursera si le dollar remonte et si les cours du café, du cacao et du coton se relèvent sensiblement ! On fait comme si...

La seconde raison, génératrice d'échecs, tient à une application inopportune de « lois » économiques qui n'ont de valeur que dans un environnement précis. Rééchelonnement de la dette et accord de stand-by s'accompagnent de mesures d'ajustement structurel dont les effets sont parfois nocifs. On impose une forte dévaluation

au Kenya, mais les exportations n'en deviennent pas compétitives pour autant. On fait réduire de 40 % la protection tarifaire de la Côte-d'Ivoire, et des pans entiers de son industrie (chimie, assemblage automobile, chaussures, textiles) sont en péril. La société africaine ne réagit pas aux stimuli comme la coréenne ou l'européenne.

Quant aux solutions sauvées-qui-peut, elles n'interviennent qu'à la marge. Les uns essaient de transformer leurs créances en participations dans des entreprises locales (*debt equity swaps*), méthode qui ne peut se généraliser sans faire passer le capital des entreprises du Sud aux mains des banques du Nord. D'autres vendent leurs créances au rabais

de l'épargne européenne ? Mais il faut simultanément orienter les investissements vers des actions et des secteurs ignorés jusqu'ici.

Conviendrait-il, pour rendre positifs les flux financiers, de sommer purement la dette ? Ce serait une erreur. Une injustice d'abord pour les quelques pays qui réussissent à tenir leurs engagements. Et le plus sûr moyen de marginaliser durablement les

endettement du Sud. On peut l'imaginer à deux niveaux : au niveau le plus haut, la communauté internationale saisirait la formidable opportunité que devrait représenter une réduction de 250 milliards de dollars du déficit américain en trois ans pour reporter 25 % de la dette grâce à une création de monnaie par les banques centrales du Nord, l'effet inflationniste de cette mesure compensant l'effet déflationniste de la réduction du déficit américain.

Si les pays habituellement prêteurs s'engageient dans cette voie, on imagine mal le Japon et Taiwan refuser de recycler vers le Sud une partie significative de leur formidable excédent commercial. Toutefois, si une action concertée de cette ampleur dépasse nos forces - ou notre volonté - il faut s'en tenir à des montants plus modestes : 30 % des intérêts de la dette comme le suggère le rapport Lombardi.

Dans les deux cas, la partie reportée ou recyclée de la dette devrait être investie sur place. Aiderait le Nord à aider. Les PVD s'imposeraient ainsi un gros effort d'investissement, les obligeant à sécréter une épargne publique et privée. Ce qu'ils font déjà, mais de façon très partielle. L'épargne forcée (prix d'achat aux paysans, impôts, droits de douane) est partout forte au Sud, mais partout aussi on constate une fuite devant la monnaie, soit en raison de l'inflation soit en raison du manque de discrétion de l'Etat à l'égard des épargnants et de l'organisation du marché financier.

Dégager à nouveau des ressources d'investissement, certes, mais pour quoi faire ? On peut citer au moins cinq domaines fondamentaux négligés jusqu'ici : celui de l'épargne (collecte et réinvestissement en circuit court en zones tant rurales qu'urbaines) ; celui de la création des PME (la Société financière internationale a entrepris une action bénéfique, mais à un niveau encore trop élevé, surtout en Afrique).

(\*) Ancien ministre.

que) : celui de l'intensification des échanges villes-campagnes, ou du développement du marché intérieur, qui passe par la création de vraies collectivités locales (impliquées dans le choix, l'exécution et l'entretien des équipements collectifs), l'accent mis sur les cultures vivrières et la réduction simultanée des importations alimentaires ; celui de la formation professionnelle (seule à même d'assurer une maintenance décente du parc industriel, routier, agricole) et de l'apprentissage de la gestion ; celui de la recherche.

Comment procéder ? La crise actuelle a au moins un aspect bénéfique : elle a permis de constater les limites des projets orientés vers la seule extension des produits tropicaux et des grands projets où la population n'est pas impliquée. Aborder les domaines négligés jusqu'ici, et les aborder autrement, suppose, certes, des décisions politiques, mais aussi l'emploi de méthodes qui ne relèvent pas seulement ni principalement des institutions.

## Un savoir-faire dispersé

Un savoir-faire considérable s'est accumulé depuis trente ans au sein d'organisations non gouvernementales (ONG) du Nord et du Sud. Il est dispersé, non généralisable, même lorsqu'un succès éclatant comme celui de la Grameen Bank (Bangladesh) est source d'émulation. Passer de l'innovation à la diffusion sur des régions entières exige des procédures autres où pouvoirs locaux et institutions locales ont leur rôle et suppose des moyens financiers que le couplage de l'épargne peut fournir.

Le moment est venu de conjuguer le savoir-faire des services publics, des banques locales, des sociétés d'études et des ONG pour faire sauter les verrous du développement non à partir de l'idéologie dominante du Nord, mais des blocages propres à chaque pays et d'une évolution technologique qui réduit durablement la demande de matières premières.

D'où la méthode préconisée : la partie recyclée de la dette serait gérée paritairement dans deux fonds d'investissements créés dans chacun des plus gros pays débiteurs, l'un pour les infrastructures, l'autre pour le secteur productif. A leur initiative, les actions de terrain seraient

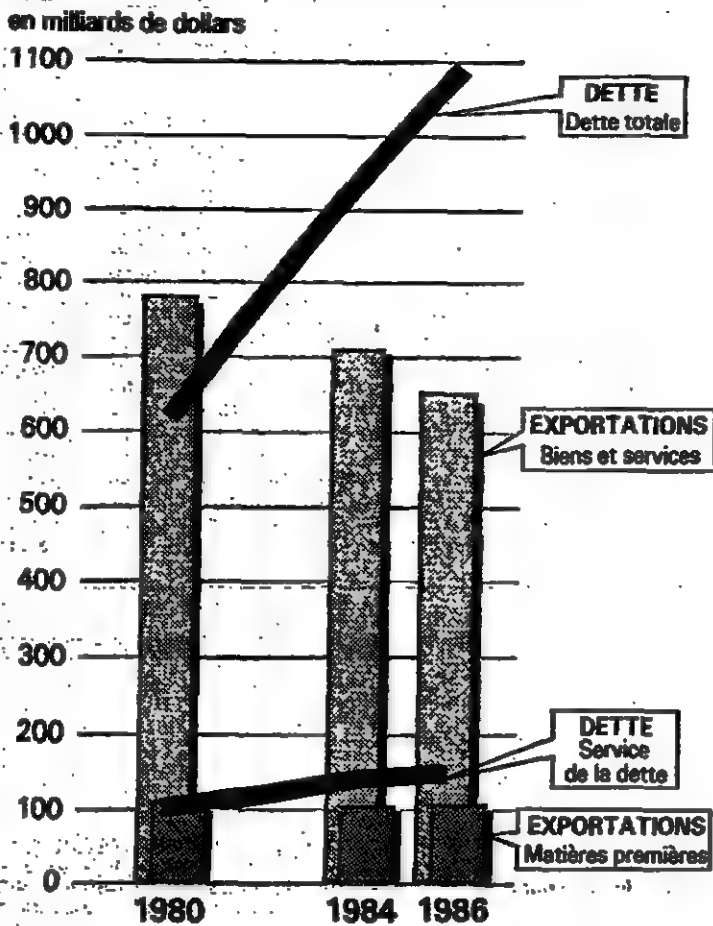
conduites quelquefois par les services publics existants, mais souvent par des instituts financiers locaux (IFL) au sein desquels se conjugueraient l'épargne du Sud et celle du Nord.

Il s'agit de faire de la « dentelle » à où les lourdes institutions classiques ont échoué. En matière d'autonomie, de souplesse, de variété, ces IFL devraient être conçus de façon à pouvoir mobiliser les acteurs et organes les plus aptes à faire évoluer un secteur.

Dans un tel montage, les recommandations du FMI et de la Banque mondiale ne sont pas rejetées dans les ténébreuses extérieures. On se donne au contraire les moyens d'appliquer ce qu'elles ont de bon - le respect de certains équilibres - en collant à la spécificité du pays, en utilisant certaines de ses traditions comme leviers. Comme une partie des actions à entreprendre sont destinées à développer les échanges internes, il serait logique que les prêts de la Banque mondiale soient proposés aussi en monnaie locale.

Il faut agir vite. Globalement, en 1986, le service de la dette (147 milliards de dollars) a représenté 22 % des exportations de biens et services du tiers-monde (654 milliards) et 136 % des exportations de matières premières (105 milliards). C'est une ponction insupportable. Et c'est à une véritable régression que l'on assiste dans la plupart des pays endettés. Pour s'en tenir à l'Afrique, on ne construit plus au Cameroun et en Côte-d'Ivoire ; l'Etat camerounais ne paie plus les entreprises depuis quatorze mois et nombreuses sont celles qui ont fermé ou plié bagages ; le Nigeria n'importe plus de pièces de rechange et des entreprises saines sont mises en difficulté.

Un peu partout, faute de pièces de rechange, le parc d'engins routiers et agricoles n'est plus entretenu ; les banques étrangères se désengagent les unes après les autres. Une asphyxie financière - même temporaire - génère un véritable recul. La suite est prévisible : chômage et misère accrues, troubles, radicalisation des mouvements d'opposition, intervention des militaires ou renforcement de la main mise étatique sur toute la vie d'une nation. Appliquée, la proposition ici présentée constituerait un essai de régulation à l'échelle de la planète à même de prévenir des désastres dont aucun pays, même riche, ne sortirait indemne.



(buy-back plans) : ce qui aboutit à une détérioration des bilans quand les décaissements - cas courant en Amérique latine et en Afrique - dépassent 50 % (95 % au Soudan). D'autres se font rembourser leur créance en nature (*debt for export swaps*) au détriment des autres créanciers, puisque la capacité globale de remboursement est diminuée à la mesure de ces exportations affectées.

Alors que faire ? Il faut, le plus rapidement possible, rendre à nouveau positifs les flux financiers Nord-Sud. Comment oublier qu'au dix-neuvième siècle ni les États-Unis ni la Russie ne se sentaient développés sans l'apport

PVD. Un certain nombre de banques qui, il faut le rappeler, gèrent l'argent des épargnants, seraient mises en faillite.

En août 1982, quand le Mexique a annoncé qu'il était incapable de régler ses échéances, sept banques texanes étaient prêtes à déposer leur bilan et le Trésor américain a dû improviser une parade en quelques jours. Pour s'être trop aventurées huit grandes banques américaines viennent de voir leur cotation abîmée.

## Le prix à payer

On pourrait, certes, imaginer de faire payer le contribuable à la place du déposant. L'effet déflationniste serait certain et peu de gouvernements du Nord se hasarderaient à imposer une mesure de ce type. Dans les deux cas, il y aurait peu de candidats au Nord pour s'engager à nouveau dans des financements au Sud.

La seule solution constructive et à long terme, c'est le recyclage-couplage : recyclage immédiat d'une partie de la dette et couplage avec l'épargne du Sud à mobiliser plus et mieux qu'elle ne l'est.

Le recyclage c'est le prix que le Nord doit payer, dans son intérêt, et celui de tous, compte tenu de sa part de responsabilité dans

M.S. ESSEC

TECHNIQUES FINANCIÈRES

- Programme intensif d'un an préparant à l'exercice des nouveaux métiers de la finance.
- Les enseignants sont des professeurs de renommée internationale et des experts travaillant dans les banques et les entreprises associées au programme.
- Admission ouverte jusqu'au 15 juin aux titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou de gestion, IEP, DEA ou équivalent.

Informations : Elyse ROSELLO, ESSEC, BP 105, Cergy-Pontoise. Tél. : (1) 30-38-38-00.

ESSEC - Etablissement d'Enseignement supérieur privé

VOYAGEZ Mac A PRIX CHARTER

23.900

Macintosh SE

Disque interne 45 Mo.

PROMAC compatible

2 lecteurs 990 Ko

28345 TTC

ACCE Informatique

4 bis et 6 rue de Chateaudun - 75009 PARIS

Tél. 48.78.38.01 - Serveur minitel : 48.78.79.92

M.S. HEC

MASTÈRES SPÉCIALISÉS

UNE FORMATION D'EXCELLENCE A L'ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES

M.S. HEC COMMUNICATION : LA COMMUNICATION GLOBALE

Au service des Entreprises et Organismes : Publicité, Promotion, Relations Publiques, Sponsoring, etc.

M.S. HEC ENTREPRENEURS : LES LEADERS EN ACTION

Former sur le plan humain et scientifique les managers de demain.

M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE : LES NOUVEAUX METIERS DE LA FINANCE

Maîtriser les nouveaux instruments financiers et gérer les risques internationaux.

M.S. HEC INTELLIGENCE MARKETING : LE MARKETING SCIENTIFIQUE

Mettre le Marketing au service de la décision stratégique.

Clôture des inscriptions : 15 mai 1988.

Renseignements et inscriptions : Monique SASSIER - HEC - 78350 Jouy-en-Josas

HEC

HAUTES ETUDES COMMERCIALES

CHAMBERLAIN COMMERCIAL ET INDUSTRIEL DE PARIS

مكتبة الأجل



هكذا من الامل

## La chronique de Paul Fabra

# Madame H. Biaujeaud

ELLE pensait que « Huguette ne ferait pas sérieux ». Si j'ai la chance aujourd'hui de vous parler de l'œuvre brève, mais fulgurante, publiée en 1934 par une jeune fille qui consacra ensuite son activité à bien d'autres choses, certes intéressantes, mais sans rapport avec un début aussi prometteur, la raison en est l'initiative, ô combien heureuse ! prise par le professeur Gilbert Abraham-Frois, de l'université de Paris-X Nanterre, de rééditer la thèse écrite, il y a cinquante-cinq ans, par Huguette (H.) Biaujeaud, sur la théorie ricardienne de la valeur et d'offrir, à cette occasion, retrouvé son auteur.

Qu'à l'âge de vingt-deux ou vingt-trois ans, par la seule force de son esprit d'analyse, de la liberté et de l'humilité de sa démarche intellectuelle (les deux qualités vont généralement de pair), de sa capacité de travail, on se hisse en l'espace de douze à dix-huit mois au niveau des spécialistes les plus réputés d'une matière particulièrement difficile, la chose n'est pas fréquente. Comme on peut s'y attendre, les vrais spécialistes ne s'y tromperont pas. Ils reconnurent l'étudiante prodige pour leur pair.

Tel fut le cas pour le plus éminent des économistes du vingtième siècle, l'un des plus influents mais des moins connus (il mit trente ans à écrire un livre de quatre-vingt-dix pages publié en 1960 sous le titre circulaire la Production des marchandises par les marchandises) : Piero Sraffa, qui enseignait à Cambridge. Huguette Biaujeaud s'adressa à lui pour avoir accès aux premières éditions de David Ricardo (1772-1823). Sraffa cita par la suite, avec la plus grande considération, le travail de la jeune Française. Celle-ci, sans fanfaronner, n'avait pas hésité à s'inscrire en faux contre certaines des interprétations les plus arbitraires du plus grand des classiques anglais.

Au cours de ces dernières années, le nom de Huguette Biaujeaud est réapparu

dans la bibliographie de plusieurs livres publiés en Angleterre, aux États-Unis et en France. Son ouvrage, tiré à quelques centaines d'exemplaires, avait disparu depuis longtemps de la circulation avant que Gilbert Abraham-Frois ne décide de la faire enfin connaître d'un public plus large (1).

Un destin aussi exceptionnel est aussi l'histoire d'un non-déclat. Pourquoi donc l'étudiante si douée n'a-t-elle pas continué une carrière si bien commencée ? La réponse paraît d'une grande, mais triste, banalité. Il n'allait pas de soi qu'une femme, eût-elle déjà prouvé qu'elle en avait, et au-delà, toutes les capacités, dût embrasser une carrière, encore moins une carrière qui l'eût d'emblée placée au premier rang. Huguette Biaujeaud abandonna, ou plutôt dut abandonner ses recherches dès les premiers mois qui suivirent son mariage.

Quand, après la guerre, elle se retrouva seule pour élever son fils unique, elle dut prendre un métier. Mais les études de sciences économiques étaient déjà loin, à lui parer plus expédient d'entrer dans la magistrature. « Vous avez bien conscience, j'espère, madame, que vous n'avez pas écrit ce livre pour le plaisir de la plume, mais pour le plaisir de la pensée », lui écrivait Sraffa en 1946.

CES préjugés ont-ils complètement disparu aujourd'hui ? La pseudo-argumentation selon laquelle, aucune femme, à une ou deux exceptions près, ne s'étant imposée depuis deux siècles comme économiste de grand renom, on doit en conclure que nos concitoyens ne sont décidément pas plus doués pour cette discipline qu'ils ne le sont pour les plus hautes œuvres de la philosophie,

des mathématiques, voire de la musique ou de l'architecture ; cet argument, on l'entend encore aujourd'hui, sinon en public, tout au moins dans les conversations privées !

Au fur et à mesure qu'on pénètre dans la lecture de l'essai de notre auteur, on se persuade qu'on est en présence d'une pensée qui aurait probablement pu devenir une des plus influentes et des plus innovatrices de sa génération.

J'ignore si Huguette Biaujeaud en éprouve, en son for intérieur, de l'amertume. Ce sentiment paraît à première vue étranger à cette femme encore pleine d'entrain et de gaieté : « Je ne regrette rien, dit-elle, j'ai beaucoup aimé mon métier de juge. » Elle a pourtant la conscience du glissement et l'aspirine, en toute simplicité, quand elle se rappelle les circonstances dans lesquelles son manuscrit sur la vie de Ricardo a été brûlé, sans qu'elle puisse s'en prendre au hasard d'un incendie. Ce texte présentait entre autres choses, longtemps avant la monumentale édition des œuvres complètes par Sraffa, un précieux tableau comparatif des trois éditions successives des Principes de l'économie politique et de l'impôt de Ricardo.

Se thèse reste, pour l'essentiel, un travail d'historien de la pensée, très différent de celui entrepris par Sraffa. La Production des marchandises par les marchandises se présente comme un tableau schématisé du fonctionnement d'une économie que son auteur cherche à réduire à un petit nombre d'équations fondamentales, à travers lesquelles le capital et son profit, le travail et sa rémunération, sont censés jouer le rôle que leur attribue Ricardo. L'objectif étant de définir une mesure invariable de la valeur, un objectif que le grand écono-

miste anglais disait impossible à atteindre (Sraffa n'y est parvenu qu'en dormant à l'égal d'une définition nouvelle).

Huguette Biaujeaud, qui tout étudiant de science économique se doit de lire, fut sans doute la première, vingt ans avant Sraffa, à montrer que Ricardo était resté fidèle à sa conception d'origine de la valeur « proportionnelle à la quantité de travail », même s'il s'est aussi attaché à expliquer comment le facteur temps — ce que Huguette Biaujeaud fait très bien ressortir — intervenait pour brouiller cette proportionnalité. Le temps exerça son influence à travers l'accumulation du capital et la capitalisation des profits, qu'on appelle traditionnellement « intérêt ». Ricardo n'explique pas, de cette capitalisation. Il n'éprouve pas non plus le besoin de justifier la rémunération du capitaliste pour l'avance de capital qu'il fait aux travailleurs, en leur versant un salaire.

MEUX que beaucoup de ses prédécesseurs, Huguette Biaujeaud formule, sans idéologie préconçue, les grandes questions posées par Ricardo pour qui le travail est le « régulateur » de la valeur. Mais était-elle fondée à soutenir qu'en réalité Ricardo professait deux doctrines de la valeur, l'une de nature « philosophique », édictée sur l'effort humain, l'autre « pratique », ou plutôt « vulgaire », fondée sur le coût de production ? La clef de l'imposante construction théorique du plus grand économiste classique ne serait-elle pas à chercher dans l'explication du profit qui manque chez Ricardo ? La valeur d'échange n'existe, par définition, que par l'échange et le capital existant s'échangerait à travers le temps contre le profit à venir (2).

Huguette Biaujeaud reprend peut-être un peu légèrement l'idée selon laquelle la théorie ricardienne n'aurait expliqué que l'économie de son temps, alors que le libre-échange international, encore aujourd'hui, trouve sa seule justification dans le concept d'avantages comparatifs édictés par Ricardo. Elle qui, à juste titre, souligne l'imprécision du vocabulaire de Ricardo commet une confusion en parlant de la « valeur du travail », alors que, chez Ricardo, le travail ne peut pas avoir, en tant que tel, de la valeur.

Je voudrais ici rappeler aux lecteurs du Monde que notre journal a publié, le 6 mars 1979, un article du fils de M<sup>me</sup> Biaujeaud, mort en 1982. Ce texte, intitulé « La vérité sur la solution finale », était une réponse aux thèses révisionnistes. François Delpech enseignait l'histoire à l'université de Lyon. Il était un des animateurs de l'Association de l'histoire judéo-chrétienne.

(1) Essai sur la théorie ricardienne de la valeur, par H. Biaujeaud, avant-propos de Gilbert Abraham-Frois, éd. Economica, 245 p., 150 F.

(2) Voir sur ce point notre propre livre, L'Anticapitalisme, essai de réhabilitation de l'économie politique, coll. « Champs », Flammarion, 300 p., 35 F.

Par suite d'un défaut de transmission, un membre de phrase a été omis dans la précédente chronique (x 1982 et les petits circulaires », le Monde daté du 12 avril). Le paragraphe commençant, au bas de la première colonne, par les mots : « Supposons donc que vos affaires ou vos loisirs vous conduisent dans un pays lointain... », était complété de la façon suivante : « ... et que vous vouliez savoir en France pour quelques heures ou quelques jours ». Ces derniers mots n'ont pas été publiés, ce qui retirait son sens à la phrase qui suivait : « Le moyen le plus commode sera très souvent le voyage ».

## A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

# 1992 : l'enjeu

« L'EUROPE s'est ressaisie, elle a un objectif : en 1992, réaliser un espace commun en matière économique et sociale. Elle s'est donnée des institutions améliorées [...], puis les moyens financiers et les instruments opérationnels pour réaliser ces objectifs [...]. La voie est ouverte pour une grande ambition collective, pour la réurgence des valeurs de solidarité inhérentes à ce qu'il y a de mieux dans la civilisation européenne. » Telle est la perspective pour Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes (1).

Dans *Regards sur l'actualité*, Jean-Pierre Moussy, économiste, rappelle les grandes lignes de l'échancier : complète libéralisation de la circulation des biens et des personnes — et donc élimination des frontières physiques, techniques et fiscales ; et aussi libéralisation des prestations de services, financières notamment — et donc constitution de l'Europe bancaire et financière (2).

Dans la *Revue politique et parlementaire*, Alain Joannes, journaliste, analysant le discours politique français, fait ressortir, par delà le consensus ambiant sur 1992, les désaccords, les différences et les divergences (3). Cette même revue et *Economie prospective internationale*, revue du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) (4), nous proposent les analyses de plusieurs économistes sur les implications du marché unique.

Une chose est certaine : 1992, si le projet s'accomplit, ne sera une compétition élargie à de nouveaux domaines, et intensifiée. Or, si certains croient aux vertus de la concurrence, d'autres s'en défient. Michel Catinat, conseiller économique à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, à la foi : des différentes mesures étudiées — ouverture des marchés publics, suppression des frontières intracommunautaires, libéralisation des services financiers, — il fait ressortir les différents bienfaits potentiels : baisses des coûts, baisses des prix, économies budgétaires, intensification des échanges intracommunautaires, économies d'échelles, amélioration du produit intérieur communautaire, augmentation de l'emploi, accroissement du bien-être collectif.

## Des revenantes ?

Elles, on ne parlait plus guère. Et pourtant... Elles réalisent les trois quarts des exportations américaines. Elles jouent un rôle essentiel dans la mutation du système industriel mondial. Mais elles pèsent aussi d'une manière décisive dans des domaines de plus en plus nombreux, le sport notamment : Coupe du monde de football ou Jeux olympiques...

Les États du tiers-monde ont avec elles des rapports ambigus : comment les contraindre à une bonne conduite sans les faire partir ? Ou comment les attirer sans leur laisser carte blanche ? Principalement européennes, américaines et japonaises, elles sont surtout implantées en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine.

Plus les firmes multinationales sont importantes, plus elles se font discrètes. Sous la direction de Vladimir Andreïeff et Jean Masini, la *Revue Tiers-Monde* consacre son numéro de janvier-mars 1988 à « Multinationales et développement : quelles perspectives ? »

1992, les désaccords, les différences et les divergences (3). Cette même revue et *Economie prospective internationale*, revue du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) (4), nous proposent les analyses de plusieurs économistes sur les implications du marché unique.

Une chose est certaine : 1992, si le projet s'accomplit, ne sera une compétition élargie à de nouveaux domaines, et intensifiée. Or, si certains croient aux vertus de la concurrence, d'autres s'en défient. Michel Catinat, conseiller économique à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, à la foi : des différentes mesures étudiées — ouverture des marchés publics, suppression des frontières intracommunautaires, libéralisation des services financiers, — il fait ressortir les différents bienfaits potentiels : baisses des coûts, baisses des prix, économies budgétaires, intensification des échanges intracommunautaires, économies d'échelles, amélioration du produit intérieur communautaire, augmentation de l'emploi, accroissement du bien-être collectif.

Il ne cache certes pas que des emplois seront supprimés, des entreprises menacées, des activités nationales appelées à s'adapter ; mais, globalement, il met en avant les potentialités positives de cette « politique d'offre à l'euro-péen » que constitue l'achèvement du grand marché intérieur (4). Beaucoup dépendra de l'entreprise : « Elle devra vivre au rythme de son temps ou disparaître, accepter le risque pour saisir de nouvelles opportunités ou échouer. »

Il faudra aussi — mais l'auteur ne fait que mentionner ce point — accompagner le processus d'adaptation d'une certaine redistribution (régionale, sectorielle et sociale), de manière notamment à amortir et à rendre acceptables les multiples coûts d'ajustement ; il faudra enfin — mais l'auteur aborde ce point avec une infidèle prudence — veiller à ce que ce soit les entreprises communautaires, et non leurs concurrentes des autres parties du monde, qui bénéficient au premier chef de cette politique : « La concurrence devrait d'abord être interne avant que d'être externe, faute de quoi la désindustrialisation de l'Europe risquerait d'être accélérée irrémédiablement (4). »

Olivier Appert, cadre d'entreprise, exprime sur ce point les

plus vives inquiétudes : « Le danger le plus grave pour les entreprises françaises (et d'ailleurs européennes) est, à coup sûr, l'ouverture sans contrepartie de l'Europe aux produits des pays tiers. Certes, l'acte unique prévoit le renforcement de la politique commerciale communautaire. Cependant, d'inspiration essentiellement libre-échangiste, il ne contient que des bonnes intentions en la matière : aucune disposition protectionniste comparable à celles prévues pour la politique agricole commune n'a été envisagée. Le risque est donc grand de lever toutes les barrières intracommunautaires au bénéfice des seuls consommateurs et des producteurs japonais et américains, qui profiteraient pleinement d'un marché sans entraves (1). »

## Un maillon faible

Et l'auteur, s'appuyant sur quelques faits récents, soutient que « l'Europe n'est pas capable d'opposer à ses concurrents une politique commerciale commune, soutenue par une véritable volonté politique ; en cherchant le maillon faible, les pays tiers gagnent à tout coup ». Au total, affirme Olivier Appert, « si seule une partie des dispositions étaient prises ou encore si aucune mesure de protection de l'économie européenne n'était mise en place », l'acte unique présenterait « des risques mortels pour

l'économie française et en particulier pour son industrie ».

Alors, « passez-vous ce poison mortel ».

Pour Jean-Michel Charpin, directeur du CEPII, « le risque principal que court le marché unique, c'est qu'il ne se passe rien » (3). Car si les bénéfices potentiels sont importants, que d'obstacles à surmonter, de résistances à vaincre, de pièges à déjouer : « Il faudra apporter des réponses aux interrogations légitimes des travailleurs licenciés, des syndicats inquiets, des PME absorbées, des régions menacées (...) ».

Et cela, dans le cadre d'un espace social encore largement hétérogène et au sein duquel l'harmonisation sociale ne peut qu'accompagner le rattrapage économique ; en veillant à ce que chaque composante de la Communauté bénéficie, soit directement, soit à travers quelque redistribution, de la manne à venir ; et en évitant de verser dans un protectionnisme systématique, dont les effets ne peuvent être que négatifs, mais en négociant, fût-ce durement, « dans le cadre de l'Uruguay Round, pour obtenir de certains pays développés une ouverture équivalente à celle de l'Europe. »

Encore faudra-t-il, pour Jean-Michel Charpin, que soit réalisé un suffisant niveau de croissance, sans lequel les adaptations nécessaires seraient ressenties comme insupportables. Tel est d'ailleurs le point auquel arrive Michel

Aglietta, conseiller scientifique au CEPII, au terme de son analyse du rapport Padoa-Schioppa sur « une stratégie pour l'évolution du système économique de la Communauté européenne » : « En tout état de cause, la croissance de 3,5 % par an sur cinq ans, proposée par la Commission dans la stratégie à moyen terme définie en 1986, est la première condition de l'entreprise (4) ». Ce qui est proprement hors d'attente sans une radicale révision des politiques économiques européennes.

Bienfaits à attendre du marché unique, si... Si la redistribution. Si la protection extérieure... Si le croissement... Mais est-ce là l'essentiel ? Edgard Pélissier, directeur de la nouvelle revue *l'Événement européen*, met l'accent sur une autre condition : « Entraînée, sans toujours en comprendre le sens, dans la course vers le marché unique, l'Europe ne serait bientôt que la théâtre d'opérations des sociétés multinationales et ne se construirait une force politique et sociale à son échelle » (5).

Tout il est vrai qu'un grand marché, s'il est nécessaire à l'édification d'une puissance économique, n'en est pas une condition suffisante. Libre échange, protectionnisme et souvent une combinaison des deux ont servi, et servent encore aujourd'hui, à construire des économies nationales ; mais aucune économie nationale n'a jamais été construite sans stratégie.

Le marché unique peut être un puissant tonique. Mais pour qu'il permette d'avancer vers l'édification d'une économie européenne forte — indispensable dans le monde tel qu'il est — il faut une stratégie. Une stratégie avec trois volets majeurs : monétaire et financier, scientifique et technologique, et enfin dans le domaine complexe — et qu'il ne faut pas parceliser — de la formation, de l'investissement intellectuel et productif et des relations du travail.

(1) Entretien avec Jacques Delors, *Projet*, mars-avril 1988 (14, rue d'Assas, 75006 Paris).

(2) « Le grand marché intérieur européen à l'horizon 1992 », dossier d'information des *Regards sur l'actualité*, février 1988 (La Documentation Française, 29, rue Voltaire, 75007 Paris).

(3) « 1992 : l'enjeu du marché unique », dossier de la *Revue politique et parlementaire*, janvier-février 1988 (17, avenue Georges, 75017 Paris).

(4) « Europe 1992 », dossier d'économie prospective internationale, 1<sup>er</sup> trimestre 1988 (CEPII, Centre d'études prospectives et d'informations internationales, 9, rue Georges-Pisard, 75015 Paris).

(5) *L'Événement européen*, premier numéro, 1988-1 (62, boulevard Garibaldi, 75015 Paris).

## Kaléidoscope

— Les « quinze-vingt-cinq ans » : diversité d'une génération ; valeurs, mentalités, comportements dans la crise ; numéro hors série de la *Revue des affaires sociales*, décembre 1987.

— « Système d'emploi » versus marché du travail ; paternalisme ; chômage caché ; maîtrise des coûts humains du travail et développement technique ; *Economies et sociétés*, novembre 1987 (dernier numéro paru).

— Salaires et complément de rémunération : analyse des pratiques d'entreprises. Documents du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts), quatrième trimestre 1987.

— Le monde associatif ; les traitements des fonctionnaires ;

durée de vie et âge de l'outil de production ; *Economie et statistique*, mars 1988.

— Les nouvelles règles du jeu de l'investissement ; l'évaluation des matrices stratégiques ; *Annales des mines*, mars 1988.

— Le contrôle des grandes sociétés ; le taux de profit aux États-Unis ; *Cambridge Journal of Economics*, décembre 1987.

— Épargne, placements, épargne des sociétés aux États-Unis ; la politique coréenne de croissance ; *Brookings Papers on Economic Activity*, 1987-2.

— « Égypte : recomposition ». État, agriculture, types de gestion foncière, « Informel structuré » ; numéro spécial de *Peuples méditerranéens*, octobre 1987-mars 1988.

## PRÉFECTURE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE CHARENTE-MARITIME

## PRÉGUILLAC Construction du poste électrique 400/225/90 KV de Saintes-Sud

## AVIS D'ENQUÊTE

Il sera procédé du mardi 17 mai au vendredi 17 juin inclus dans le cadre de la procédure d'attribution par appel d'offres publique :

— à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction du poste électrique 400-225-90 KV de Saintes-Sud, sur la commune de Préguillac ;

— à une enquête préalable conjointe en vue de définir exactement les parcelles susceptibles de la réalisation de cette opération.

Le dossier pourra être consulté à la mairie de Préguillac durant toute l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, soit les jours de 13 heures à 15 heures, jadis de 9 heures à 11 heures et vendredi de 14 heures à 16 heures.

Des registres seront également mis à la disposition du public qui pourra y consigner ses observations sur le projet.

M. Jean Bernard, ingénieur EDF en retraite, Préguillac, 17880 Foss, a été désigné en qualité de commissaire-prieur. Il se tiendra à la mairie de Préguillac les jours 13, de 13 heures à 15 heures, jadis 16, de 9 heures à 11 heures et vendredi de 14 heures à 16 heures, entendre toute déclaration des habitants et des intéressés sur l'utilité publique du projet.

A la clôture de l'enquête et pendant un an, copie des rapports et conclusions de commissaire-prieur sera déposée à la mairie de Préguillac, à la sous-préfecture de Saintes et pourra être obtenue sur simple demande adressée au préfet de la Charente-Maritime.

Les personnes intéressées autres que les propriétaires, usufructuaires, le fermier, le locataire, ceux qui ont des droits d'usage ou ceux qui peuvent réclamer des servitudes aux termes de la loi doivent se faire connaître à l'exploitant dans un délai de huit jours, à défaut de quoi elles seront déchues de tous droits à l'indemnité (article L.132 du Code de l'urbanisme).



## Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES  
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE  
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT  
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-  
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

### Produits Grand Public Secteur Loisirs

Prendre la Direction d'une PME française (73 MF - 150 personnes), s'appuyer sur sa position de leader en France pour accroître sa présence européenne, être le garant de sa bonne gestion financière, encourager son dynamisme industriel, commercial et marketing : c'est la mission très autonome de notre

### DIRECTEUR GENERAL

A 35 ans environ, votre progression professionnelle (Grande Ecole - Audit puis Direction opérationnelle de centre de profit par exemple), témoigne de vos compétences techniques notamment dans le domaine financier - et de votre charisme personnel. Il est impératif d'être bilingue Anglais ; la pratique de l'Allemand est un atout. Le poste peut être basé à Paris ou à Nancy et requiert une bonne mobilité.

Les consultants de A.I.R. étudieront en toute confidentialité le dossier de candidature (C.V. + lettre + photo + niveau de rémunération) que vous leur ferez parvenir, 93 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS, sous réf. 417.



ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

Notre PME très spécialisée, maîtrise l'ensemble des techniques de l'électronique de transmission.

De Singapour à Santiago, en passant par Helsinki, Mexico et Caracas, nous avons étudié, produit et installé des applications sophistiquées.

Nos ambitions nous conduisent à rechercher 2 collaborateurs de haut niveau.

### Directeur Général

Diplômé Grande Ecole, possédant une large expérience de la gestion des hommes et des projets, vous aurez à mettre en place et appliquer notre stratégie de développement. Une bonne compréhension des problèmes techniques est indispensable pour réussir à ce poste.

Réf. G 8024.

### Directeur Technique

Ingénieur électronicien, vous devez posséder une bonne expérience de l'électronique de transmission et être rompu à la conduite de projets. Vous serez le garant de notre avance technologique.

Réf. G 8025.

Ces postes sont basés en province. Merci d'adresser votre dossier confidentiel, en précisant la réf. du poste choisi, à notre Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

**nervet pont conseil**

département P.M.E. - P.M.L.



## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Notre métier : Le Vente Par Correspondance. Nos moyens : des Catalogues et des Magasins. Notre projet, nos politiques privilégient l'innovation technologique, la qualité totale et les femmes et les hommes, acteurs de notre réussite. Le défi coopératif dans la distribution d'aujourd'hui.

Nous recherchons pour notre Direction Études Marketing et Communication :

### CHARGE D'ETUDES QUALITATIVES MF

Sa mission principale sera la réalisation d'études de perceptions et motivations auprès de notre sociétariat et le développement de techniques d'enquêtes adaptées. Il participera à la définition de projets pour l'adaptation aux techniques d'enquêtes. Homme de communication, de méthode et de synthèse, il devra faire partager ses analyses et conclusions en vue de réalisations concrètes et opérationnelles. De formation supérieure en sciences sociales ou marketing, le candidat aura une première expérience professionnelle de 2 ans dans un poste similaire (cadre ou assistant).

Ce poste est à pourvoir à NIORT (ville où les services marketing et informatique sont en expansion). Les candidatures (lettres manuscrites, C.V., photo et prestations) devront être adressées à la Direction des Ressources et du Développement Social de la CAMIF - Tréviers de Chevigny - 89043 NIORT Cedex.



### LE SAVOIR-FAIRE INTERNATIONAL AU SERVICE DE L'HYGIENE.

LEVER INDUSTRIEL, Société du Groupe UNILEVER, bénéficie d'une position de premier plan dans la fabrication et la commercialisation de détergents industriels.

Sa direction Marketing recherche plusieurs

### CHEFS DE PRODUITS INDUSTRIELS

Vous prendrez en charge le développement et la gestion d'une gamme de produits destinés à une clientèle de professionnels. Vous mèneriez vos actions en relation constante avec la force de vente ainsi qu'avec nos centres de recherche internationaux.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, débutant ou muni d'une expérience similaire de 2 à 5 ans, vous faites preuve de qualités de rigueur, d'organisation, de créativité et d'initiative. Vous ne manquez pas d'ambition et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Les possibilités d'évolution seront à la mesure de vos résultats et de la dimension internationale d'UNILEVER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence LI/88 à UNILEVER FRANCE SERVICES - Recrutement et Sélection des Cadres - 157, boulevard Haussmann - 75382 Paris Cedex 08.

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

### PLUS PERFORMANT QUE JAMAIS !



### Chargé d'Études Clientèle.

Vous avez moins de 30 ans et êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez une 1<sup>re</sup> expérience de 2 ans dans un Institut d'Enquêtes Spécialisées. Vous êtes passionné par l'Automobile et ses implications sociologiques. Vous avez des qualités de contact vous permettant de vous intégrer facilement dans une équipe dynamique. Venez rejoindre notre Direction chargée des Études Clientèle.



Direction Centrale de l'Humain  
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

### RESPONSABLE DES ETUDES Paris-Sud

Futur directeur d'établissement d'enseignement privé - Cet établissement laïque hors contrat accueille 160 élèves en internat et externat de la 6<sup>ème</sup> à la terminale. Il recherche son directeur des études. Celui-ci aura un rôle pédagogique et relationnel important : animation et suivi de l'équipe d'enseignement, des élèves - contacts avec les familles. Lui-même pourra assurer quelques heures d'enseignement. Secondé pour la gestion, il prendra à terme la responsabilité complète de l'établissement. Ce poste s'adresse à un enseignant ayant déjà assumé des fonctions de direction des études ou à un cadre d'entreprise, motivé par un engagement professionnel en vue de la promotion de l'établissement. Il bénéficiera d'un cadre agréable aux portes de Paris. Ecrire à Christine BERNET, PS Conseil - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY CEDEX - Réf. A/8814M.

**PS Conseil**

## COMMUNICATION par CÂBLE

### COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT

Opérateur leader des Services de Communication par Câble, Société en pleine expansion sur un marché d'avenir, filiale de Coisse des Dépôts Développement (C3D) cherche à pourvoir les postes suivants, sur différents sites français hors PARIS :

### DIRECTEUR GENERAL DE FILIALE

(Ingénieur + expérience commerciale ; D.G.)

### RESPONSABLE TECHNIQUE DE RESEAU

(Ingénieur technique + expérience construction de réseau)

POSTES A POURVOIR RAPIDEMENT - REMUNERATION SELON QUALIFICATION

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo et indiquer préférences à G. MISSONNIER  
COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT, 4 place R. Doutry, PARIS 15<sup>e</sup> qui examinera votre candidature

## Manager commercial

LA TÉLÉCARTE. Un nouveau support est né. Dans l'environnement de FRANCE TÉLÉCOM et du groupe RÉGIE-PRESSE, la société RÉGIE-T, chargée de sa promotion et de son développement commercial, recherche son manager commercial. animateur d'une petite équipe en formation, il développera un potentiel important de chiffre d'affaires publicitaire auprès d'une clientèle d'entreprises (marketing, publicité, promotion...) et d'agences de publicité. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience prouvée dans le domaine de la promotion et de la vente de services. Rompu aux négociations et aux contacts avec les directions d'entreprises, il sera doué d'un esprit créatif et animé par le goût du challenge. Ecrire à J.A. DENNINGER à Neuilly, en précisant la référence S/8300.



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92200 Neuilly-sur-Seine - Tél. 47.47.11.84

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

هكذا من الاجل



LA BOURSE AUX  
**STAGES 88**  
DU MONDE CAMPUS

AVEC CES ENTREPRISES L'EUROPE VOUS EST OUVERTE

 **YVES RONROY**  **Ernst & Whinney**  **PHILIPS**  **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  **HEWLETT  
PACKARD**  **SOPAD  
Nestlé**  **NOMAD MUST SOFTWARE  
INTERNATIONAL**

 **Valeo**  **SKF**  **SOMMER ALLIBERT**  **GUILLE**  **CREDIT AGRICOLE**  **unisat**

 **MERLAN GERNY**  **FOUGEROLLE**  **NIXDORF  
COMPUTER**  **RHÔNE-POULENC**  **Yves Rocher**  **Schlumberger**  **Crédit Mutuel**  **SEAN**  **Groupe Cof Chimie**  **TEXAS  
INSTRUMENTS**  **SAIT**  **BANQUE POPULAIRE**



## SOMMAIRE

■ Le conflit franco-canadien à propos de la pêche a tourné à l'affrontement diplomatique avec l'arrestation de l'équipage du chalutier *Croix-de-Lorraine* et de quatre élus français qui se trouvaient à bord et qui ont été libérés dimanche soir sous caution (lire ci-contre).

■ La compagnie nationale Aeroméxico a déposé son bilan. Plusieurs milliers de passagers sont bloqués à Mexico (lire page 26).

■ Les derniers décrets-lois sur la nationalisation du secteur bancaire au Pérou font rebondir la polémique et amènent l'opposition à déposer un recours constitutionnel (lire page 29).

■ La protection sociale légale assure un minimum de ressources à 2,6 millions de personnes, mais laisse plusieurs centaines de milliers de pauvres en France, selon un rapport du CERC. Utiliser les initiatives locales n'aident encore que peu de gens (lire page 27).

■ D'ici deux ans, les ménages paieront leur chauffage collectif en fonction de leur consommation réelle et non plus de façon forfaitaire (lire page 26).

## L'équipage du « Croix-de-Lorraine » libéré sous caution

### Les élus de Saint-Pierre-et-Miquelon estiment avoir mis en évidence la « mauvaise foi canadienne »

Les quatre élus et les dix-sept marins de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont l'arrestation à bord d'un chalutier français dans les eaux territoriales canadiennes avait depuis quarante-huit heures entraîné une sérieuse détérioration des relations franco-canadiennes, ont été libérés dimanche 17 avril à Saint-Jean-de-Terre-Neuve moyennant une forte caution. Tout au long du week-end, la France avait élevé de nombreuses protestations, le président Mitterrand accusant le Canada d'avoir pris des mesures « extrêmement

restrictives, injustes » sur la délimitation des zones de pêche avec Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, avait, pour sa part, réuni une cellule de crise et faisait convoquer trois fois en vingt-quatre heures le chargé d'affaires canadien, M. David Wright. L'ambassadeur de France à Ottawa, M. Philippe Hussenot, a été rappelé en consultation à Paris. Après l'annonce des libérations, le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a simplement annoncé qu'il s'en félicitait.

MONTREAL  
de notre correspondante

Incarcérés pendant trois jours par les autorités canadiennes à Saint-Jean-de-Terre-Neuve, les quatre principales personnalités politiques de Saint-Pierre-et-Miquelon n'ont pas mâché leurs mots lorsqu'elles ont recouvré la liberté dimanche soir 17 avril avec leurs compagnons d'infortune, les dix-sept marins du chalutier le *Croix-de-Lorraine*. Une liberté qui coûtera cher au trésor public : le gouvernement français a dû s'engager à payer ultérieurement, à titre de caution, la coquette somme de 630 000 dollars canadiens (2,9 millions de francs) pour obtenir l'élargissement de ses ressortissants, dont le procès a été fixé au 3 octobre prochain.

« Notre dignité a été bafouée », nous a déclaré le sénateur-maire (appartient PS) Albert Pen. Le député (CDS) Gérard Grignon parlait, quant à lui, des « conditions humiliantes » de détention du groupe, tandis que le président du conseil général (appartient PS) Marc Plantegrenier fustigeait le « totalitarisme » de l'Etat canadien. Seul le conseiller économique et social Victor Roux (RPR) a adopté un ton un peu plus modéré.

D'abord emprisonnés « comme de vulgaires malfaiteurs » au centre de détention provisoire de Saint-Jean dans des cellules com-

munes, avec « les ivrognes et les délinquants », les trois élus, le conseiller économique et social ainsi qu'une dizaine de marins (avec parmi eux le responsable du syndicat CFTC des marins de l'archipel) avaient été transférés, vendredi soir, menottes aux mains, au pénitencier de la capitale terre-neuvienne. Les conditions étaient là plus « tolérables », ont dit les inculpés, qui ont joué à la belote pour passer le temps.

#### « Croisade de la morue »

La colère passée, les élus se sont finalement déclarés satisfaits d'avoir atteint, à travers leur mésaventure, l'un des objectifs de leur « croisade de la morue » : « mettre en valeur la mauvaise foi canadienne » dans le conflit de la pêche qui s'envenime depuis près de deux ans.

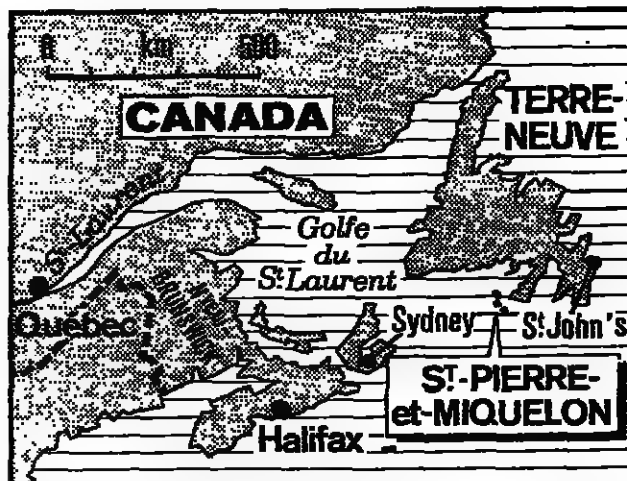
Ils ont l'intention, affirme M. Pen, de déposer une plainte « pour séquestration arbitraire » à l'encontre du Canada. Ils avancent, en effet, que le *Croix-de-Lorraine* se trouvait à l'intérieur de la zone des 200 milles entourant les îles de Saint-Pierre-et-Miquelon (revendiquée par la France depuis 1977) lorsqu'il a été arraisonné jeudi par la garde côtière canadienne, à l'est de Saint-Jean de Terre-Neuve.

Pour le premier ministre canadien, M. Mulroney, les choses sont claires : les vingt et un Saint-

Pierres se sont « eux-mêmes placés dans une situation délicate » en violant les frontières maritimes nationales et en refusant d'identifier le capitaine du *Croix-de-Lorraine*. Ce dernier aurait été le seul inculpé dans cette affaire, si marins et passagers n'avaient pas tous prétendu à ce titre pour confondre les autorités, soulignant les porte-parole officiels.

Le secrétaire d'Etat canadien aux affaires extérieures, M. Joseph Clark, n'a pas du tout apprécié le zèle avec lequel les policiers français des aéroports parisiens ont fouillé dimanche les touristes canadiens, retardant ainsi leur départ vers Montréal et Toronto. « J'ai envoyé une protestation formelle au gouvernement français pour cette attitude qui va à l'encontre de toutes les règles qui gouvernent les relations entre deux pays comme la France et le Canada », a-t-il dit.

MARTINE JACOT.



## Le traité de la discorde

UN député français, un sénateur, un président de conseil général, un conseiller économique et dix-sept membres d'équipage d'un chalutier français menés menottes aux poings en prison... La scène ne s'est pas passée dans une quelconque « république bananière » ou dans un pays en guerre, mais au Canada, dont les relations diplomatiques avec la France ne sont assombries par aucun nuage, sauf — mais il est de taille — celui de la pêche.

Un conflit qui dure depuis deux ans et qui s'est envenimé de mois en mois pour aboutir à cet épisode, digne d'une guerre picrocholine, du dernier week-end. Et le fait que les « délinquants » aient été élargis après deux jours de « captivité » ne règle rien, au fond, du contentieux, qui a deux facettes au moins.

Il s'agit d'abord d'une querelle sur les quotas de morues que les Canadiens peuvent ou doivent accorder, dans leur zone économique de 200 milles, aux chalutiers français, soit six navires immatriculés à Saint-Pierre-et-Miquelon et sept de métropole (armés à Saint-Malo, Fécamp et Bordeaux). Les propositions canadiennes ont toujours été jugées ridicules par Paris, et, pour cette année, Ottawa (qui subit de la part des élus de Terre-

Neuve une pression constante) n'a accordé aucun quota aux Français.

L'autre aspect du contentieux porte sur la délimitation des zones économiques réciproques, c'est-à-dire des zones de pêche réservées dans le secteur que les experts appellent le « 3 PS » situé au sud-est de Terre-Neuve et de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Sur le premier point, les deux parties semblent s'être mises d'accord sur le recours à un médiateur. Quant au second, Paris et Ottawa, tous deux inflexibles, vont s'en remettre à des arbitres internationaux. Mais la procédure est longue, et Paris exige que la médiation sur les quotas intervienne avant l'arbitrage sur la zone.

En fait, c'est l'interprétation du traité de 1972 entre les deux pays qui est en question. Un traité dont certaines dispositions — vis-à-vis des gros navires de métropole — ont expiré fin 1986, mais dont les termes sauvegardent les droits de pêche ancestraux des Saint-Pierrais.

Une nouvelle réunion entre experts des deux parties est prévue cette semaine dans une capitale européenne. Dans un climat exécrable de surenchères qu'avive la campagne électorale en France.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

# 3403 CANDIDATS\*

# 220 PLACES

## BONNE CHANCE...



INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE. UNE GRANDE ECOLE DE BATTANTS

Diplôme visé par l'Etat. 22 bd du Fort de Vaux 75017 PARIS - Tél. : 42.70.34.80/90.95

\*issus de classes préparatoires aux grandes écoles de commerce. Concours 88 (décompte des dossiers suivant constat du 7.4.88 par Maître DARRICAU-PECASTAING).

هكذا من الاجل



صحة من الاجل

## Économie

### TRANSPORTS

En accord avec Air France

#### Air Inter desservira Ibiza et Madrid

Air Inter voulait, depuis plusieurs mois, sortir du territoire français où son statut de compagnie intérieure lui confère une certaine liberté. Elle voulait ainsi préparer la suppression des frontières prévues pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Cette desserte de l'Europe supposait un accord avec Air France, son principal actionnaire et — potentiellement — son principal concurrent sur ces lignes. La compagnie nationale avait toujours dit que son envol supposait des concessions réciproques. C'est le résultat de cette concertation que M. Pierre Eclsen, président d'Air Inter, a rendu public, le 18 avril, à Avignon.

A partir de samedi 25 juin, Air Inter desservira, deux fois par semaine (samedi-lundi), avec un Mercure, l'aéroport d'Ibiza, aux Baléares. Au mois de septembre et au même rythme, la liaison Paris-Madrid se substituera à la liaison Paris-Ibiza. Ces vols seront effectués sous le pavillon Air France.

De son côté, Air France reçoit le droit d'effectuer deux vols sous pavillon d'Air Inter entre Roissy et Marseille, avec un Airbus-A-320 ou

un Boeing-727. Air France trouve ainsi le moyen d'améliorer la desserte de sa principale place-fortée aéroportuaire, ce qu'Air Inter rechigne à faire, car l'aéroport d'Orly est plus commode pour elle.

En 1989, les deux transporteurs projettent de multiplier par dix les vols croisés que chacun effectuerait sous son propre pavillon. Air Inter ayant modifié ses statuts pour pouvoir sortir de France.

Après la mise en ligne d'un 747 commun, qui dessert Marseille, avec Air Inter, en semaine, et les Antilles, avec Air France, le week-end, c'est la deuxième étape d'un renforcement des liens techniques et commerciaux entre Air France et la compagnie intérieure dans la perspective du grand marché européen. Cette association ira-t-elle plus loin ? UTA, l'autre actionnaire privé d'Air Inter, peut-il réagir au renforcement de l'emprise d'Air France ? Plus que jamais Air Inter est au centre de toute la réorganisation du transport aérien français.

Al. F.

● Le directeur du cabinet de M. Méhaignerie à la direction d'Aéroports de Paris. — M. Jean-Pierre Beysson, directeur du cabinet de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, a été nommé, le 13 avril, par le conseil des ministres, directeur général d'Aéroports de Paris. Il remplace à ce poste M. Jean Costet, nommé directeur général de la SNCF.

(Né le 11 janvier 1943, à Casablanca (Maroc), M. Jean-Pierre Beysson est ancien élève de l'École nationale d'administration. Il a été directeur de l'Office interprofessionnel des vins de table (1980-1982), directeur central à la Caisse nationale du Crédit agricole (1985-1986) et directeur du cabinet de M. Méhaignerie depuis 1986.)

● L'ancien président de la SNCF à Eurotunnel. — M. Philippe Essig, qui a dû quitter la présidence de la SNCF, en février dernier, à l'expiration de son mandat, sera prochainement élu au conseil d'administration d'Eurotunnel, le concessionnaire du tunnel sous la Manche. M. Essig est âgé de cinquante-quatre

ans. Ancien élève de l'École polytechnique et de l'École des ponts et chaussées, il a dirigé la RATP en 1982 et présidé la SNCF à partir de 1985.

● L'ancien patron du Point-Mulhouse devient burlesque. — M. Maurice Freund, ancien président de l'association Le Point-Mulhouse, en liquidation judiciaire depuis le 30 mars, a demandé sa naturalisation au gouvernement du Burkina Faso, l'ancienne Haute-Volta. Ce pays avait été à l'origine de la compagnie Point Air, filiale du Point-Mulhouse, qui avait desservi sa capitale, Ouagadougou, à des prix défiant toute concurrence. M. Freund pourrait s'occuper de la compagnie aérienne locale Naganagan, tout en développant des opérations de coopération et d'aide entre l'Afrique et l'Europe.

● Transmanche : poursuite de la grève des marins de P and O. — Les marins de la compagnie maritime britannique P and O European Ferries, en grève depuis soixante-trois

En attendant une privatisation

#### Aeromexico dépose son bilan

Il est rare de voir un gouvernement déposer le bilan d'une compagnie aérienne nationalisée comme vient de le faire le gouvernement mexicain avec Aeromexico. En demandant, le 16 avril, la mise en faillite de leur transporteur, les autorités mexicaines ont fait fi de leur amour-propre. Elles ont pris prétexte de la grève de quatre jours décidée par les employés au sol de la compagnie : ils demandaient que la vente de treize des quarante-trois avions ne provoque aucune suppression d'emploi parmi les douze mille salariés.

Il semble que le gouvernement ait trouvé là le moyen de privatiser une compagnie essouffée. En effet, Aeromexico n'a plus d'argent pour renouveler une flotte vieillissante. Les plans nationaux de rigueur empêchent l'Etat continu de couvrir le déficit d'exploitation. On s'achemine vers une association avec

une ou plusieurs compagnies étrangères, comme l'a fait Aerolineas Argentinas avec SAS et comme Air Afrique cherche à le faire. A moins que les pilotes d'Aeromexico ne persuadent le gouvernement de leur céder pour une bouchée de pain tout ou partie de la compagnie nationale.

En attendant le dénouement de cet imbroglio aéronautique précipité par la situation économique du Mexique, plusieurs milliers de passagers, dont un nombre respectable de touristes français, se trouvent bloqués à Mexico, les compagnies européennes n'acceptant plus les billets du transporteur failli. Un groupe de trente-neuf personnes originaires de l'Alsace, dont la moyenne d'âge est de soixante-dix ans, se trouvent ainsi bloqués dans un hôtel de la capitale mexicaine, en attendant un vol spécial, tous les vols d'Air France étant complets.

ron 1 milliard de francs. Ce navire sera immatriculé soit à Singapour, soit aux Bahamas, pour des raisons fiscales, et effectuera des croisières probablement au Japon, en Corée et en Chine au printemps, en Alaska au début, au Mexique et au Panama en automne, en Australie et dans le Pacifique Sud en hiver. (AFP.)

(Le retour de Japon sur le marché des croisières et dans la construction navale de paquebots est à marquer d'une pierre blanche. Jusqu'à ce jour, les grands pays constructeurs de paquebots étaient la Finlande, la RFA et la France avec les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire.)

● Un paquebot japonais. — Nippon Yusen (NYK), la plus grande compagnie maritime japonaise, a annoncé la reprise en 1990 de son service de croisières, supprimé en 1960. La compagnie a passé commande aux chantiers Mitsubishi Heavy Industries d'un navire de croisière de 49 000 tonnes de jauge brute, avec 480 cabines pour 960 passagers, dont le coût s'élève à 24 milliards de yens, soit envi-

### ÉNERGIE

A partir de 1990, dans les immeubles collectifs

#### Les charges de chauffage seront personnalisées

D'ici deux ans, les ménages paieront leur chauffage collectif en fonction de leur consommation réelle et non plus de façon forfaitaire. Un décret élaboré par le ministère de l'Industrie prévoit, en effet, qu'à compter du 31 décembre 1990, tous les immeubles collectifs devront être équipés d'appareils permettant de déterminer les quantités de chaleur fournies aux différents utilisateurs, de sorte que leurs frais de chauffage soient répartis en tenant compte des consommations réelles de chacun et non plus au prorata des millimètres de copropriété, comme c'est actuellement le cas.

Cette mesure concerne 4,5 millions de logements collectifs et devrait permettre, en incitant les utilisateurs à modifier leur consommation, une économie estimée à un million de tonnes équivalent-pétrole par an, a affirmé le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, en annonçant cette décision le 15 avril.

Cette réglementation, largement appliquée en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, existait déjà dans les textes depuis 1979, mais son application s'était heurtée, en France, aux réticences des grands d'immeubles, notamment RLM, en raison du manque de fiabilité des instruments de mesure. Cet obstacle devrait être levé, puisque le ministre de l'Industrie a homologué deux appareils de mesure, jugés fiables. Cette réforme, dont le coût est estimé de 180 F à 250 F par logement et par an, est en outre approuvée par 76 % des Français, selon un sondage réalisé par le CREDOC auprès d'un échantillon de deux mille personnes, en avril et en octobre 1985.

Elle fait partie d'un ensemble de trois textes, fixant une nouvelle réglementation thermique dans les logements et le secteur tertiaire, qui vise à économiser au total 3 millions de tonnes équivalent-pétrole, soit environ 3 milliards de francs par an d'importations au bout de dix ans. Outre la répartition des charges dans les immeubles collectifs, un

autre texte modifie les normes thermiques dans les logements neufs, dont la consommation devrait diminuer de 25 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989. Une troisième réglementation renforce les normes thermiques dans les bâtiments du secteur tertiaire afin, là aussi, de réduire la consommation de 25 %.

M. Madelin a annoncé, par ailleurs, que la publicité sur les produits pétroliers serait totalement libérée, avant l'élection présidentielle, et qu'un projet de loi était en préparation pour libérer la publicité de tout le secteur de l'énergie. Ce projet de loi créerait deux gardes-fous. La publicité sur les différents sources d'énergie (électricité, fioul, gaz, charbon, etc.) ne devrait pas comporter d'éléments induisant le consommateur en erreur et ne devrait pas induire à une consommation débridée. Mais le soin d'apprécier et de sanctionner les infractions serait confié aux tribunaux et non plus à l'administration, qui, actuellement, juge au préalable de la qualité des projets publicitaires.

● Quarantième anniversaire de la SEDES. — La Société d'études et de documentation économiques, industrielles et sociales (SEDES) a fêté le 18 avril son quarantième anniversaire, au cours d'une manifestation organisée au Conseil économique et social. Fondée en 1948 par E. Miraud, G.-J. Gignoux et F. Laguerre, avec Jacques Plessard comme secrétaire général, elle fut créée à partir de 1954 par Bernard de Jouvenel. Elle publie la *Bibliothèque SEDES*, qui comprend trois fascicules : *Études*, *Chroniques d'actualité* et *Bibliographie*, puis, à partir de 1960, *Futuribles*.

Depuis 1974, M. Plessard est président de la SEDES, qui garde le mensuel *Chroniques d'actualité* (conjoncture nationale et internationale), *Futuribles* étant repris par *Hughes de Jouvenel*. A partir de 1977, sont publiés deux fois par trimestre les *Analyses de la SEDES*, animées par Bernard Cassin.

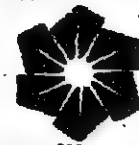
**Le Monde**  
**PUBLICITÉ**  
**FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

Source: HDM animée par F. SERRES et J. LUDAYE



Armer à gorgon. Vers 1585.

## "Aujourd'hui, la force d'une entreprise réside dans l'ouverture d'esprit des hommes qui y travaillent"



**CGIE**  
*L'esprit de Conquête*

Dans la bataille économique, c'est la volonté d'échanger les idées, la liberté de décider, la solidarité qui permet de s'imposer sur tous les marchés. Aujourd'hui, les hommes de la CGIE partagent une même passion : progresser ensemble aux quatre coins du monde.



# Économie

## SOCIAL

### Un rapport du CERC

#### La protection sociale assure un revenu minimum à 2,6 millions de personnes

Explorant avec méthode les sujets controversés du nombre de pauvres et de l'efficacité de la protection sociale, le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) fait preuve, dans l'étude qu'il vient de publier, d'un optimisme modéré (1). Oui, la protection sociale assure un revenu minimum à quelque 2,6 millions de personnes, surtout âgées ou handicapées. Mais ce filet ne laisse passer plusieurs centaines de milliers d'autres. Les initiatives locales de « compléments de ressources » ou « minima garantis » sont utiles, mais concernent peu de gens et ne sont pas aisées à mettre en œuvre.

• **La protection sociale légale.** — Elle couvre surtout des « risques », maladie, accident du travail, chômage, vieillesse, etc., et ce sont ces risques — non la pauvreté — qui donnent droit aux prestations. Cette indifférenciation des « grands systèmes » de protection a été critiquée par M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale et de l'action sociale, comme par M. Alain Minc (2).

Mais certaines allocations, « différentielles » ou sous conditions de ressources, assurent un revenu minimum. Un million et demi de personnes âgées bénéficient du minimum vieillesse, 420 000 handicapés à plus de 80 % de l'allocation d'adulte handicapé : 2 660 francs par mois pour une personne seule fin 1987 (soit 60 % du SMIC par « unité de consommation »), sans limitation de durée. Sur des périodes plus limitées, 225 000 chômeurs de longue durée (dont 50 000 de plus de cinquante-cinq ans) touchent une allocation de solidarité (1 950 F par mois pour les moins de cinquante-cinq ans, 2 780 F pour les plus âgés, sur six mois renouvelables), 55 000 personnes (notamment des femmes seules à la recherche d'un emploi) l'allocation d'insertion, 115 000 mères célibataires ou divorcées l'allocation de parent isolé (2 250 F + 850 F par enfant pour trois ans au maximum).

De plus, des prestations « universelles » comme les allocations familiales pour les ménages ayant des enfants à charge apportent des ressources d'appoint à des foyers par ailleurs démunis de ressources.

• **Les trous du filet.** — Une enquête de la Caisse nationale d'allocations familiales sur un échantillon représentatif (fin 87, 10 % à 12 % (435 000 à 520 000) la proportion de familles avec au moins un enfant disposent de ressources inférieures à 50 F par jour et par « unité de consommation » : après versement des prestations familiales, il en subsiste encore

200 000 environ (5 %), dont plus de la moitié sont monoparentales. De son côté, l'enquête emploi — de l'INSEE permet de repérer « une très forte présomption » de pauvreté, en l'absence de tout revenu d'activité, d'indemnités de chômage ou de revenus sociaux réguliers, chez 53 000 moins de vingt-cinq ans, 120 000 personnes isolées ou familles monoparentales et 260 000 couples de vingt-cinq à soixante ans sans revenu d'activité et dont un des membres au moins est un chômeur non indemnisé.

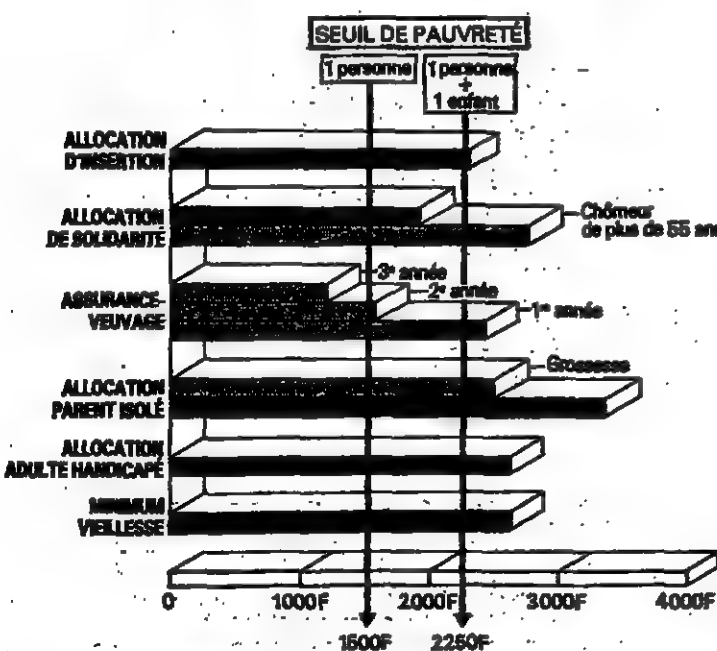
• **Les expériences locales.** — Vingt-cinq existaient fin 1986 (notamment dans deux départements et dans sept communes de plus de 100 000 habitants). D'abord attribuées à des personnes âgées, puis étendues à d'autres catégories, le système est, aujourd'hui, « ouvert ». Mais, sauf dans six communes, l'allocation s'accompagne d'un engagement, « moral » ou formel, de régler ses dettes, d'obtenir les prestations légales possibles, de rechercher un emploi ou d'accepter ceux qui sont proposés, de suivre une formation, pour ne pas en faire un « tiroir-caisse sans fond » ; pour éviter la « désertion » au travail, certains ne décomptent que partiellement les revenus d'activités (à Belfort ou à Strasbourg).

Dans la pratique, les montants moyens d'allocations étaient modestes (entre 1 300 F et 1 800 F par mois) et la durée de versement assez brève, même si elle n'est pas, en principe, limitée. Les bénéficiaires étaient plutôt jeunes (les seize-vingt-cinq ans formaient une part importante : jusqu'à 60 % à Châteaufort) et leur nombre d'enfants assez élevé. Le chômage est à l'origine de la majorité (de 50 % à 85 %) des demandes.

Ces prestations, malgré leur modestie, sont assez efficaces à l'objectif de réinsertion est explicite (20 % à 25 % des bénéficiaires retrouvent un emploi ou une formation) ou permettent d'attendre une prestation légale. Mais le nombre de bénéficiaires est en fait limité (le plus souvent 0,5 % des habitants), en raison de « diverses barrières qui en limitent l'accès » et de la nécessité d'assurer un suivi (ce qui est à l'origine de l'abandon à Longjumeau). Ainsi ne couvrent-elles pas plus de 0,3 % à 1,7 % du budget communal, en général.

GUY HERZLICH

#### LES ALLOCATIONS POUR LES TRÈS BAS REVENUS (1)



#### en avril dans Ordinateurs & BANQUE

AMERICAN EXPRESS  
BANQUE DE FRANCE  
BANQUE POPULAIRE  
TOULOUSE-PYRENEES  
CGB CITIBANK  
CHEQUE SERVICE  
SACIEP  
SOREFI AQUITAINE

le numéro 35 FF

#### AFFAIRES

##### Saint-Gobain contrôle 97 % des Glaceries de Saint-Roch

Le groupe Saint-Gobain a annoncé le succès de l'offre publique d'échange (OPE) lancée, le 21 mars dernier, sur sa filiale belge Glaceries de Saint-Roch. Le groupe détiendrait maintenant environ 97 % du capital de cette société, plus d'un million de titres ayant été échangés à l'occasion de cette offre, qui portait sur un maximum de 1 072 927 titres. Avant cette OPE, le groupe français détenait 68,8 % de sa filiale belge.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

Le conseil d'administration, réuni le 29 mars 1988 sous la présidence de M. Jean-Claude Poullet, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Avant consolidation, le total du bilan se situe à 3,683 milliards de francs (3,762 milliards de francs en chiffres consolidés).

Le produit net bancaire, de 252 millions de francs, marque une croissance de 15 % sur celui de 1986, les activités financières notamment ayant constitué de se développer favorablement.

Le bénéfice net passe de 8,3 millions de francs à 22,3 millions de francs avant consolidation, et de 14,7 à 27,3 millions de francs après consolidation.

L'impôt sur les sociétés s'établit à 15,2 millions de francs, contre 11 millions de francs en 1986. Les dépréciations constatées en fin d'exercice sur le portefeuille titres de la banque ont été intégralement provisionnées, conformément aux règles comptables précédemment appliquées.

Il sera proposé à l'assemblée de fixer le dividende en titre de l'exercice 1987 à 3 F (plus avoir fiscal de 1,50 F) par action de 12,50 F nominal, soit 1,50 F (plus avoir fiscal de 0,75 F) par demi-action. Le montant distribué aux actionnaires passera ainsi de 3 097 964 F au titre de l'exercice 1986, à 7 545 552 F au titre de 1987.

#### HITACHI

Rapport annuel 1987

Le rapport de l'exercice clos le 31 mars 1987 de la société Hitachi est mis gratuitement à la disposition de tous les personnes qui en fera la demande auprès de l'un des établissements suivants :

CREDIT LYONNAIS

Direction des Marchés financiers de capitaux

« Actions »

19 boulevard des Capucines

75002 PARIS

BANQUE PARIBAS

Service des Emplacements

3 rue d'Antin

75002 PARIS

#### CIMIC-MINEMET

CIMIC Holding (Charbonnages de France, Groupe Mannof du Qatar et Groupe Paribas) et MINEMET Holding (Groupe IMETAL) sont convenus de réunir leurs activités dans le domaine du négoce charbonnier.

La nouvelle entité, qui sera ouverte à d'autres partenaires, utilisera les réseaux internationaux des groupes actionnaires en vue de développer sa capacité de trading, initialement de l'ordre de 2 millions de tonnes par an.

Les partenaires prévoient d'écarter leur coopération en domaine pétrolier.

#### STAFF SOCIÉTÉ DE TRANSACTION ET D'ARBITRAGE SUR FUTURS FINANCIERS

Établissement financier de l'article 89 de la loi bancaire

15, avenue Maignon, 75006 Paris

Le conseil d'administration de la société STAFF s'est réuni le 13 avril 1988 sous la présidence de Jean-Benoît Ess pour arrêter les comptes de l'exercice 1987, qui font apparaître un résultat net de 14,4 millions de francs.



La Compagnie générale de travaux et d'installations électriques (GTIE) (groupe Générale des Baux) et la Banque nationale de crédit à Madrid (BANESTO) ont conclu, le 12 avril, un accord au terme duquel les deux groupes détiennent chacun 50 % d'Iso-Box S.A., une des premières entreprises espagnoles de montage et d'installation électriques.

Préalablement à cet accord, les actionnaires actionnaires ont procédé à l'assemblée financière de la société et le capital a été porté à 750 millions de pesetas. Iso-Box, dont le chiffre d'affaires atteindra en 1988 un montant de 350 millions de francs, dispose ainsi des fonds propres nécessaires à son développement dans ses différents domaines d'activité.

GTIE apportera à sa nouvelle filiale son savoir-faire, ainsi que ses méthodes de gestion, tandis que BANESTO contribuera de la faire bénéficier de ses positions financières et commerciales, tant en Espagne que dans les pays hispano-américains.

Le conseil d'administration d'Iso-Box, constitué de représentants des deux groupes, a nommé M. Guy Richard président du conseil et M. George Brosse vice-président. Par ailleurs, le conseil a confirmé M. José Manuel Lomax dans ses fonctions d'administrateur directeur-général.

## GROUPE BEGHIN-SAY

Le 13 avril 1988 à Bruxelles, MM. Jean-Marc Verme, président de Béghin-Say, et Hartwig Géginat, président de Feldmühle AG, se sont mis d'accord sur la cession par Béghin-Say à Feldmühle de 50 % du capital de la société Papeterie Béghin-Corbehem.

Toutefois, cette opération ne pourra avoir lieu que début mai 1988 après l'accord des instances supérieures de Feldmühle AG et de sa société mère Feldmühle Nobel AG.

Béghin-Say et Feldmühle sont par ailleurs convenues que Béghin-Say a la possibilité de céder ultérieurement à Feldmühle le solde de sa participation dans Papeterie Béghin-Corbehem.

Il est rappelé que Papeterie Béghin-Corbehem a été constituée en 1987 par apport de la branche complète

d'activités de la division Corbehem (papier et carton couchés) de Béghin-Say. L'apport réalisé avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1987 a porté sur un actif de 1 282 millions de francs. La nouvelle société a pris en charge un passif de 967 millions de francs, dont 505 millions de francs de dettes financières.

En raison du développement rapide du marché du papier couché en Europe, les partenaires ont décidé de lancer prochainement, sur le site de Corbehem (France), la construction d'une nouvelle et puissante machine LWC qui entrera en service à la fin de l'année 1990.

La coopération entre Béghin-Say et Feldmühle a été autorisée en France par le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation et en Allemagne fédérale par l'Office des Cartels.



Le conseil d'administration d'Avenir, réuni sous la présidence de M. Philippe Sautier, le 13 avril 1988, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1987. Au niveau du groupe, le chiffre d'affaires net consolidé est passé de 922,32 millions de francs en 1986 à 1 030,55 millions de francs en 1987, soit une progression de 11,73 %, pour un résultat net part du groupe de 50,8 millions de francs en 1987 contre 30,4 millions de francs en 1986, soit une progression de 67,26 %, imputable uniquement à l'activité courante du groupe.

Dans le même temps, le chiffre d'affaires hors taxes de la société s'est élevé à plus de 918 millions de francs, en progression de 9,97 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net après impôt s'élève à 47,2 millions de francs, en augmentation de 47,04 % par rapport au résultat de l'exercice 1986.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 27 juin 1988, de distribuer un dividende net de 14,30 F, assorti d'un impôt de 7,15 F (résultat net après impôt de 21,45 F).

Pour permettre la comparaison avec les précédents exercices, il y a lieu d'ajuster les dividendes versés au titre de ces années avec la modification du capital intervenant en juin 1987 qui a eu pour conséquence la multiplication par 4 du nombre d'actions composant le capital social. Ainsi, pour les trois dernières années, les dividendes ont été :

Répartition	1984	1985	1986
Dividende net	5,00	6,75	9,75
Impôt déjà versé	2,50	3,37	4,57
Revenu global	7,50	10,12	14,62

Le dividende 1987 sera donc en augmentation de 46 % par rapport au dividende versé pour 1986.

Les comptes sociaux et consolidés peuvent être consultés soit au siège social soit sur Minilist en composant le 36.15, code « Havas Actions ».

### BANQUE NATIONALE DE PARIS GUYANE

Le Conseil d'Administration réuni le 8 avril 1988, a arrêté les comptes de l'exercice 1987 qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 1988.

Dans un contexte économique qui est resté difficile, le résultat d'exploitation de la B.N.P. GUYANE est en légère augmentation, en dépit d'une diminution des marges. Par ailleurs, la Banque a été amenée à accroître le montant des provisions à constituer sur les risques clients.

Cela étant, le bénéfice net est en progression de près de 4 % sur celui de 1986 et s'établit à 20,5 millions de francs.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de verser un dividende de 16 francs par action (soit un revenu global de 24 francs, avoir fiscal compris), en augmentation de 14,29 %.

Les réserves s'élèveront de 39,5 millions à 53 millions de francs.

Les fonds propres, après répartition du bénéfice et affectation aux réserves, atteindront 96,7 millions de francs. Ils représenteront 8,2 % du bilan qui s'élève à 1.180,6 millions contre 967,2 millions de francs en 1986.

Le Conseil d'Administration a par ailleurs décidé, comme l'en a autorisé l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 1985, d'augmenter le capital de 40 millions à 50 millions de francs par incorporation de réserves et attribution de 100.000 actions gratuites dans la proportion d'une pour quatre.

Ces actions nouvelles porteront jouissance du 1er janvier 1988.



LA BANQUE EST NOTRE METIER

Les émissions étant entièrement souscrites, le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.

#### COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE

##### EMISSION DE 3 EMPRUNTS Pour un montant global de F. 1.550.000.000

EMPRUNT A TAUX FIXE DE F. 650.000.000  
Chefs de file : Banque Indosuez - Caisse Nationale de Crédit Agricole

EMPRUNT A TAUX FIXE A BONS DE SOUSCRIPTIONS D'OBLIGATIONS DE F. 400.000.000

EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE F. 500.000.000



Visa COB 88-89 du 21.03.88

50 من الاجل



هكذا من الاجل

28 Le Monde • Mardi 19 avril 1988



# La sérénétique est au Sicob.

Bienvenue aux décideurs qui abordent l'informatique. Quand votre regard rencontre la nouvelle signature AEG Olympia, vous pouvez être rassurés: aujourd'hui votre sérénité en informatique est garantie.

Sérénité à tous les niveaux: de l'utilisateur quotidien au chef d'entreprise. Ici la priorité est à l'efficacité, à la simplicité. Parlons des besoins, nous répondrons solutions. Tel est le nouvel état d'esprit informatique.

AEG Olympia, deux grands noms qui viennent de s'unir pour former une nouvelle entité au sein

du groupe AEG. Un mariage où chacun a mis dans la corbeille le meilleur de lui-même. AEG, sa technologie d'information et de communication, Olympia, sa formidable expérience en bureautique.

Venez découvrir au SICOB une nouvelle génération d'ordinateurs: les Olystar. Des micros monopostes et multipostes très performants, compatibles et évolutifs, réseaux locaux.

Vous pourrez également découvrir sur notre stand le prototype sport Sauber-Mercedes sponsorisé par AEG Olympia.

Vous avez une chance de gagner... en toute sérénité, une invitation pour les 24 Heures du Mans. Remettez simplement votre carte de visite à Caroline, Stand AEG Olympia N° 5BC 5028/5030. AEG France et Olympia France, 10, avenue Réaumur, 92142 Clamart. Téléphone 45.37.96.00.

**AEG**  
**OLYMPIA**



# Économie

L'opposition dénonce les nouveaux décrets-lois du gouvernement Garcia

## Le feuilleton de la nationalisation bancaire au Pérou rebondit

Le processus d'nationalisation du système bancaire, lancé le 28 juillet 1987 par le président Garcia, dont le roman feuilleton, il était « démocratiser et décentraliser le crédit », tenant en haleine les milieux d'affaires et le grand public pendant huit mois. En promulguant le 10 avril plusieurs décrets-lois, dont l'un abroge indirectement la législation bancaire de 1931, l'exécutif vient de faire rebondir la polémique. Jugement que le chef de l'Etat outrepassait ses attributions. L'opposition a décidé de saisir le tribunal des garanties constitutionnelles.

LIMA  
de notre correspondant

On aura vu les banquiers affronter les gaz lacrymogènes lancés par la police, installer matras et oreillers dans leur bureau pour passer la résistance passive, en venir aux mains avec les émissaires du gouvernement. On aura vu un véhicule blindé forcer la porte du Banco de Credito (la banque privée la plus importante du pays, puisqu'elle contrôlait le tiers du crédit commercial) et, quelques mois plus tard, le chef de l'Etat en franchir le seuil sous une pluie de confettis pour le convertir en « banque d'investissement », car son propriétaire avait préféré brader ses actions à ses

employés plutôt que de le voir étatisé. Etatisation ? Nationalisation ? Autogestion ? Cogestion ? Jusqu'à présent, seul le Banco de Credito dispose d'un nouveau statut. Ce n'est d'ailleurs pas une autogestion, comme le proclame le gouvernement, bien que les cinq mille employés détiennent la majorité des actions, mais une cogestion avec participation de l'Etat.

Par contre, la situation n'est clarifiée ni pour le Banco Wiese (le deuxième établissement avec 5 % du crédit) ni pour le Mercanti, puisque leurs propriétaires ont refusé d'adopter ce statut. Pour sortir de l'impasse, le gouvernement envisage de les autoriser à se convertir en banque régionale (banque située en province ou dans le port de Callao), dont le statut échappe à l'expropriation de 51 % des actions.

Bien que l'opposition juge « inconstitutionnelle » les décrets-lois signés par le président Garcia le 10 avril, et ait décidé de faire appel, elle est assuée à reconnaître le bien-fondé de deux dispositions. La première crée « l'hypothèque populaire », qui permet l'attribution de crédits avec pour seule garantie la propriété mobilière ou immobilière, même lorsque celle-ci n'est pas légalement reconnue par un titre de propriété (c'est le cas pour plus de la moitié des huit millions d'habitants des bidonvilles de la capitale).

La seconde oblige les institutions financières à destiner au moins un dixième de leurs crédits à des petits producteurs individuels.

En fait, ces dispositions pouvaient être prises sans que le gouvernement décide de nationaliser dix banques, six entreprises financières et dix-sept compagnies d'assurances. Le coût politique et économique de cette décision est élevé. Elle a été prise au moment même où les détenteurs de capital négociaient avec le régime social-démocrate un vaste programme d'investissements, désormais mal parti et représente une perte de crédibilité du régime. Symptôme supplémentaire de ce climat d'incertitude, les bureaux de la Banque de Londres et d'Amérique du Sud et de la Banque de Madrid vont prochainement être fermés.

L'annonce d'une nationalisation du secteur bancaire provoque une levée de bouillottes de la droite. Elle a mis en évidence les profondes divergences existant au sein du parti au pouvoir et constitue une cuisante défaite pour le président Garcia qui, après avoir conçu l'extinction de tout le système financier, se retrouve confronté à une réforme hybride.

NICOLE BONNET.

## REPÈRES

### Investissements

#### Les Américains opposés aux implantations étrangères

A une écrasante majorité, les Américains se prononcent, dans un sondage réalisé pour l'hédomadaire US News and World Report, contre les investissements étrangers aux Etats-Unis. Pour 84 % des personnes interrogées, les acquisitions étrangères dans l'immobilier ne constituent pas une « bonne chose », et 82 % demandent l'établissement de restrictions à l'acquisition de compagnies américaines produisant du matériel sensible ou de haute technologie. Les craintes se font plus vives à l'égard des Arabes ou des Asiatiques, beaucoup moins nettes à l'égard des Canadiens et des Européens. Ce sondage renforce les arguments des parlementaires qui tiennent à la disposition de la loi commerciale (trade bill) exigeant une déclaration préalable pour les investissements étrangers importants. Cette clause, si elle est maintenue, fera l'objet d'un veto du président Reagan, a annoncé le Maison Blanche.

### Echanges

#### L'Inde et le Japon principaux partenaires asiatiques de l'URSS

La Japon et l'Inde ont été, en 1987, les principaux partenaires asiatiques de l'URSS avec un volume d'échanges de 3,8 milliards de dollars (2,6 milliards de roubles) et de 3,03 milliards de dollars (2,2 milliards de roubles) respectivement, rapporte le ministère soviétique du commerce extérieur, cité par l'agence Tass. Le commerce avec le Japon a toutefois connu un déclin de 1 milliard de dollars en 1987, en raison de la contraction des achats soviétiques. Après Tokyo et New-Delhi, le Vietnam est le troisième partenaire asiatique de Moscou avec 3 milliards de dollars d'échanges, dont 535 millions d'importations soviétiques. Le commerce avec l'Afghanistan a représenté 1,2 milliard de dollars et 286 millions avec l'Iran.

### Dépenses d'équipement

#### Hausse probable de 8 % cette année aux Etats-Unis

Les investissements des entreprises américaines devraient progresser de 8 % en termes réels cette année, contre une faible augmentation de 1,7 % en 1987, annonce le département du commerce. Cette hausse, si elle se concrétise, serait la plus forte depuis 1985 et porterait les dépenses d'équipement des sociétés américaines à 419,9 milliards de dollars. Cette étude souligne que les chefs d'entreprise semblent encouragés par les bons résultats des exportations. Le secteur industriel compte ainsi augmenter de 8,9 % ses investissements, les autres entreprises envisageant une augmentation de 7,5 %.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ Émission d'Obligations Convertibles

du 5 au 19 avril 1988

## UNE ÉMISSION À SUIVRE

ENTRE LE 5 ET LE 19 AVRIL 1988  
INCLUS, la souscription est ouverte en priorité aux actionnaires et porteurs de C.I.P. Suez (à raison d'une obligation pour 4 actions ou C.I.P. détenus) et, simultanément, au public. Chaque souscripteur bénéficie d'un double choix :

- jusqu'au 31 décembre 1988 : une conversion des obligations en actions à des conditions privilégiées.
- à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989 : la sécurité d'un rendement intéressant associée à l'opportunité de convertir en actions à tout moment.

EMPRUNT CONVERTIBLE DE 4,8 MILLIARDS DE FRANCS  
REPRÉSENTÉ PAR 16 000 000 D'OBLIGATIONS DE F 300 NOMINAL

PRIX D'ÉMISSION : F 300  
DURÉE : 9 ans et 7 mois et demi  
INTÉRÊT ET CONVERSION : 2 PÉRIODES DISTINCTES

Jusqu'au 31.12.1988  
Taux d'intérêt : 3,50 %  
Parité de conversion : 6 actions pour 5 obligations convertibles

A compter du 1.01.1989  
Taux d'intérêt : 7,25 %  
Parité de conversion : 1 action pour 1 obligation convertible

Taux actuariel en cas de non-conversion : 7,76 %

Les souscriptions seront reçues auprès des intermédiaires financiers habituels



Belle du 4 avril 1988. Une note d'information et son abrégé (Vieux COB n° 88-100 et 88-100A, en date du 31 mars 1988) sont tenus à la disposition du public auprès de :

SUEZ ACTIONNAIRES, DIRECTION DE LA COMMUNICATION  
1, rue d'Assolvi 75008 Paris - Tél. (1) 40.06.64.00

## Guérilla commerciale au sein du GATT

### La polémique agricole reste entière entre Américains, Européens, Canadiens et Japonais

Américains, Européens, Canadiens et Japonais ont campé sur leurs positions lors de la réunion quadripartite qui s'est déroulée les 16 et 17 avril à April-Point, près de Vancouver. On savait l'exercice de préparation à la réunion d'évaluation de l'Uruguay Round (1), prévue pour décembre prochain, particulièrement délicat. La campagne électorale américaine pousse l'administration Reagan à laisser le ton, notamment sur le sujet le plus sensible aux « quatre », l'agriculture. Après avoir réaffirmé que Washington maintiendrait au cours des prochains mois une politique « très agressive » envers la CEE pour arracher des progrès substantiels dans l'abolition des subventions aux exportations agricoles, le représentant du président Ronald Reagan, M. Chryton Yeutter, a de nouveau demandé l'abolition d'ici à fin 2000 de telles subventions. Seule vague concession, M. Yeutter a indiqué que « si douze ans ne suffisent pas » au sein du GATT, il était possible d'envisager quatorze ans.

Un objectif jugé irréalisable par le représentant de la CEE, M. Willy de Clercq, qui voit dans l'attitude américaine un recours à des « discussions répétitives » alors que chacun devrait « nettoyer devant sa porte » et commencer par mettre en place des mesures d'urgence pour les « marchés en désarroi » comme le blé, le sucre ou le lait. Si la CEE, qui compte douze millions d'agriculteurs, avance lentement sur la voie de la lutte contre les excédents, elle a le sentiment de faire de réels progrès. Par contre, a souligné M. de Clercq, les autres grands producteurs agricoles du monde industrie-

l'ont aggravé la situation. Ainsi, les Etats-Unis ont-ils renforcé leur programme de soutien aux exportations agricoles et ralenti celui de la mise hors d'usage des terres arables. De même, le Canada a récemment accordé une subvention de 3,5 milliards de dollars canadiens en faveur de ses agriculteurs et a augmenté de 1 % les quotas laitiers.

Ce contentieux entre l'Europe et l'Amérique du Nord aggrave mal de la réunion de décembre qui se tiendra à Ottawa pour dresser un premier bilan des négociations de l'Uruguay Round. Il s'agit d'une polémique sur le rôle même du GATT. Les Etats-Unis voudraient renforcer l'institution pour en faire une instance juridique aux décisions contraignantes alors que la CEE refuse d'abandonner le principe du consensus qui l'a régi jusqu'à présent.

Une nouvelle réunion des « quatre » aura lieu dans le sillage du sommet des pays industriels, fin juin, au Canada. Il n'est pas certain qu'elle parvienne à des résultats plus probants que ceux d'April-Point. D'ailleurs, que les Américains et les Japonais s'affrontent sur les arguments et le bœuf dont les importations au Japon restent limitées et que les Européens reprochent à ces deux pays leur entente sur la participation des entreprises américaines à des appels d'offres de travaux publics japonais dont la CEE est exclue.

(1) Négociations commerciales multilatérales lancées dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

## CONJONCTURE

### Les comptes de la nation

#### L'activité s'améliore

Variation en volume par rapport à l'année précédente

	1984	1985	1986	1987
<b>RESSOURCES DE LA NATION (en volume et en pourcentage)</b>				
1. Produits intérieurs brut national	+ 1,4	+ 1,5	+ 2	+ 2,2
2. Importations	+ 2,3	+ 4	+ 6,9	+ 8,5
<b>EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION :</b>				
1. Consommation des ménages	+ 1	+ 2,3	+ 3,2	+ 4,1
2. Investissement total	- 3,5	+ 2,9	+ 2,9	+ 2,4
3. Investissement productif des entreprises	- 2,5	+ 4,3	+ 3,3	+ 5,4
4. Exportations	+ 6,5	+ 1,7	+ 6,6	+ 2,4

L'INSEE vient de publier les résultats de l'année 1987 (voir le Monde du 16 avril). Il a rectifié — comme à l'habitude — les comptes des années précédentes. Ces chiffres, qui continueront d'être modifiés au fur et à mesure que se multiplient les données statistiques et comptables, rendent précieuses les prévisions publiées le 18 mars par le ministère de l'économie et des finances, lors de la réunion des comptes de la nation (le Monde du 19 mars et du 2 avril).

### L'investissement productif des entreprises

#### Forte reprise

Evolution par rapport à l'année précédente (en %)

	1984	1985	1986	1987
<b>Total des investissements productifs (GEN + secteur concurrent)</b>	- 2,5	+ 4,2	+ 3,3	+ 5,4
• Grandes entreprises nationales	- 6,4	- 0,8	- 8,4	- 5
• Entreprises du secteur concurrentiel dont industrie	+ 3,4	+ 5,6	+ 6,4	+ 7,7
	+ 2	+ 6,5	+ 3,5	+ 7,1

L'un des faits majeurs de l'année 1987 aura été la forte poussée des investissements dans l'industrie (33 % du total) qui — après le ralentissement de 1986 — confirme la reprise de 1985. Dans le secteur où les dépenses d'équipement des GEN (Grandes entreprises nationales) : 20 % du total des investissements productifs) restent fortement, la progression de la formation de capital n'est que de 5,4 %. Mais elle est de 7,7 % pour l'ensemble du secteur concurrentiel qui outre l'industrie comprend l'agriculture, le commerce et les services, le BTP.

سكزا من الاحول







## BOURSE DU 15 AVRIL

**Cours relevés  
à 17 h 31**

Règlement mensuel																		
Compensation	VALEURS	Cours préfid.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours préfid.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours préfid.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	
1006	A.S. 5% 1973 ...	1462	1462	1465 10	+ 0.21								1007	Bullfinch, Inc.	102 80	104 10	103 80	+ 0.99
1007	B.A.P. 7% 1973 ...	1048	1048	1048 10	+ 0.10								1008	Canada North.	100 80	104 10	103 80	+ 7.77
1024	B.A.P. 7% 1973 ...	1048	1048	1048 10	+ 0.10								1009	Canada North.	100 80	104 10	103 80	+ 7.77
1030	C.G.F. 7% 1973 ...	1062	1060	1080	- 0.18								1010	Canada North.	100 80	104 10	103 80	+ 7.77
1050	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1058	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1060	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1062	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1064	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1066	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1068	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1070	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1072	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1074	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1076	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1078	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1080	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1082	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1084	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1086	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1088	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1090	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1092	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1094	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1096	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1098	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1100	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1102	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1104	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1106	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1108	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1110	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1112	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1114	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1116	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1118	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1120	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1122	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1124	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1126	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1128	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1130	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1132	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1134	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1136	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1138	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1140	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1142	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1144	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1146	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1148	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1150	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1152	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1154	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1156	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1158	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1160	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1162	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1164	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1166	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1168	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1170	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1172	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1174	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1176	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1178	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1180	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1182	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1184	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1186	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1188	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1190	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28	800	Orléans Ind.	768	764	768	+ 0.52	1460	Deutsche Bank	1468	1422	1404	- 1.38	
1192	Clair, Lyon, T.P. ...	1060	1067	1067	- 0.28													

## Comptant

(selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Exp. 8,80 % 77	127 80	7 910	Chembank (M.)	978	978	Loire	900	795	Traite-Papillon	241	220
8,80 % 78/80	105 05	7 470	Chenou (M.)	142 50	142 10	Lyonnais Intern. (S.A.)	339 30	320	Tre D'Esp.	432	418
8,80 % 79/84	304 20	8 530	C.I. (Financ. Ind.)	330	323	Messageries M.	102 90	102 80	Tre D'Esp.	432	418
12,25 % 80/80	108 70	11 512	C.I. (Financ. Ind.)	330	323	Messageries Unipac	146	139 90	U.L.A.P.	308	308
12,80 % 81/88	708 95	3 489	Chene B.	628	628	Messageries Unipac	146	139 90	U.T.A.	1020	1000
12,80 % 82/80	112 37	4 101	Chene B.	628	628	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
15 % juin 82	134 80	13 638	Chene B.	628	628	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
14,80 % déc. 83	134 80	2 195	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
12,40 % oct. 84	119 20	4 294	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
12,20 % oct. 84	111 80	6 887	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
11 1/8 % oct. 85	111 48	1 063	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
10,25 % sept. 85	108 30	1 063	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
DMT 12,75 % 83	1678		C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
DMT 10 % 2000	104 26	8 380	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
DMT 10,50 % 1997	108 84	3 881	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
DMT 10,50 % 1998	102 87	2 082	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
Ch. France 3 %	163		C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CMB Brown Jan. 82	102 46	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CMB Brown Jan. 82	102 46	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CMB Jan. 82	102 46	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
PTT 11,2005 %	108 20	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 10,30 % 85	102 58	2 821	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100
CEI 11,5005 %	108 9	3 858	C.I.M.P.	12 38	13 30	Messageries Unipac	146	139 90	Vest. Chagnot	3200	3100

**SICAV** (selection)

1

VALUES	Emulsion Price Unit	Reheat unit	VALUES	Emulsion Price Unit	Reheat unit	VALUES	Emulsion Price Unit	Reheat unit
A.A.	700.04	882.87	Precedent	110222.48	110222.48	Postscript-Penns.	1768.02	1008.85
Adm. Office	328.08	186.67	Precedent	244.57	340.88	Postscript	788.08	830.22
Adm. Office	401.00	357.61	Precedent	658.08	626.24	Postscript-Penns.	262.00	280.73
Adm. Office	489.02	471.34	Precedent	659.08	227.60	Postscript-Penns.	923.00	693.94
Adm. Office	593.30	534.33	Precedent	659.08	654.08	Postscript-Penns.	923.00	693.94
Adm. Office	600.05	904.93	Precedent	659.08	82.03	Postscript-Penns.	75170.00	7019.44
Adm. Office	632.22	658.08	Precedent	11680.74	11680.44	Postscript-Penns.	6733.00	5737.00
Adm. Office	1108.78	1087.80	Precedent	1101.10	1004.88	Postscript-Penns.	6550.02	5659.52
Adm. Office	434.30	437.71	Precedent	659.08	6559.88	Postscript-Penns.	103.00	103.00
Adm. Office	91.29	86.82	Precedent	11077.88	1008.20	Postscript-Penns.	10386.56	10385.83
Adm. Office	1120.94	1116.36	Precedent	1436.10	144.22	Postscript-Penns.	105.78	102.72
Adm. Office	10089.22	10089.22	Precedent	6173.34	686.43	Postscript-Penns.	21861.88	21861.88
Adm. Office	688.00	54.23	Precedent	11680.74	1176.58	Postscript-Penns.	110.77	107.38
Adm. Office	174.95	188.88	Precedent	1177.46	1177.46	Postscript-Penns.	1.01	1.01
Adm. Office	3026.67	4611.14	Precedent	1079.02	1053.38	Postscript-Penns.	1881.77	1881.77
Adm. Office	681.22	61.23	Precedent	659.08	794.94	Postscript-Penns.	317.81	303.40
Adm. Office	477.58	485.85	Precedent	1385.14	1385.60	Postscript-Penns.	217.81	203.40
Adm. Office	3386.17	6384.46	Precedent	1101.10	1394.08	Postscript-Penns.	11.98	10.08
Adm. Office	340.02	326	Precedent	1030.67	934.44	Postscript-Penns.	10689.08	10684.27
Adm. Office	1192.95	1183.69	Precedent	12286.72	11786.88	Postscript-Penns.	758.78	758.78
Adm. Office	268.00	31.27	Precedent	244.57	244.57	Postscript-Penns.	415.26	405.40
Adm. Office	1438.08	1438.08	Precedent	14670.00	14641.44	Postscript-Penns.	415.26	405.40
Adm. Office	916.16	113.08	Precedent	15689.08	1786.77	Postscript-Penns.	11827.83	11780.71
Adm. Office	105.78	105.91	Precedent	181.94	181.94	Postscript-Penns.	10222.82	10203.88
Adm. Office	2647.86	2640.24	Precedent	237.08	234.78	Postscript-Penns.	415.26	405.40
Adm. Office	80.71	79.13	Precedent	238.79	237.88	Postscript-Penns.	685.72	684.12
Adm. Office	1774.61	1774.61	Precedent	229.27	229.42	Postscript-Penns.	11772.86	11764.57
Adm. Office	26.18	26.03	Precedent	262.21	346.77	Postscript-Penns.	11628.33	11628.00
Adm. Office	105.95	92.86	Precedent	273.40	261.11	Postscript-Penns.	10421.33	10421.33
Adm. Office	337.38	326.38	Precedent	222.80	212.58	Postscript-Penns.	468.44	455.77
Adm. Office	1284.08	1284.08	Precedent	367.80	360.38	Postscript-Penns.	718.07	718.07
Adm. Office	1009.81	1009.85	Precedent	148.12	138.43	Postscript-Penns.	1883.07	1883.07
Adm. Office	481.01	476.71	Precedent	216.91	205.88	Postscript-Penns.	572.08	568.40
Adm. Office	857.44	841.71	Precedent	382.84	346.38	Postscript-Penns.	188.00	188.00
Adm. Office	912.48	871.10	Precedent	11229.07	11229.07	Postscript-Penns.	12.16	10.00
Adm. Office	252.70	241.24	Precedent	11680.74	11680.74	Postscript-Penns.	758.78	749.81
Adm. Office	141.98	141.98	Precedent	228.34	228.34	Postscript-Penns.	468.44	455.77
Adm. Office	316.95	312.94	Precedent	758.78	718.07	Postscript-Penns.	323.00	323.00
Adm. Office	124.96	216.72	Precedent	771.88	867.20	Postscript-Penns.	214.02	212.80
Adm. Office	223.80	223.20	Precedent	886.27	872.20	Postscript-Penns.	420.01	408.00
Adm. Office	223.80	223.20	Precedent	184.08	147.88	Postscript-Penns.	1168.08	1113.10
Adm. Office	2911.45	2911.45	Precedent	2884.42	2884.42	Postscript-Penns.	346.38	341.83
Adm. Office	4072.38	4022.33	Precedent	389.43	381.20	Postscript-Penns.	1062.07	1057.85
Adm. Office	2657.82	2629.36	Precedent	680.62	680.62	Postscript-Penns.	1280.19	1280.28
Adm. Office	769.59	770.71	Precedent	6417.27	6267.27	Postscript-Penns.	478.34	464.78
Adm. Office	90.03	61.48	Precedent	6415.43	6415.43	Postscript-Penns.	323.00	323.00
Adm. Office	62586.98	62586.98	Precedent	1486.48	1486.48	Postscript-Penns.	1111.44	1078.48
Adm. Office	172.04	187.44	Precedent	141.67	126.26	Postscript-Penns.	1101.01	1089.04
Adm. Office	1029.18	1011.36	Precedent	8534.51	8527.47	Postscript-Penns.	8583.08	8521.41
Adm. Office	1288.36	1287.26	Precedent	14520.38	14520.38	Postscript-Penns.	8583.08	8533.52
Adm. Office	186.80	185.83	Precedent	20889.08	20889.08	Postscript-Penns.	111.88	111.88
Adm. Office	201.20	201.20	Precedent	637.38	1182.28	Postscript-Penns.	367.00	364.40
Adm. Office	1183.28	1088.11	Precedent	627.38	627.38	Postscript-Penns.	426.02	420.00
Adm. Office	300	300.00	Precedent	3279.98	3268.00	Postscript-Penns.	1104.37	1094.46
Adm. Office	1261.78	1259.28	Precedent	8722.38	8722.38	Postscript-Penns.	1283.00	1283.00
Adm. Office	1045.05	1032.82	Precedent	1054.71	1044.27	Postscript-Penns.	2267.42	2272.21
Adm. Office	1117.08	1098.38	Precedent	11289.40	11289.40	Postscript-Penns.	2236.23	2216.85
Adm. Office	1110.39	1080.08	Precedent	686.92	674.34	Postscript-Penns.	91.22	91.32
Adm. Office	8884.86	8881.86	Precedent	6461.70	6284.48	Postscript-Penns.	1003.34	982.30

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLET	
	prima.	101/4	Achats	Ventes
Euro-Unité (\$ 1)	5 738	5 646	- 488	- 500
ECU	7 078	7 041		
Belgique (100 F)	339 110	335 240	329	348
France (100 F)	16 211	16 210	16 000	16 000
Payes (100 L)	302 290	302 470	283	373
Portugal (100 Esc)	10 000	10 000	9 998	9 998
Hollande (100 G)	91 240	91 050	90	90
Grande-Bretagne (1 £)	10 572	10 623	10 280	11 000
Grèce (100 drachmes)	4 547	4 420	3 980	4 000
Indes (100 Rs)	4 570	4 570		
Indonésie (100 Rp)	409 400	410 780	381	418
Suède (100 kr)	96 230	96 180	92 500	99 000
Suisse (100 francs)	43 330	40 250	46 780	46 000
Autriche (100 sch)	5 130	5 130		
Portugal (100 Esc)	4 148	4 143	3 900	4 090
Canada (\$ can 1)	4 538	4 583	4 400	4 400
Japan (100 ¥)	4 548	4 551	4 410	4 400

## Marché libre de l'or

[illegible]

**lors-est**

Anges	690 38	West-End Challenge	1794 08	1181 72	Unknown Obligations	1555 01	1594 05
Chen	4258 37	Mount F.	2283 08	1259 00	Unknown	4702 82	467 14
De-Mail	25 47	Old Ancestral	128 78	127 40	Unknown	1551 25	1549 08
East Payments	68637 08	Orléans-Jules	1091 05	1075 03	Valley	1824 32	1382 03
East Payments	12047 80	Orléans-Jules	394 37	395 48			
East Payments (per 100)	10992 14	Orléans-Jules	1095 11	1074 37			
East Payments	228 52	Orléans-Jules	170 05	170 05			
East Payments	1011 42	Orléans-Jules	1120 03	1101 08			
East Payments	204 81	Orléans-Jules	5611 26	5340 67			
East Payments	261 70	Orléans-Jules	1576 84	1552 32			
East Payments	432 22	Orléans-Jules	10475 21	10384 44			
East Payments	391 50	Orléans-Jules	82 73	80 32			
East Payments	501 51	Orléans-Jules	962 04	977 38			
East Payments	918 04	Orléans-Jules	105 28	102 51			
East Payments	27 80	Orléans-Jules	671 80	661 02			
East Payments	28 28	Orléans-Jules	60 72	54 85			
East Payments	376 88	Orléans-Jules	100 12	100 06			

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements :  
45 55 94 99 - page 422

45-65-91-62, page 433



